

# **Le Statut Légal des Missions Catholiques et Protestantes en Indochine Française**

---

**THÈSE**

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

*Présentée et soutenue le 26 Mai 1939, à 14 heures*

PAR

**Philippe GRANDJEAN**

---

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE BRAS, *Professeur*

ASSESSEURS { M. PETOT, *Professeur*  
M. GRANDCLAUDE, *Professeur*

---

LIBRAIRIE

DU

**RECUEIL SIREY**

SOCIÉTÉ ANONYME

22, Rue Soufflot, PARIS 5<sup>e</sup>

---

1939



**Le Statut Légal  
des Missions Catholiques  
et Protestantes  
en Indochine Française**



# Le Statut Légal des Missions Catholiques et Protestantes en Indochine Française

---

## THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

*Présentée et soutenue le 26 Mai 1939, à 14 heures*

PAR

**Philippe GRANDJEAN**

---

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE BRAS, *Professeur*

ASSESSEURS { M. PETOT, *Professeur*  
                  { M. GRANDCLAUDE, *Professeur*

---

LIBRAIRIE  
DU  
**RECUEIL SIREY**  
SOCIÉTÉ ANONYME  
22, Rue Soufflot, PARIS 5<sup>e</sup>

---

1939

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

---



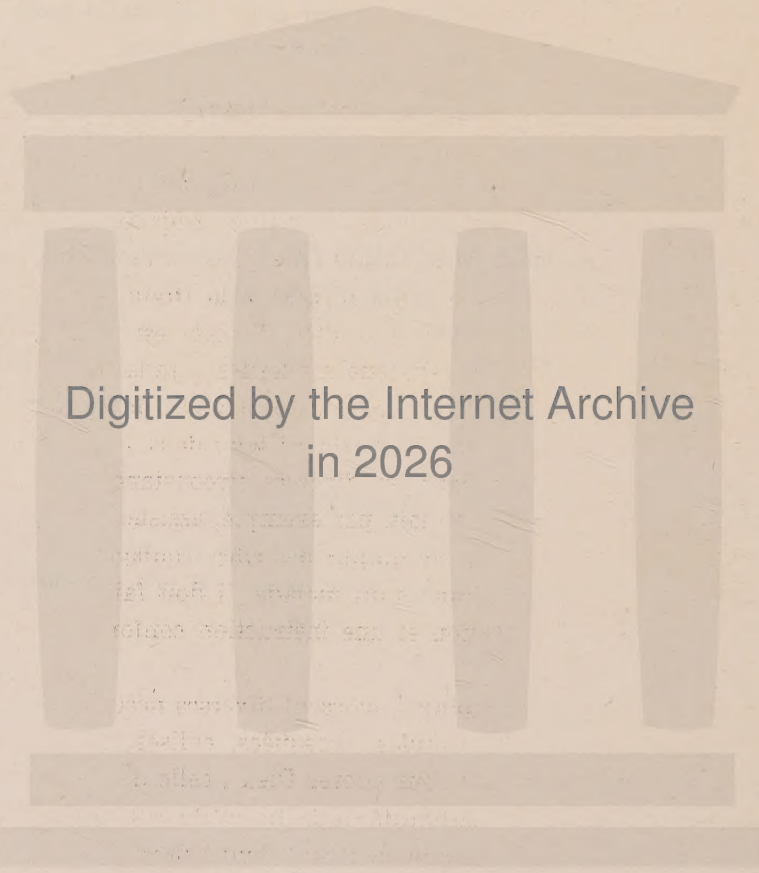
A MONSIEUR LE PROFESSEUR LE BRAS

*fervent de l'Indochine, qui a  
bien voulu accepter la prési-  
dence de cette thèse.*

A MES MAITRES DE L'UNIVERSITE  
INDOCHINOISE

A MON PERE

*Je dédie ce travail, en té-  
moignage de ma reconnais-  
sance.*



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# Introduction générale

---

## I. — Les raisons du Statut

La foi religieuse n'est pas une simple opinion, sans portée pratique, sans traduction dans la réalité. Autrement elle ne constituerait qu'un idéal philosophique, plus ou moins abstrait. La religion est non seulement croyance à la Divinité, mais encore manifestation de cette croyance. Et ceci est particulièrement vrai des grandes religions modernes : judaïsme, mahométisme, christianisme. En dehors des dogmes de la foi, elles édictent des règles de vie. Le fidèle est tenu de se comporter de telle et telle manière dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter à lui. Il doit, par exemple, assister aux offices, recevoir des sacrements, accomplir des rites, soulager la misère du pauvre et les souffrances du malade, il doit faire donner à ses enfants une éducation et une instruction conforme à la foi qu'il professe...

De toutes ces prescriptions, naissent diverses nécessités : celle de bâtir des édifices, temples, mosquées, églises, synagogues, où l'on puisse se réunir pour adorer Dieu ; celle d'entretenir un clergé qui assure la continuité de la foi et du rite ; celle d'ouvrir des écoles où l'enseignement soit donné dans l'esprit de la religion professée, celle de créer des hôpitaux, des orphelinats, des maisons de vieillards, et d'assurer le recrutement du per-

sonnel religieux qui s'y dévoue ; la nécessité aussi, parfois, de visiter en foule certains lieux saints, de rendre par des processions sur la voie publique, un hommage plus solennel, plus éclatant à celui que l'on adore.

Qui n'aperçoit dès lors, que ces manifestations, ces réunions, ces cortèges, ces créations d'établissements nombreux et importants, intéressent au premier chef la puissance publique ? L'application des commandements de la religion donne naissance à des actes régis par la police des réunions, celle de la circulation, etc... A côté de l'Etat, personne souveraine, se dresse une autre personne souveraine, l'Eglise. Il y a là deux sociétés parfaites — et cela est surtout vrai pour l'Eglise catholique — qui ont toutes deux leur hiérarchie et leurs lois. Sans doute poursuivent-elles des buts absolument différents : l'une s'occupe du temporel et l'autre du spirituel. Mais l'Etat, en vertu de son pouvoir politique, a une tendance naturelle à surveiller, à contrôler l'activité de ce grand corps social qu'est une Eglise. A son tour, l'Eglise, par le fait qu'elle est un groupe d'hommes, est amenée à régler des questions qui touchent à la paix publique et au régime des biens dans l'Etat : elle revendique les libertés religieuses, libertés de conscience et de culte, — au sens le plus large du terme — liberté de l'enseignement, droit de se livrer aux œuvres d'assistance. De plus, elle utilise un grand nombre d'immeubles — églises, presbytères, écoles, séminaires, hospices, orphelinats, monastères, etc... et pour entretenir ces œuvres innombrables, elle fait appel à la générosité des fidèles. Enfin, elle possède des immeubles de rapport.

Cet aperçu rapide du problème montre qu'il existe entre les deux sociétés des « questions mixtes », et ce sont celles qui font l'objet du statut des Eglises.

Nous nous proposons d'étudier ici le statut des Missions Catholiques et Protestantes dans l'Indochine française. Ce pays

pratique traditionnellement, soit le bouddhisme, soit le culte des ancêtres et des Génies, soit le Confucianisme (1). Le bouddhisme est surtout répandu, dans sa forme la plus pure (« Petit Véhicule ») au Cambodge et au Laos, c'est-à-dire chez les peuples établis à l'ouest de la chaîne annamitique. Il compte aussi des adeptes en pays annamite, c'est-à-dire à l'est de la même chaîne, mais ils sont infiniment moins nombreux, et moins orthodoxes (« Grand Véhicule »). Par contre, le culte des ancêtres domine en pays d'Annam, ainsi que le confucianisme, beaucoup plus philosophie que religion, pratiqué par les lettrés.

## II. — L'Objet du Statut

Les religions chrétiennes ont été introduites dans ces pays il y a plusieurs siècles pour le catholicisme, et quelques années seulement, pour le protestantisme. Avant d'aborder l'étude du statut proprement dit, il nous paraît utile de préciser son objet, c'est-à-dire de broser un tableau aussi exact que possible de la situation actuelle des Missions catholiques et protestantes : Quel est le chiffre de la population chrétienne ? le nombre des ministres du culte européens et indigènes ? l'importance des œuvres d'enseignement et d'assistance ? De quelle manière sont organisées les Missions et quelles sociétés, quelles congrégations, quels groupes religieux en assument la charge et la direction. Puis nous nous demanderons par quelles étapes est passée l'œuvre des missionnaires, ce qui nous amènera à

---

(1) Voir sur ce point : GALLAND : *Le Bouddha*, 1 vol. Maisonneuve, Paris, 1931. — OLDENBERG : *Le Bouddha et ses doctrines*, 1 vol., Alcan, 1931. — A. GUILLON : *Anthologie bouddhiste*, 2 vol., chez Crés, 1934. — R. P. CADIÈRE : *Croyances et Pratiques religieuses des Annamites*, Hanoï, 1911. — THAN TROG HUÉ : *Cultes des Ancêtres* (Revue des Religions, 1895). — LOUIS FINOT : *Le Bouddha en Indochine*, 1921. — P. H. DORÉ : *Le confucianisme* (Tong se wen : Chang-Haï).

faire un bref historique de l'évangélisation en pays d'Annam et au Cambodge.

Quelle est donc, en 1939, la situation des Missions catholiques et protestantes en Indochine ?

*D'abord les Missions catholiques.*

Comme dans tous les pays d'Extrême-Orient, il est malaisé ici d'établir des statistiques portant sur des groupes humains. On est obligé de s'en tenir à des renseignements approximatifs. Toutefois, *le nombre des catholiques indochinois* nous est connu d'une manière assez précise. Si l'on s'en tient aux tableaux publiés par les différentes organisations missionnaires (1), on peut fixer à un peu moins de deux millions de fidèles le chiffre de la population catholique dans ce pays. Ils ne représentent donc pas tout à fait le 1/10<sup>e</sup> de la population totale de l'Indochine qui est de 23 millions d'habitants. Mais ils constituent un groupe extrêmement important, par l'homogénéité de sa foi, par son activité et par sa forte organisation.

*Il nous faut décrire cette organisation :*

Dix-huit circonscriptions ecclésiastiques se partagent l'œuvre d'évangélisation dans les différents territoires de l'Union. Dix d'entre elles sont dirigées par les prêtres de la *Société des Missions Etrangères*, fondée au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, et dont le siège est à Paris, rue du Bac.

Ses statuts (2) ont été approuvés à plusieurs reprises par les

(1) Les renseignements qui vont suivre nous ont été aimablement communiqués par l'œuvre de la Propagation de la Foi et la Société des Missions Etrangères. — Voir aussi : *Les Missions Catholiques d'Indochine*, (Brochure publiée par les Missions Etrangères en 1933). — *Guide des Missions Catholiques*, 3 vol., 5, rue Monsieur, Paris, 1937. — *Petit Atlas des Missions Catholiques*, 1 vol., 5, rue Monsieur, Paris, 1937. — *Almanach de la Société des Missions Etrangères*, Paris, 1938.

(2) *Les Statuts de la Société des Missions Etrangères* se trouvent au siège de la Société : 128, rue du Bac, Paris (7<sup>e</sup>).

Rois de France. Nous nous permettons d'en citer de brefs extraits pour préciser le caractère de l'œuvre menée par ces prêtres :

*Art. 21.* — La Société des Missions Etrangères est composée d'évêques et de prêtres séculiers sans vœux de religion et de frères. Son but essentiel est de fonder des églises locales pour l'établissement d'un clergé indigène séculier et de donner, autant que les circonstances le permettent, aux Missions dont elle est chargée, la forme et la constitution de diocèses régulièrement établis ».

*Art. 167.* — Les ouvriers apostoliques doivent montrer un entier désintéressement envers les peuples auxquels ils annoncent l'Evangile et s'efforcer de leur faire voir, par toute leur conduite que c'est uniquement le salut de leurs âmes qu'ils cherchent... ».

Cette Société comprend deux parties bien distinctes : d'abord le Séminaire de Paris, où est assuré le recrutement du clergé missionnaire, ensuite les différentes Missions, elles-mêmes indépendantes les unes des autres.

La Société des Missions Etrangères dirige :

1°) le vicariat apostolique de *Hanoï* (Tonkin) qui compte une population catholique de 194.983 âmes.

2°) le vicariat apostolique de *Vinh* (Nord-Annam) où les fidèles sont au nombre de 166.736.

3°) le vicariat apostolique de *Hung-Hoa* (Haut-Tonkin).

Le chiffre de la population catholique s'élève à 64.233.

4°) le vicariat apostolique de *Thanh-Hoa* (Tonkin). Ce vicariat est né en 1934, lorsqu'a été démembrée la circonscription ecclésiastique ayant son siège à Phat-Diem. Il compte 58.628 catholiques.

5°) le vicariat apostolique de *Hué*, capitale de l'Empire d'Annam. Les fidèles y sont au nombre de 177.815.

6°) le vicariat apostolique de *Qui-Nhon*, dont le territoire s'étend sur le Sud-Annam. Ce vicariat comprend 68.228 catholiques.

7°) celui de *Saïgon* en a 123.375 (1). Il comprend le sud-ouest de la Cochinchine et une partie du Sud-Annam : il faut remarquer à ce sujet que les limites des circonscriptions religieuses ne coïncident pas toujours en Indochine avec les frontières administratives. Il arrive ainsi qu'un vicariat possède des biens soumis à des régimes différents.

8°) le vicariat apostolique de *Pnom-Penh* est situé en pays cambodgien, mais il englobe certains arrondissements de la Cochinchine septentrionale. Le nombre des catholiques s'y élève à 94.846.

9°) le vicariat apostolique de *Kontum* évangélise les Hauts-Plateaux de l'Annam. La population comprend principalement des mois, sedangs, bahnars, montagnards assez primitifs et des annamites émigrés. Les catholiques y sont 24.525.

10°) Enfin : le vicariat apostolique du Laos, qui comprend deux provinces siamoises sur la rive droite et, sur la rive gauche, la partie méridionale du Laos français, avec Tha-Khek pour siège.

Les habitants sont de race thaï, et forment de nombreuses tribus : tho, meo, yao, so, nho — on y trouve aussi des Cambodgiens, des Chinois, des Birmans, des Siamois. Les annamites y émigrent de plus en plus. Le nombre des catholiques indochinois de ce vicariat apostolique est peu important : 21.889.

Ce tableau rapide nous montre que l'activité de la société des Missions Etrangères s'étend à tous les pays de l'Union

---

(1) Dans ce chiffre doit être comprise aussi la population catholique du vicariat de Vinh-Long, créé en 1938.

Indochinoise. Tel n'est pas le cas des *Frères Prêcheurs de la province dominicaine du Saint-Rosaire* dont la maison-mère se trouve à Manille (Iles Philippines). Ces religieux, établis en Indochine depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, ont la charge de trois vicariats apostoliques dans le Delta du Tonkin :

1°) le vicariat apostolique de *Haïphong* (Tonkin oriental) confié aux Dominicains en 1693. La population catholique s'élève à 120.232 âmes.

2°) le vicariat apostolique de *Thai-Binh*, né du démembrement de la circonscription dominicaine du Tonkin central, qui comprenait le nombre le plus élevé de catholiques dans l'Union. Ce vicariat apostolique a une population de 114.276 catholiques.

3°) le vicariat apostolique de *Bac-Ninh*, enfin, où les fidèles sont 53.757.

Les Frères Prêcheurs, comme les prêtres des Missions Etrangères ont pour but final de créer des diocèses à forme normale avec un clergé séculier autochtone. C'est en application de cette politique religieuse que trois vicariats apostoliques, ou diocèses, ont été remis entièrement à *l'administration du clergé indigène*. Cette innovation très importante, a été opérée dans des régions anciennement évangélisées, et où généralement résident de nombreux catholiques :

1°) D'abord le vicariat de *Phat-Diem* (Tonkin Maritime) où les chrétientés sont nombreuses et actives. Elles gardent le souvenir du prêtre annamite connu sous le nom de Père-Six, qui a fondé la paroisse de Phat-Diem, y a bâti une église de style extrêmement curieux (1) et provoqué un fort mouvement de

---

(1) Voir : P. SCHLOTTERBEK : *La visite du vicariat apostolique du Tonkin Maritime*, Bulletin de la Société des Missions Etrangères, mai 1923.

conversions. Mgr Tong qui administre ce diocèse, fut le premier évêque annamite (1). Le nombre des fidèles y est de 110.744.

2°) Ensuite le vicariat de *Bui-Chu* (2), né en même temps que le vicariat apostolique de Thai-Binh, de la division du « Tonkin Central ». Sa population catholique est extrêmement importante et peut être chiffrée à 327.693 âmes.

3°) Enfin, le vicariat de *Vinh-Long*, où le recensement des Chrétiens n'a pas encore été opéré.

Ce diocèse a été récemment séparé du vicariat apostolique de Saïgon (3).

Assez récente aussi (1929) est la date de l'installation des *Frères Prêcheurs de la Province Dominicaine de Lyon*, en Indochine. Ils ont entrepris d'évangéliser l'Est de la Haute Région tonkinoise, sur une superficie d'environ 23.000 km. carrés. Ce pays comprend surtout des races montagnardes : les Tho (140.000), les Nung (103.000), les Man, les Méo... etc. Il y a aussi des Annamites et des Chinois. Leur Préfecture apostolique de Langson ne compte que 3.839 Chrétiens. Par ailleurs, depuis quelques mois, et à la suite du voyage en Indochine du T.R.P. Gillet, Maître général de l'Ordre des Frères Prêcheurs, les dominicains français de la Province de Lyon desservent la paroisse européenne de Haïphong, siège d'un vicariat apostolique espagnol.

Enfin, en 1937, les *Oblats de Marie* (Lyon) ont fondé la dix-huitième et dernière circonscription ecclésiastique à Vientiane (Laos). Il s'agit d'une région où l'évangélisation n'a jamais été poursuivie d'une façon continue, et les résultats sont encore

(1) Mgr Tong a été nommé coadjuteur le 7 mai 1932. Il administre seul depuis le 3 septembre 1935.

(2) Le vicariat de Bui-Chu a été créé le 9 mars 1936, et confié à la direction de Mgr Can le 17 juillet de la même année.

(3) Le vicariat de Vinh-Long a été créé le 8 janvier 1938, Mgr Thuc l'a administré immédiatement.

peu importants. Les dernières statistiques de la population catholique indiquent un chiffre inférieur à 3.000 (exactement 2.796) (1).

Cette énumération des divers vicariats et diocèses indochinois nous a montré une organisation méthodique. *Au sommet de la hiérarchie ecclésiastique, se trouve le Délégué apostolique du Saint-Siège.* L'action religieuse est l'œuvre des missionnaires européens, des prêtres et des catéchistes indigènes, dirigés par des vicaires apostoliques, préfets apostoliques (2) : à la tête de certaines circonscriptions, le vicaire apostolique est quelquefois secondé par un coadjuteur, ainsi à Hung-Hoa, au Laos, à Thanh-Hoa. Il y a en tout 21 *évêques* : treize sont membres de la société des Missions Etrangères, et ils dirigent les dix vicariats confiés à cette Société ; trois font partie de l'Ordre des Frères Prêcheurs et sont placés à la tête des vicariats des dominicains espagnols au Tonkin ; trois sont sortis des rangs du Clergé indigène et administrent les vicariats de Bui-Chu, Phat-Diem, Vinh-Long ; les deux derniers sont membres l'un de l'Ordre des Frères Prêcheurs (Préfecture apostolique des Dominicains français, à Lang-Son), l'autre des Oblats de Marie-Immaculée (Laos).

*Les Missionnaires européens* sont au nombre de 322 dont plus des deux tiers appartiennent à la Société des Missions

---

(1) Les Oblats, dont la maison-mère est à Lyon sont arrivés au Laos en janvier 1935. Ils administrent officiellement leur circonscription (4 provinces : Vientiane, Haut-Mékong, Phong-Saly, Tran-Ninh, et en plus, le Royaume de Luang-Brabang. Leur préfecture apostolique a été érigée le 14 juillet 1938.

(2) Dans la marche vers l'établissement d'un régime ecclésiastique normal se trouve d'abord la « mission » simple. La Préfecture apostolique constitue un deuxième stade. Puis à un degré d'évangélisation plus avancé, correspond le vicariat apostolique. Enfin, on en arrive à la création du diocèse proprement dit.

Etrangères (240). Il y a 57 dominicains espagnols, 14 dominicains français et 2 hollandais ; enfin les Oblats sont 9.

*Le clergé indigène* comprend 1334 membres dont 859 dans les circonscriptions des Missions Etrangères, 210 dans les vicariats des Dominicains espagnols, 14 dans la Préfecture apostolique de Lang-Son, 1 chez les Oblats du Laos et le reste dans les circonscriptions dirigées par des évêques annamites.

Enfin, l'action des prêtres européens et indigènes est prolongée et développée par celle des *catéchistes* : ce sont des chrétiens particulièrement fervents qui instruisent dans la religion catholique les enfants et les nouveaux convertis. Ils sont le lien entre les Chrétientés et le Clergé, et les Missions apportent tous leurs soins à la formation de ces catéchistes. Leur nombre, pour chaque groupe de missions est de : 1198 aux Missions Etrangères ; 1078 aux dominicains espagnols ; 20 aux dominicains français, plus de 800 au clergé indigène ; au total 3173 catéchistes.

A côté des prêtres et de leurs auxiliaires qui forment les cadres du « ministère » dans les diverses paroisses, existent des *représentants d'un certain nombre de congrégations religieuses* d'hommes et de femmes. Quelques-unes sont vouées à la contemplation, ou soumises à la claustration, mais assez rarement ; mentionnons les 6 carmels répartis dans les divers pays de l'Union, et qui comptent 108 carmélites ; les religieux de la Trappe de Notre-Dame d'Annam (98 membres) ; enfin, 3 cisterciens dans le vicariat apostolique de Saïgon.

La plupart des congrégations sont vouées soit à l'enseignement, soit à l'assistance, parfois aux deux.

*Passons d'abord en revue les congrégations d'Hommes :*

Les Frères des écoles chrétiennes sont répartis dans 15 maisons d'enseignement, dont la plus célèbre est l'Institution Taberd, à Saïgon. Ils comptent 189 Frères et 106 novices

environ (1). Des Dominicains français ont cherché à installer à Hanoï, entre les années 1934 et 1937, un établissement d'enseignement secondaire. Ils avaient déjà un pensionnat, l'Institution Lacordaire, mais ils ont échoué et ont quitté l'Indochine (2). Les Prêtres de Saint-Sulpice, au nombre de 6, dirigent le Grand Séminaire de Hanoï. Mentionnons encore comme association enseignante, les Petits-Frères de Saint-Joseph, indigènes, d'ailleurs fort peu nombreux.

Les autres congrégations d'Hommes se consacrent à la prédication, ou assurent l'aumônerie des couvents, ce sont : les Franciscains de la Province Saint-Pierre de France ; les Lazaristes ; les Rédemptoristes canadiens ; les Frères catéchistes de la Doctrine chrétienne, indigènes, comme les Frères du Sacré-Cœur.

Au total, environ 450 religieux en Indochine.

*Les religieuses sont beaucoup plus nombreuses* : leur nombre dépasse certainement le chiffre de 4.000. Les deux plus importantes congrégations sont, du côté indigène, les Amantes de la Croix, de fondation très ancienne, et du côté français, les Sœurs de Saint Paul de Chartres. Toutes deux se consacrent simultanément à l'enseignement et à l'assistance sous toutes ses formes.

Les Sœurs de Notre-Dame des Missions se trouvent dans une situation analogue, de même que les religieuses du Tiers Ordre de Saint Dominique, assez nombreuses, toutes indigènes.

Les Sœurs de la Providence de Portieux sont installées à Pnom-Penh ; elles se consacrent uniquement à l'enseignement,

(1) Voir sur ce point la brochure : « *L'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes* : Son fondateur. Son expansion dans le monde. Son activité missionnaire ». Paris, 1934.

(2) Ceci s'est passé à la fin de l'année scolaire 1936-1937. Les bâtiments ont alors été occupés par les Dames Chanoinesses de Saint-Maur (couvent des Oiseaux).

ainsi que les chanoinesses de Saint Augustin. Celles-ci, arrivées depuis peu en Indochine ont créé à Dalat et à Hanoï des établissements d'enseignement secondaire qui connaissent un grand succès. Rappelons à ce sujet que S.M. Nam-Phuong, Impératrice d'Annam, a passé, jeune fille, plusieurs années au Couvent des Oiseaux de Paris.

Enfin, mentionnons l'existence des Filles de Marie-Immaculée et la présence en Indochine des Sœurs Franciscaines de Marie, des religieuses de St-Vincent de Paul, et enfin des Dominicains y amatrices dans le vicariat apostolique espagnol de Thaï-Binh.

Nous avons ainsi dressé un tableau du personnel des Missions Catholiques. Et maintenant quels sont leurs établissements ?

*D'abord les établissements scolaires.*

La plupart des écoles entretenues par les missionnaires en Indochine sont du cycle primaire. Quelques établissements d'enseignement primaire supérieur sont tenus par les Frères des Ecoles Chrétiennes et les Sœurs de Saint Paul de Chartres dans les grandes villes, comme Hanoï, Haïphong, Hué, Saïgon, Pnom-Penh. Le nombre de leurs élèves est de 3387 garçons, et 1627 filles.

Il y a deux établissements du cycle secondaire pour les filles un à Dalat, l'autre à Hanoï. Ils totalisent environ 600 élèves.

Toutes les autres écoles sont des écoles primaires françaises, des « écoles franco-indigènes », des écoles primaires indigènes. Elles sont dirigées soit par des religieux et religieuses, soit par la mission elle-même qui entretient des maîtres. Le nombre total des élèves au 1<sup>er</sup> janvier 1939 était de 31.684 pour 594 établissements d'enseignement primaire.

De l'enseignement, *passons à l'assistance.*

L'œuvre charitable des Missions catholiques d'Indochine est

extrêmement importante. Elles entretiennent d'abord des hôpitaux privés, où sont soignés, gratuitement le plus souvent, des milliers d'indigènes. Il y a 50 hôpitaux de cette sorte. De plus, en Cochinchine et au Tonkin, les Sœurs de St-Paul de Chartres font le service d'un assez grand nombre d'hôpitaux de l'Administration Provinciale. Nous verrons, dans le corps de cette étude, comment cela s'est produit.

Les Missions ont également fondé des hospices pour les vieillards ; les plus importants se trouvent au Tonkin et dans le Sud-Annam.

Mais ce qui, dans cette œuvre, provoque une véritable admiration, c'est l'organisation des villages de lépreux. Il y a sept léproseries en Indochine (1) : deux d'entre elles se trouvent dans le vicariat apostolique de Hung-Hoa (Haut-Tonkin) et comportent 358 malades soignés par les Amantes de la Croix et les Sœurs de St-Paul de Chartres. Ces dernières dirigent aussi la léproserie de Bac-Ninh (589 malades) aidées par les Sœurs du Tiers-Ordre de St-Dominique. Elles dirigent encore la léproserie de Langson (17 malades). Aux Sœurs Franciscaines de Marie revient la charge de la léproserie de Qui-Nhon (2) (250 malades). Il y a aussi un village en pays moï, à Djiring. Enfin, l'Administration possède une léproserie en Cochinchine, mais ce sont encore les Sœurs de St-Paul de Chartres qui s'en occupent, faute de personnel laïc. Francis de Croisset, parcourant l'Indochine quelques mois avant sa mort (1937), eut l'occasion de visiter le centre de Qui-Nhon. Il a décrit le spectacle de cette humanité de cauchemar : « Ce n'est pas un hôpital,

---

(1) Sur ce point : A. BOURLET : *Les léproseries dans nos missions*, Bulletin de la Société des Missions Ettrangères de Paris, août, 1923. — A. BOURLET : *Les filles de Saint-Paul de Chartres : une léproserie en Indochine*, Revue d'Histoire des Missions, 1926.

(2) Francis DE CROISSET : *La Cote de Jade* (visite d'une léproserie), Paris, 1938.

c'est un pourrissoir... », et dit son admiration devant le courage surhumain des femmes qui soignent les lépreux : « La Sœur va d'un moribond à l'autre. Dès qu'elles la voient, des formes innombrables esquissent un geste. Un peu de lumière brille dans des yeux qui n'ont presque plus de regard... Elle leur parle comme à des enfants, caresse de sa main héroïque quelque chose qui fut un visage... Je voudrais ne plus voir, échapper à cette odeur odieuse, fuir cette hallucinante cité où la maladie invente d'atroces caricatures... Et pourtant, la femme qui vit dans cet enfer est jeune, belle... Elle est là depuis des années, emprisonnée dans ce cauchemar, emmurée là-dedans pour toute sa vie peut-être — volontairement... ».

Les Missions, enfin, et c'est encore là une très belle œuvre, ont fondé des asiles-écoles pour les sourds-muets, des orphelinats et des crèches de jeunes enfants. Elles entretiennent un grand nombre de pharmacies-dispensaires, où des centaines de milliers d'indigènes reçoivent chaque année des soins gratuits (1).

Nous terminerons ce panorama de l'activité multiforme des Missions Catholiques d'Indochine en mentionnant que le culte est célébré, sur tout le territoire, dans 3.530 églises ou chapelles, et qu'il existe pour assurer les cadres futurs de l'action apostolique 13 grands séminaires, et 15 petits séminaires.

*Les Missions Protestantes* ont une importance beaucoup moindre du fait que le nombre de leurs adeptes est beaucoup plus restreint, et aussi, à cause du caractère assez récent de leur apostolat. Elles sont représentées par deux associations : « l'Association pour le maintien et le développement du culte protestants dans les colonies et protectorats français (2) » (fran-

---

(1) Dans le seul vicariat de Vinh, plus de 100.000 consultations par an.

(2) Son siège est établi à Paris, 47, rue de Clichy.

çaise), dont l'effectif, très réduit, est de deux pasteurs, et surtout la « Christian Church Missionary Alliance », internationale, avec prédominance américaine. Une troisième association, la « Seventh day Adventist Mission » (adventistes du septième jour), a également sollicité l'autorisation de faire œuvre de propagande, mais jusqu'à présent cette autorisation lui a été refusée.

Les pasteurs protestants français de Hanoï et de Saïgon, membres de l'Association française précitée, ne font pas d'apostolat auprès des indigènes, en vertu d'un accord intervenu entre leur groupe et la « Christian Church Missionary Alliance ».

Celle-ci, après quelques tentatives infructueuses dès 1913, ne s'est véritablement installée en Indochine qu'après la guerre de 1914-1918 : ses représentants sont à Hanoï et à Haï-Phong en 1917, à Tourane en 1919, en Cochinchine à partir de 1921. Durant la décade 1920-1930, ils arrivent peu à peu dans les pays de protectorat, et nous aurons, au cours de cette étude, à examiner les conséquences de leur établissement. Ils ont constitué l'« Alliance de l'Indochine française et du Siam oriental », qui comprend six missions, et dont l'action s'exerce sur 27 millions d'habitants.

Si nous laissons de côté l'organisation du Siam oriental, qui dépasserait le cadre de notre travail, voici quelle est la situation de l'Alliance, suivant les statistiques publiées au début de 1938. Le siège central se trouve à Saïgon, où réside également le trésorier de l'Association.

Environ cinquante pasteurs étrangers (1) (dont la presque totalité est américaine) travaillent à l'évangélisation de cinq

---

(1) Tous ces renseignements sont tirés de « The Call of French Indochina and East Siam », n° 48, octobre-décembre 1937, auquel nous nous référons un peu plus loin.

missions : la plupart d'entre eux sont mariés, et l'épouse est missionnaire comme le mari.

Sur les cinquante, à peu près un tiers est ordinairement en congé.

Le Tonkin est divisé en plusieurs circonscriptions ou districts, ceux de Haïphong (est), de Hanoï-ville, de Sontay (ouest), du sud et du centre, enfin de Lang-son (nord). On retrouve les mêmes subdivisions dans tous les autres pays de l'Union :

En Annam : 5 districts : Dalat, Nha-trang, Tourane, Vinh et Ban-mé-thuot en pays Thadé ;

En Cochinchine : 2 districts : Saïgon et Mytho ;

Au Cambodge : 2 districts : Pnom-Penh et Battambang ;

Enfin, au Laos : 2 districts : Luang-Prabang et Vientiane.

Chacun de ces districts est lui-même morcelé en communautés, à la tête desquelles se trouvent des pasteurs indigènes, dont le nombre, pour toute l'Indochine, est d'une centaine environ, des évangélistes et des prêcheurs, qui ont un rôle un peu semblable à celui des catéchistes de la mission catholique. La plupart de ces communautés possèdent des églises et des chapelles (soixante chapelles dans le seul district de Mytho ; dans le district de Tourane, vingt-deux églises). D'après le numéro 48 (octobre-décembre 1937) de « The Call of French Indochina and East-Siam » (l'appel de l'Indochine française et du Siam oriental), où sont relatés les travaux de la conférence nationale de l'église protestante annamite, des chapelles ou des églises ont été érigées en grand nombre pendant l'année 1937. La construction de nouveaux édifices était prévue pour l'année suivante.

Les missionnaires visitent les villages, prêchent, distribuent brochures et tracts, organisent des chœurs religieux à la manière anglo-saxonne. De plus, dans certaines circonscriptions (notamment Mytho et Haïphong), l'Alliance a créé des « équi-

pes d'évangélisation systématique » qui, par groupes de deux jeunes gens, parcourent les agglomérations et prolongent ainsi l'activité des pasteurs et des évangélistes. A Mytho, le Rév. Carlson a institué le « poste mobile de la mission évangélique ». Il s'agit du « canot à vapeur de l'évangile » qui suit les rivières et les canaux du district, accomplissant un travail analogue à celui des équipes.

D'autre part, la mission a créé à Tourane, une école biblique pour assurer l'avenir de ses cadres (le nombre des élèves était de 52 pour les hommes et de 22 pour les femmes à la fin de l'année 1937). Pour son recrutement étranger, le numéro précité de l'Appel indique que l'Alliance d'Indochine espère obtenir du siège de l'organisation : trois ménages de missionnaires pour le Cambodge, quatre pour l'Annam, deux pour le Laos, six pour le Tonkin et deux pour la Cochinchine. Au point de vue financier, elle chiffre à 16.500 dollars américains ses besoins urgents. Enfin, l'Alliance possède quelques établissements de second ordre comme une infirmerie à Hanoï et une maison d'éducation à Dalat pour les enfants des pasteurs.

De ce bilan rapide, on peut conclure que la mission protestante est solidement installée en Indochine, et qu'elle tend à se développer dans tous les pays de l'Union. Il est malaisé de déterminer avec précision le nombre de protestants indochinois, mais d'après certaines évaluations, on peut s'arrêter au total approximatif de 20.000.

Tel est dans ses grandes lignes l'exposé de la situation des Missions Chrétiennes en Indochine.

### III. — L'historique du statut

Mais comment ces Missions sont-elles parvenues à leur état actuel ? C'est toute *la question de l'historique du Statut qui se*

*pose à nous.* Les pasteurs protestants n'étant arrivés en Indochine qu'après l'occupation française, nous n'envisagerons ici que les Missions Catholiques. On peut distinguer assez clairement deux périodes dans l'action missionnaire en pays d'Annam et au Cambodge : d'abord une période d'essais plus ou moins infructueux, de tentatives individuelles, menées sans grand esprit de suite. Puis, dès le début du xvii<sup>e</sup> siècle, une période, au contraire, d'organisation méthodique.

*Les premières tentatives d'évangélisation* ont été faites en Annam (c'est-à-dire, l'Annam et le Tonkin actuels), et au Cambodge (c'est-à-dire, en plus du Cambodge moderne, la Cochinchine et même une partie du Sud Annam).

*D'abord en Annam.* — Les annales officielles du Royaume d'Annam (Da Luc) de 1533 (1) portent cette mention : « Dans le courant du troisième mois de la première année : Nguyen Hoa (1533) — Lè Chang Ton — un Européen du nom de I-Ni-Khu vint subrepticement dans les villages de Ninh-Cuong et Quan-Anh du Nam-Chan et à Cha-lu (Province de Nam-Dinh), et y enseigna en cachette la fausse doctrine de Gia-Tô (Jésus) ».

I-ni-Khu est la traduction chinoise de l'espagnol : Inigo et du français : Ignace (en annamite : Ignaxu).

Il s'agissait probablement d'un dominicain ou d'un franciscain portugais. Puis le silence retombe sur cet épisode peu connu de l'évangélisation. Cet Inigo est le premier missionnaire dont la présence soit signalée en Annam.

(1) Ces renseignements, peu connus du public, sur les premiers pas de l'Évangélisation en Annam ont été tirés d'un article, signé V. B., et intitulé : « *Les premiers missionnaires européens en pays d'Annam et au Cambodge* », 1533-1633, dans l'Annuaire Pontifical Catholique de 1928, p. 599 et suiv.

Voir aussi : BERNARD : *Pourquoi l'expansion chrétienne a-t-elle échoué en Indochine au xvii<sup>e</sup> siècle*, Revue d'Histoire des Missions, 1935, pp. 386-406.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que 17 ans après, en 1550, le Père Gaspard de la Croix, dominicain portugais, débarque à Hatien, et se rend en Cochinchine. En 1556, la présence du Père Fernando, Jésuite, est signalée en Annam. En 1558, deux dominicains portugais, Lopez et Acevedo, débarquent en Annam, y séjournent 10 ans, et sur l'ordre du Roi, sont expulsés. Ils retournent à Macao, qui, depuis longtemps était le centre de rayonnement des Frères Prêcheurs portugais, les Frères Prêcheurs espagnols ayant leur siège aux Iles Philippines. En 1586, nouvelle tentative des dominicains Louis de Fonséra (portugais) et Grégoire de la Motte (français). Ils sont faits prisonniers au cours d'une guerre avec le Siam et sont emmenés à Ayuthia (capitale du Siam). Là, on les décapite. Vers la même époque, quatre franciscains de Manille débarquent à l'estuaire du Fleuve Rouge, mais ils ne s'attardent pas, leur apostolat étant absolument infructueux. L'un d'eux, Barthelemi Ruiz, persévère, mais en vain. Il repart.

En 1589, il se passe un événement curieux : à la demande des Lé (1), l'évêque de Macao envoie deux missionnaires séculiers, Alonso de Alcosta et Jean Gonzalez de Sas, au Tonkin, mais ils n'obtiennent pas l'autorisation de prêcher.

En 1590, Ordonne de Cevalles, prêtre séculier espagnol aborde au Tonkin. Il nous apparaît d'ailleurs sous les traits douteux d'un aventurier. Resté au Tonkin quelques mois seulement, il aurait converti la sœur du roi, et l'aurait établie abbesse d'un couvent. Quant à la ville d'Hanoï, elle se serait transformée sous son impulsion, en un vaste monastère, peuplé de milliers de chrétiens...

---

(1) La dynastie des Lé a régné sur l'Annam jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils avaient sans doute été informés de la réputation de science qui s'attachait aux missionnaires.

Avant de passer à l'examen de la seconde période, signalons encore la présence dans le Sud Annam de quelques augustins, et en 1596, d'un dominicain, Alonzo Ximenez, espagnol, qui est retenu comme otage par les autorités.

La date de 1615 marque le début de l'évangélisation entreprise avec méthode ; cette année-là, deux Jésuites, un napolitain et un portugais, s'installent à Faifo. En 1624, les Jésuites sont au nombre de 15, 11 Européens et 4 Japonais. En même temps, le Père de Rhodes arrive en Indochine. Il fonde la Mission du Tonkin, probablement dans la région de Thanh-Hoa, à Cua-Bang. Chassé plusieurs fois, il revient de nouveau, et en 1645, retourne en Europe. Nous l'y retrouvons établi près du Saint-Siège, après avoir décrit rapidement les premières tentatives d'évangélisation au *Cambodge* (1).

Le Père Gaspard de la Croix y avait séjourné vers 1600. Successivement, en 1596 et 1598, des navires espagnols partis de Manille, cinglent vers la côte du Cambodge. Les marins sont accompagnés de Dominicains et de Franciscains et comptent offrir leurs services au roi du Cambodge en lutte contre le Siam. Installés à Pnom-Penh (2), ils ont des démêlés avec les Chinois, les Malais et les Japonais. Ils s'enfuient ou sont massacrés.

En 1604, ambassade espagnole avec 3 dominicains. Elle est favorablement reçue, mais l'évangélisation n'a aucun succès. Enfin, en 1629, nouvelle tentative, accueil sympathique et échec religieux. Les missionnaires repartent quelques années plus tard.

Pendant ce temps, le Père de Rhodes montre au Saint-Siège

---

(1) Cf. l'article « Les premiers missionnaires européens en pays d'Annam et au Cambodge », *op. cit.* p. 21.

(2) Il y avait eu aussi quelques portugais à Pnom-Peuh, accompagnés de dominicains ou de franciscains. Ils se fixèrent dans le pays, et cela explique que l'on rencontre parfois d'authentiques Cambodgiens portant des noms tels que Fernandez, Francisco...

la nécessité d'agir, présente la situation des Missions d'Extrême-Orient comme florissante et cite des chiffres très optimistes (1).

A la suite de ses démarches, la Société des Missions Etrangères était fondée en 1653 (2). Elle se composait d'un séminaire à Paris, et des Missions lointaines que l'on établirait. Ceci se passait au XVII<sup>e</sup> siècle, en un temps où l'Eglise de France, sous l'impulsion de la Royauté, défendait son autonomie contre les tendances centralisatrices de la Cour de Rome. Ces événements eurent sur la forme donnée aux « Missions Etrangères » une influence déterminante. Le clergé séculier relevait des évêques dont un grand nombre était gallican. Le clergé régulier, au contraire, les congrégations, dépendaient étroitement de leur Supérieur installé à Rome près du Saint-Siège. M. Albert Dufourcq (3) a fort bien montré que l'on chercha, en France, à éviter cette dépendance étroite vis-à-vis de Rome en créant des associations, des sociétés de prêtres séculiers, n'ayant prononcé aucun vœu. De cette même réaction sont nées la Société des Messieurs de Saint Sulpice, la Société de Vincent de Paul, etc...

Les membres de cette société quittèrent l'Europe et s'installèrent en Cochinchine et au Tonkin en 1653. Le Tonkin et la Cochinchine étaient érigés en vicariats apostoliques (1659). Les prêtres des Missions Etrangères eurent quelques démêlés avec les Jésuites qui ne voulaient pas abandonner leur champ d'évangélisation (4). Il fallut, à plusieurs reprises, que le Saint-Siège intervint.

(1) Il parla de 300.000 chrétiens.

(2) Sur ce point : Georges GOYAU : *Les Prêtres des Missions Etrangères*. Chez Grasset, Paris 1932.

(3) A. DUFOURCQ : *Histoire du Christianisme*. Tome IX, Paris, 1936 (chez Plon).

(4) A. LAUNAY : *Histoire Générale de la Société des Missions Etrangères*, Paris, 1894, 3 vol.

Pour donner un aperçu de la situation légale des Missions en Indochine depuis cette époque jusqu'à celle de l'occupation française, il faut distinguer entre le pays d'Annam et le Cambodge.

On peut dire qu'en pays d'Annam, l'histoire des Missions est une suite de persécutions antichrétiennes, coupée par des accalmies (1).

En 1693, le Tonkin oriental fut cédé aux Dominicains. Dès 1712, la persécution sévit. Elle reprit en 1736. Un instant apaisée, elle recommença en 1772 et dura jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle (Révolte des Tay-Son).

Dans les intervalles entre les persécutions, les chrétientés se reformaient. La liberté du culte ne fut reconnue aux chrétiens qu'une seule fois : par le traité du 26 novembre 1787 entre le Roi de France Louis XVI et le Roi de Cochinchine, Gia-Long. Ce dernier avait été chassé de ses états par la révolte des Tay-Son. Mgr Pigneau de Béhaine, grand ami du Roi (2), réussit à lever quelques troupes en France, et permit à Gia-Long de remonter sur le trône. Pendant un court laps de temps, les Chrétiens jouirent d'une grande liberté. Quant aux biens, ils étaient la propriété des villages chrétiens, mais en vertu de la législation annamite, les missionnaires ne pouvaient posséder en Annam, n'étant pas ressortissants du Royaume. En 1823, Minh-Mang monte sur le trône. Il n'est pas bien disposé en faveur du Christiannisme. Cette religion étrangère lui paraît devoir ébranler les cadres traditionnels de la civilisation

---

(1) A. LAUNAY et MAISONNEUVE : *Histoire de la Mission du Tonkin*, Paris, 1927, 2 vol.

(2) Alexis FAURE : *Les Français en Cochinchine au XVIII<sup>e</sup>*, Paris, Chailamel, 1891. — E. LOUVET : *Mgr d'Adran*, Saïgon, Imprimerie de la Mission. — H. COSSERAT et L. CADIÈRE : *Au sujet du Tombeau de Mgr d'Adran*, Saïgon, 1926.

annamite (1) et troubler la vie des communes, groupes de familles réunies par le culte des ancêtres du village (2).

Une requête a été présentée à Minh-Mang, en août 1826, par les lettrés. Ceux-ci, nourris de confucianisme et très hostiles à l'introduction d'un culte occidental demandent que l'on interdise les chrétiens.

C'est alors que Minh-Mang inaugure une politique de violentes persécutions antichrétiennes :

Un premier édit paraît le 6 janvier 1833. Il déclare que les chrétiens trompent le peuple, qu'ils arrachent la prune de l'œil aux malades pour en faire de mystérieux poisons... « Quoique le peuple qui suit cette voie fausse soit assez nombreux, nous ordonnons que, du mandarin aux derniers dans les villages, tous abandonnent la religion infâme ». Les mandarins devront contraindre les chrétiens à fouler la croix aux pieds, moyennant quoi, il leur sera fait grâce pour cette fois. Les édifices du culte seront rasés.

Le 25 janvier 1836, nouvel édit. Aux termes de celui-ci, si quelque barbare (européen) cherche à se cacher dans le pays, il sera saisi et puni de la peine capitale. Seuls les vaisseaux chinois peuvent entrer dans les ports de l'Annam (à l'exception de Tourane, où tous les navires peuvent stationner). « Si quelque Européen, soupçonné d'être prêtre est saisi à bord d'un vaisseau, il sera mis à mort. Tous ceux qui cachent des missionnaires dans le pays seront mis à mort. Et même, les mandarins dans le territoire desquels des prêtres sont trouvés, seront mis à mort ».

---

(1) Sur ce point, un ouvrage de Marcel GAULTIER : « *Minh-Mang* », Paris, 1935.

(2) Sur la question des Communes annamites consulter le remarquable ouvrage de M. Pierre GOUROU, Professeur à l'Université de Bruxelles, et à l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer : *Les Paysans du Delta Tonkinois*, Paris, 1936.

On vit alors des mandarins prévenir secrètement les missionnaires qu'une enquête aurait lieu là où ils se cachaient, et leur faciliter le départ vers la province voisine.

Un nouvel édit paraît en 1838 et renforce les dispositions précédentes. Sur quoi, Minh-Mang meurt en 1841. Son successeur Thieu-Tri, se contente d'envoyer aux fonctionnaires des instructions pour que soient bien appliqués les édits de Minh-Mang.

Avec Tu-Duc, la série des mesures antichrétiennes reprend (1) :

Un édit d'août 1848 décrète que les « maîtres européens » seront jetés à la mer avec une pierre au cou. Les « maîtres annamites » subiront un sort analogue, mais pourront apostasier, moyennant quoi ils seront seulement marqués à la figure et exilés en des lieux malsains. Enfin, « les gens du peuple, chrétiens, sont de pauvres idiots trompés » et cette qualité leur vaudra de s'en tirer avec une solide bastonnade.

Le 21 mars 1851, nouvel édit qui aggrave les peines portées contre les prêtres annamites : même après avoir marché sur la croix, ils seront coupés en deux par le milieu du corps. La délation est encouragée à prix d'argent.

En septembre 1853, tous les grades de mandarins civils et militaires, de soldats, sont interdits aux chrétiens. On renouvelle l'ordre de « brûler toutes les maisons de prière ». Des édits de 1857, 1859 et 1860 (en tout six édits) rééditent et aggravent les prescriptions antérieures.

---

(1) En général, sur l'Histoire religieuse d'Indochine, et en particulier sur les persécutions :

A. LAUNAY : *Mémorial de la Société des Missions Etrangères*, Paris, 1912-1916. — P. MÉCHET : *Notice sur le Bx Théophraste Vénard*, Hanoï, I.D.E.O., 1927. — P. LOUVET : *La Cochinchine religieuse*, Tome I, 2 vol., Paris, 1885.

Enfin, en 1860, paraît l'édit de dispersion générale des chrétiens. En voici les dispositions :

1°) Tous les chrétiens seront dispersés dans des villages païens.

2°) Les villages d'incroyants seront responsables de la garde des chrétiens qu'ils ont reçu.

3°) Tous les villages chrétiens seront rasés et détruits, leurs terres partagées entre les villages païens d'alentour.

4°) Les hommes seront envoyés dans une province, les femmes dans l'autre. Les enfants seront partagés entre les familles païennes.

5°) Enfin, tous les chrétiens, hommes, femmes, enfants, seront marqués à la figure des mots : Ta Dao (religion infâme) et du nom de leur canton d'exil.

Dans cette période longue et sanglante, on estime que plus de 100.000 chrétiens ont été torturés, et mis à mort ainsi que 20 évêques, et 150 missionnaires.

C'est alors (1861) que la France et l'Espagne décidèrent d'intervenir et réussirent à imposer à Tu-Duc le traité du 5 juin 1862 (1). Ce traité ne fut d'ailleurs pas appliqué, ce qui amena à nouveau l'intervention franco-espagnole. Les derniers chrétiens persécutés le furent pendant la campagne de Francis-Garnier (1873) et la guerre franco-tonkinoise (1884-1886) (2).

Peu à peu, les chrétientés se relevèrent de leurs ruines, et prirent ce grand essor dont nous avons pu nous rendre compte précédemment.

*Au Cambodge*, la situation légale des missions fut toute différente ; elles se trouvèrent en présence de souverains bienveil-

---

(1) *Bulletin Officiel de Cochinchine*, 1862, p. 397.

(2) Voir : *La Société des Missions étrangères pendant la guerre du Tonkin* (extraits de lettres des missionnaires), Paris, 1886.

lants et d'une population de religion bouddhique peu disposée à se convertir au Christianisme.

Pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, le Cambodge servit de refuge aux missionnaires et aux chrétiens d'Annam, pendant les persécutions. Alors que le territoire du Royaume était la propriété du Roi, celui-ci montra sa faveur aux Missionnaires en leur donnant des terres, ainsi qu'aux bonzes bouddhistes.

A la veille du traité franco-cambodgien du 11 août 1863, la Mission du Cambodge se composait de six chrétientés établies à Ponhéalu (la plus ancienne, primitivement capitale cambodgienne) Kampot, Pnom-Penh (1), don du roi en 1862, Mea Krasa, Banan et Battambang.

#### IV. — Les sources du statut

Enfin, au seuil de cette étude, il convient d'indiquer quels sont les « documents » composant le statut. Ces documents sont de diverses sortes :

Nous placerons en premier lieu, les actes diplomatiques, les traités, les conventions passés entre la France et les Souverains du Cambodge et d'Annam.

Signalons brièvement pour *le Cambodge* : le traité du 11 août 1863 (2) (art. 15) et la Convention du 17 juin 1884 (3) (art. 9). Pour l'Empire d'*Annam* : le traité du 17 juin 1787 (art. 6) relatif à la province cochinchinoise de l'Empire ; le traité du 5 juin 1862 (4) (art. 2.). Le traité du 15 mars 1874 (5) (art. 2) ; enfin le traité du 6 juin 1884 (6). Mentionnons enfin, toujours pour l'Em-

---

(1) Anciennement appelée : Chrun Changwar.

(2) L. DE REINACH' : *Recueil des traités passés par la France en Extrême Orient*, I, p. 98.

(3) L. DE REINACH' : *Recueil des traités passés par la France en Extrême-Orient*, I, p. 208.

(4) B. O. *Cochinchine*, 1862, p. 397.

(5) L. DE REINACH', I, p. 146.

(6) L. DE REINACH', I, p. 202.

pire d'Annam, la Convention passée entre le Régent et le Gouvernement français le 6 novembre 1925. Ces actes diplomatiques ne sont valables, naturellement, que dans les pays de protectorat : Annam, Tonkin, Cambodge. En second lieu, viennent les lois votées par le Parlement français et promulguées par le Président de la République. Cette catégorie est peu importante en la matière qui nous intéresse.

En troisième lieu se placent les décrets du Président de la République législateur colonial. Ceux-ci, par contre, sont assez nombreux. Citons les décrets de 1881 (1) sur la dissolution de la Compagnie de Jésus, et le régime des congrégations ; le décret de 1924 (2) sur l'enseignement privé en Indochine.

Ensuite viennent les Ordonnances des Souverains locaux, qui sont destinées à devenir de plus en plus fréquentes en Annam, la matière du Culte ayant été réservée à la législation de l'Empereur. Mentionnons les Ordonnances de 1929 et 1930 pour le Cambodge et l'Annam, d'autre part, celle de mars 1930 pour le Roi de Luang Prabang. Enfin, les lois indigènes édictées par les souverains locaux sont applicables à une partie importante du statut.

Il faut noter encore les arrêtés du Gouvernement Général. Ils sont nombreux. Cependant moins que les arrêtés du Gouverneur de la Cochinchine et des Résidents Supérieurs des Protectorats. Ceux-ci, en effet, prennent des décisions sur des cas particuliers, sur des réglementations locales ; citons : des arrêtés accordant des concessions de terrains ; d'autres distribuant des subventions ; d'autres encore autorisant des ouvertures d'établissements scolaires, hospitaliers, etc...

Enfin, en tout dernier lieu, signalons que les circulaires des

---

(1) *Bulletin Officiel de Cochinchine*, 1880, p. 266.

(2) *Journal Officiel de l'Indochine Française*, 1924, p. 1.847.

Gouverneurs généraux et Résidents Supérieurs ont joué parfois un rôle très important dans l'interprétation du Statut. Cela est vrai de toutes les questions que nous aurons à examiner. Cela est vrai surtout de la situation faite à la Christian Church Missionary Alliance. Nous aurons l'occasion d'en reparler dans la première partie de cette étude.

Voici le plan qui nous a paru le plus rationnel :

Après l'

## INTRODUCTION GENERALE,

dans laquelle nous avons traité successivement

des raisons du Statut,  
de l'objet du Statut,  
de l'historique du Statut,  
et enfin des sources du Statut,

nous aurons une *Première Partie* :

## LE STATUT DES LIBERTES RELIGIEUSES

### CHAPITRE PREMIER. — LE CULTE.

#### A) — *Les Missions Catholiques.*

- 1° Les textes de principe ;
- 2° Les relations de l'Eglise et du Gouvernement.

#### B) — *Les Missions Protestantes.*

- 1° Dans les pays de colonie ;
- 2° Dans les pays de protectorat.

#### C) — *Les possibilités d'établissement d'un régime des cultes analogue à celui de Madagascar.*

### CHAPITRE II. — L'ENSEIGNEMENT.

(seulement les Missions Catholiques)

- 1° Les textes de principe et la situation jusqu'au décret de 1924 ;
- 2° Le décret de 1924.

### CHAPITRE III. — L'ASSISTANCE.

(seulement les Missions Catholiques)

- 1° L'assistance privée ;
- 2° L'assistance dans les hôpitaux de l'Administration.

*Deuxième Partie : LE STATUT DES BIENS*

A) — *Les Missions Catholiques.*

- 1° *La situation antérieurement au décret de 1939.*
  - a) Pays de Colonie ;
  - b) Pays de Protectorat.
- 2° *Les possibilités de modification du Statut.*  
Congrégations ou « Missions » ?
- 3° *Le décret du 19 janvier 1939 et la situation actuelle*
  - a) La personnalité civile ;
  - b) Les libéralités ;
  - c) Les charges fiscales.

B) — *Les Missions Protestantes.*

- 1° *La situation des Pasteurs Protestants Français.*
  - a) Avant le décret ;
  - b) Devant le décret.
- 2° *La situation de la Christian Church Missionary Alliance.*
  - a) Avant le décret ;
  - b) Devant le décret.



## PREMIERE PARTIE

---

### Le Statut des Libertés religieuses

---

Nous avons entrepris d'étudier dans la première partie de cette thèse, les libertés religieuses accordées aux Missions en Indochine. Ces libertés sont de nature variée : car tout d'abord, « la liberté religieuse implique le droit pour tout individu de manifester ses croyances à une force surnaturelle et de pratiquer publiquement le culte qui s'y rattache. Elle est une liberté d'opinion. Mais elle est plus que cela : elle est en effet aussi la *liberté du culte*, la liberté pour le fidèle de pratiquer publiquement le culte correspondant à ses croyances » (1) (Duguit). Et ici le mot « culte » est pris dans son sens le plus extensif.

Mais il ne suffit pas de dire que la liberté religieuse est la liberté de pratiquer le culte. Il faut ajouter qu'elle est aussi la liberté pour le fidèle de faire donner à ses enfants une éducation et une instruction conforme à ses croyances et aux règles de vie qu'elles postulent. La liberté religieuse, c'est donc encore la *liberté de l'enseignement*.

---

(1) DUGUIT : *Droit Constitutionnel*, Tome V.

Enfin, la liberté religieuse ne serait pas totale s'il n'était pas permis aux croyants de s'adonner aux œuvres de charité. On sait, en effet, que d'après la doctrine catholique, l'homme sauve son âme par la foi et les bonnes œuvres. *L'assistance* sous toutes ses formes — médicale, sociale — est donc un des premiers devoirs de l'Eglise. La liberté de l'assistance est une des plus nécessaires pour que les fidèles puissent vivre suivant les préceptes de leur religion.

Ces trois points — le culte, l'enseignement, l'assistance — nous les envisagerons l'un après l'autre, en ce qui concerne l'Indochine Française.

A. — LE CULTE. — Pour la question du culte, nous étudierons d'abord la situation des Missions catholiques, ensuite celle des Missions protestantes, enfin l'établissement éventuel d'un régime des cultes analogue à celui de Madagascar.

I *En ce qui concerne les Missions catholiques*, nous verrons en premier lieu quels sont les textes de principe, régissant la matière. Puis, dans un second paragraphe, nous suivrons l'évolution des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

a *Textes de principe*. — Il faut distinguer, suivant qu'il s'agit des pays de protectorat, de la Cochinchine, des villes françaises, ou enfin du Laos septentrional qui occupe une place à part.

1° *Dans les pays de protectorat*, le culte catholique est entièrement libre. La question est réglée par les traités de 1863, 1874 et 1884 <sup>1</sup>. Pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, le culte catholique avait été presque continuellement interdit en Annam <sup>2</sup>, et c'est même pour arrêter le cours des persécutions sanglantes que l'intervention

<sup>1</sup> L. DE REINACH, I, pp. 208, 146, 202.

<sup>2</sup> Sur ce point, consulter : LAUXAY, LESOURD, LOUVET... op. cit., pp. 24, 25, 26, 27.

française eut lieu. *Dans l'empire d'Annam*, voici quels sont les textes diplomatiques en question : d'abord le traité du 5 juin 1862 (1).

*Art. 2.* — « Les sujets des deux nations de France et d'Espagne pourront exercer le culte chrétien dans le royaume d'Annam et les sujets de ce royaume, sans distinction, qui désireront embrasser et suivre la religion chrétienne le pourront librement et sans contrainte ; mais on ne forcera pas à se faire chrétiens ceux qui n'en auront pas le désir.

Cette disposition ayant été partiellement violée, le traité du 15 mars 1874 revint sur la question :

*Art. 2.* — S. M. le Roi d'Annam, reconnaissant que la religion catholique enseigne aux hommes à faire le bien, révoque et annule toutes les prohibitions portées contre cette religion et accorde à tous ses sujets la permission de l'embrasser et de la pratiquer librement...

En conséquence, les Chrétiens du Royaume d'Annam pourront se réunir dans les églises, en nombre illimité, pour les exercices de leur culte, ils ne seront plus obligés, sous aucun prétexte, à des actes contraires à leur religion (2), ni soumis à des recensements particuliers. Ils seront admis à tous les concours et aux emplois publics, sans être tenus pour cela, à aucun acte prohibé par leur religion (3).

Sa Majesté s'engage à faire détruire les registres de dénombrement des Chrétiens faits depuis 15 ans et à les traiter, quant aux recensements et impôts, exactement comme tous les autres sujets. Elle s'engage, en outre, à renouveler la défense, si sagement portée par elle, d'employer dans le langage ou dans les

(1) *B. O. Cochinchine*, 1862, p. 397.

(2) Cette disposition abroge les édits de 1833, 1836, 1848 et 1851.

(3) Ce passage vise en particulier l'édit de septembre 1853.

écrits des termes injurieux pour la religion, et à faire corriger les articles du Thâp-Dieü dans lesquels de semblables termes sont employés.

« Les évêques et missionnaires pourront librement entrer dans le royaume et circuler dans leurs diocèses, avec un passeport du Gouverneur de la Cochinchine, visé par le Ministre des Rites ou par le Gouverneur de la province ».

Ils pourront prêcher en tous lieux, la doctrine catholique. Ils ne seront soumis à aucune surveillance particulière, et les villages ne seront plus tenus de déclarer aux mandarins, ni leur arrivée, ni leur présence, ni leur départ ».

« Les prêtres annamites exerceront librement, comme les missionnaires, leur ministère. Si leur conduite est répréhensible et si, aux termes de la loi, la faute par eux commise est passible de la peine du bâton ou du rotin, cette peine sera commuée en une punition équivalente...

Les biens enlevés aux Chrétiens, pour fait de religion, qui se trouvent encore sous séquestre, leur seront restitués. Toutes les dispositions précédentes, sans exception, s'appliquent aux missionnaires espagnols aussi bien qu'aux français » (1).

On peut remarquer que chacun de ces points modifie une disposition anti-missionnaire prise par les Empereurs Minh-Mang, Thieu-Tri et Tu-Duc. En tout cas, le texte est extrêmement net : il consacre la liberté du culte sous toutes ses formes : liberté de célébration, liberté de réunion, liberté de circulation, stricte égalité des fidèles et des incroyants.

Ces dispositions ont été confirmées par le traité de 1884. Ajoutons qu'aux termes de la convention du 6 novembre 1925, la matière des cultes a été réservée à la législation du Souverain.

---

(1) Ceci a trait à l'édit de dispersion générale (1860).

La question est donc très claire au Tonkin et en Annam. Elle ne l'est pas moins dans *le royaume du Cambodge*. Elle a été résolue par le traité du 11 août 1863, dans son art. 15 : « Les missionnaires catholiques auront *le droit de prêcher et d'enseigner*. Ils pourront, avec l'autorisation du gouvernement cambodgien, construire des églises, des séminaires, des écoles, des hôpitaux, des couvents et autres édifices pieux ».

Cet acte fut confirmé par la Convention de 1884 (1). On remarquera qu'il est beaucoup plus bref que le traité franco-annamite de 1874. Ceci provient du fait que les Missions Catholiques avaient toujours bénéficié au Cambodge d'une situation favorable, et à certains égards, privilégiée. Il s'agissait d'une simple confirmation, et non comme tout à l'heure d'un changement radical de législation.

2) *Pour la Cochinchine*, il existe un traité passé entre S. M. Louis XVI, Roi de France et de de Navarre, et S. M. Gia-Long, Roi de Cochinchine. Le négociateur, du côté annamite, avait été Mgr Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, dont l'intervention auprès du Roi de France permit à Gia-Long de reconquérir son royaume (2).

Ce traité stipule dans son article 6 :

« ...Toutes les opinions religieuses seront libres ». C'est le seul document qui ait trait directement à la matière étudiée. D'autres textes ont été promulgués dans le pays : les décrets de 1880 (3) sur la reconnaissance légale des congrégations, et la dissolution de la Compagnie de Jésus. Ils sont d'ailleurs restés lettre morte : il n'y avait pas de jésuites en Indochine, et les congrégations présentes sur le territoire de l'Union n'ont pas

---

(1) L. DE REINACH' : *Loc. cit.*, I, p. 208.

(2) Sur ce point : E. LOUVET : *Mgr d'Adran, op. cit.*, p. 25.

(3) Promulgués le 18 mai 1880. *B. O. Cochinchine*, p. 266.

accompli les formalités requises par les décrets : Missions Etrangères (1), Frères des Ecoles chrétiennes (2), Sœurs de St-Paul de Chartres (3), ces trois sociétés étaient déjà reconnues.

Il faudrait ajouter les anciens articles 291 et suivants du Code Pénal français qui disposent que « nulle association de plus de vingt personnes dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux... ne pourra se former qu'avec l'agrément du Gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la Société » (art. 291). « Toute association de la nature ci-dessus exprimée qui se sera formée sans autorisation, ou qui après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute. Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront en outre punis d'une amende de 16 francs à 200 francs » (art. 292). Signalons encore qu'aux termes de l'art. 293, « si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par affiche, lecture, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait, dans ces assemblées quelque provocation à des crimes ou à des délits » diverses peines seront infligées aux chefs, directeurs et administrateurs, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation.

Or, le Code Pénal français a bien été promulgué en Indo-

---

(1) Reconnues par Lettres Patentes de 1668, 1775, 1815, 1823 ; décret impérial du 2 germinal an XIII.

(2) Reconnus par Lettres Patentes de 1724 et décision consulaire du 3 décembre 1802. Incorporés à l'Université par décret impérial du 17 mars 1808, ils devaient être atteints plus tard par la loi de 1904. En 1929, la Chambre des Députés a voté un texte aux termes duquel les Frères peuvent exercer leur activité en Indochine. La question n'a pas encore été soumise au Sénat. En fait, ils n'ont pas cessé d'enseigner dans ce pays.

(3) Autorisées par décret du 23 juillet 1811.

chine. La loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat n'ayant pas été mise en vigueur dans la Colonie, ces articles n'ont pas été abrogés. Mais en France, au temps où ils existaient encore, ils n'ont jamais été appliqués à l'Eglise Catholique.

N'ont pas non plus été abrogés et sont donc applicables les anciens articles 199 à 208 du Code Pénal, relatifs aux troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère, aux critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours ou un écrit pastoral », enfin « à la correspondance des ministres des cultes avec des puissances étrangères sur des matières de religion ».

Ce sont là les seuls textes existant en Cochinchine sur la question. La liberté du culte est entière.

3) *Dans les territoires français des villes de Hanoi, Haïphong et Tourane*, on a admis que la liberté du culte serait assurée comme en France bien qu'aucun texte n'existe, la loi de 1905 n'ayant pas été promulguée. Comme dans toute l'Indochine, les art. 291 et suivants du Code Pénal seraient éventuellement applicables, ainsi que les art. 199 à 208.

4) *Enfin, le Laos septentrional*, où le Roi de Luang-Prabang exerce une certaine souveraineté, s'est trouvé placé dans une situation différente du reste des pays indochinois avant l'ordonnance du 29 mars 1930 (1). Aucun texte de principe ne réglait la matière dans ce pays. En fait, on opposait toujours des fins de non-recevoir aux demandes d'autorisation d'y exercer quelque propagande religieuse que ce fût.

---

(1) Approuvée par arrêté du Résident supérieur au Laos, 3 avril 1930. J. O. I. F., p. 1280.

Les raisons invoquées (1) pour y justifier cette interdiction étaient : l'hostilité des hautes autorités indigènes contre toute introduction de culte nouveau, ce pays étant traditionnellement de religion bouddhique, et aussi le fait que dans le Laos septentrional, région éloignée, défendue par la barrière sauvage de sa forêt, le gouvernement français aurait pu difficilement exercer un contrôle sur l'activité des ministres des cultes introduits.

Lorsqu'il fut décidé d'autoriser le culte protestant dans tous les pays de l'Union, S. M. le Roi de Luang-Prabang prit une ordonnance (29 mars 1930) octroyant la liberté du culte en même temps aux pasteurs protestants et aux missionnaires catholiques.

La conclusion de cet exposé des textes et réglementations de principe sur la matière est claire : la liberté du culte catholique est assurée sur tout le territoire de l'Indochine Française. Mais il ne suffit pas de connaître les textes qui légifèrent sur une question ; pour avoir une vue exacte des choses, il faut se demander de quelle manière les textes sont appliqués ; ici, il faut s'interroger sur les relations des ministres du culte et du Gouvernement.

## 2° *Les relations de l'Eglise Catholique et de l'Etat.*

Il est malaisé d'établir des divisions plus ou moins arbitraires de périodes depuis la date de l'occupation française jusqu'à nos jours. Toutefois, il semble que l'on puisse, sans trop solliciter la réalité, distinguer trois époques dans ces 80 ans d'histoire religieuse indochinoise.

Au début, il y a eu ce que l'on pourrait appeler la période héroïque, la période des amiraux. Elle se caractérise par des relations très cordiales entre le gouvernement et la Mission Ca-

---

(1) Lettre officielle du Gouverneur Général de l'Indochine au Consul Général des Etats-Unis à Saïgon (21 novembre 1937).

tholique. Il faut se souvenir (1) des conditions dans lesquelles la flotte française a été amenée à intervenir : des persécutions très violentes ensanglantaient le pays d'Annam. Les victimes en étaient les chrétiens, et principalement les missionnaires catholiques de nationalités française et espagnole. Pour arrêter le cours de ces persécutions, et défendre leurs ressortissants, l'Espagne (dans une faible mesure) et la France, nations catholiques envoyèrent un corps de débarquement. Les relations ne pouvaient donc qu'être bonnes entre les ministres de la religion chrétienne, traqués, martyrisés, et leurs défenseurs, les amiraux. D'autre part, l'Eglise Catholique et l'Etat entretenaient d'excellents rapports dans la Métropole (2). Or, nous verrons que l'attitude officielle envers les missions dans ce pays est étroitement liée avec la politique adoptée en France par les pouvoirs publics envers l'Eglise catholique (3). De nombreuses décisions, rapportées au Bulletin Officiel de la Cochinchine, et au Journal Officiel de l'Indochine française attestent ces bons rapports :

Les évêques, surtout celui de Saïgon, font figure de personnages officiels ; à ce dernier est accordée la franchise postale par un arrêté du 8 février 1867 (4) « pour ses correspondances officielles » avec un certain nombre de personnages administratifs, et avec les Missionnaires. Une décision prise dix ans plus tard, le 6 octobre 1877 (5), accorde à Mgr l'évêque de Samosale, vicaire apostolique de la Cochinchine Occidentale, la franchise télégra-

(1) Voir les ouvrages historiques déjà cités, pp. 25, 26, 27, 28.

(2) Sur cette question : Fr. DEBIDOUR : *Les Rapports de l'Eglise et de l'Etat*, T. II (1870-1889) ; R. P. LECANUET : *L'Eglise de France sous la III<sup>e</sup> République*.

(3) Il faut aussi tenir compte du « coefficient personnel » apporté par les divers gouverneurs généraux et résidents supérieurs.

(4) *B. O. Cochinchine*, 1866-1867, p. 292.

(5) *B. O. Cochinchine*, 1877, p. 294.

phique pour la transmission des dépêches relatives au service de la mission.

D'autre part, à cette époque en France, le clergé vit sous le régime du concordat, et aux termes de celui-ci, reçoit un traitement. En Cochinchine, des traitements ont aussi été accordés. Certes, par leur modicité, ils font plutôt figure de subventions, d'indemnités. De plus ils paraissent très irréguliers. En fait, c'est la Société des Missions Etrangères qui permet à ses membres de vivre. Il y a des décisions qui s'occupent des traitements, ou font allusion à cette matière :

Le 22 août 1867 (1), décision prescrivant qu'une somme de 4.000 frs sera répartie par les soins de Mgr Miche entre les desservants des trois provinces occidentales :

« Cette somme tiendra lieu pour l'année courante des traitements des desservants de ces provinces ».

Un arrêté du 14 décembre 1868 (2) déclare que « les membres du clergé de la Colonie en congé de convalescence ont droit à la moitié de leur traitement pendant les trois premiers mois de congé. Après quoi ils ne toucheront plus rien ».

Le 26 juillet 1869 (3), autre décision portant qu'une somme de 5.000 frs sera mise à la disposition du curé de Saïgon chaque année « pour subvenir aux frais du culte, et considérant que l'église actuelle de Saïgon n'a aucun revenu... ». Cette somme sera fournie pour une moitié par le budget local de Cochinchine et pour l'autre moitié par la ville de Saïgon. Et le 26 avril 1881 (4), on relève un arrêté nommant Monsieur X... « membre de la Commission chargée de vérifier l'emploi de la subvention accordée à la Cathédrale de Saïgon, pour frais du culte ».

(1) *B. O. Cochinchine*, 1866-1867, p. 503

(2) *B. O. Cochinchine*, 1868, p. 320.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1869, p. 267.

(4) *B. O. Cochinchine* 1881, p. 192.

Par ailleurs les membres des congrégations religieuses bénéficient d'un passage gratuit sur les navires de la Compagnie des Messageries Maritimes. Une convention du 22 avril 1861 avait reconnu à l'Etat la possibilité de délivrer des réquisitions sur les navires de la Compagnie aux Sœurs de la Charité, et aux autres membres des divers ordres, à condition qu'ils eussent la nationalité française. La convention du 30 juin 1886 n'ajoute rien à ces dispositions, et une dépêche ministérielle du 15 novembre 1893 précise que la Compagnie s'est engagée à accepter les réquisitions gouvernementales pour les religieux, jusqu'à concurrence de 10 par départ.

De même, les membres des Congrégations établies en Indochine voyagent à prix réduit sur les chemins de fer français. Enfin, il y a la question des aumôniers ; bien que par certains côtés, elle ait trait à la matière de l'assistance, elle intéresse directement la liberté du culte ; dès le début, des aumôniers sont adjoints au service des hôpitaux. Une décision du 19 octobre 1868 (1) alloue à titre gratuit aux pères de la mission chargés du service religieux auprès des malades dans les hôpitaux militaires, la ration dite d'officier déterminée par arrêté du 3 décembre 1866 » (2).

De nombreux arrêtés suivent cette décision. Généralement ils nomment de nouveaux aumôniers, en leur accordant « les vacations et suppléments attribués à leur prédécesseur ». Tels sont par exemple les arrêtés des 14 mai 1869 (3) et 18 décembre 1875 (1) pour la Cochinchine, des 29 mars 1890 (2) et même 18 janvier 1901 (3) pour le Tonkin. Une décision du 28 mars

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1868, p. 213.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1866-1867, p. 236.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1869, p. 181.

(1) *B. O. Cochinchine*, 1875, p. 580.

(2) *B. O. Tonkin-Annam*, 1890, p. 384.

(3) *B. O. Tonkin-Annam*, 1901, p. 51.

1896 (1) porte que les missionnaires catholiques et les ministres des différents cultes, chargés du service religieux dans les infirmeries, ambulances, seront, en cas de maladie, traités gratuitement.

Il existe aussi des aumôniers aux armées, comme en témoigne l'arrêté du 4 août 1901 (2), accordant une indemnité de 1.500 francs au père Ferrand, aumônier militaire des troupes stationnées à Quang-Tcheou-Wan.

Des aumôniers sont également attachés aux prisons, du moins à la prison de Saïgon, pour laquelle l'arrêté du 13 février 1871 (3) prévoit une somme de 300 francs pendant l'année en cours.

Pendant ce temps, en France, la République s'est définitivement installée. Les premières victoires des partis de gauche sont suivies de mesures anticléricales dont le nombre et la gravité iront croissants, jusqu'à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Les échos de la nouvelle politique religieuse instaurée dans la métropole arrivent assez affaiblis en Indochine. Cependant, dès la fin du xix<sup>e</sup> siècle, l'atmosphère est changée et l'on peut fixer approximativement à cette époque, le début d'une politique de neutralité plutôt malveillante, et qui surtout contraste avec la collaboration très cordiale qui existait auparavant.

Au cours de l'année 1884, les décrets rendus en France contre les congrégations non reconnues, et contre la Compagnie (appelée faussement « Association ») de Jésus, sont promulgués en Indochine. Au Tonkin, on peut signaler la même année, le 6 mars 1884 (4), la suppression « du supplément de 1.000 francs

---

(1) *B. O. Tonkin-Annam*, 1896, p. 346.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1901, p. 1471.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1871, p. 130.

(4) *Bulletin Officiel*, 1884, p. 80 (Tonkin).

allouée au R. P. Landais, des Missions Etrangères, pour le service des cultes à l'hôpital ». Cette mesure, d'ailleurs, a été unique à cette époque, et encore la signification n'en est-elle pas très précise.

Plus nette dans le sens indiqué, est la dépêche ministérielle relative au transport à prix réduit des membres des congrégations religieuses, datée du 23 décembre 1893 ; elle informe le gouvernement général que la Chambre des Députés a voté un ordre du jour, le 19 novembre 1890, aux termes duquel le tarif réduit ne doit être accordé qu'aux congréganistes membres de l'enseignement, ou effectuant un service dans les hôpitaux.

D'autre part, dès 1903, les aumôniers des hôpitaux sont supprimés et remplacés par des prêtres succursalistes (dépêche ministérielle du 9 juin 1903). Le 20 novembre 1904 (1), les religieuses sont remplacées dans les hôpitaux par un personnel civil : nous étudierons cette mesure dans le chapitre : Assistance, de notre première partie. Il est décidé, le 3 janvier 1905 (2), que les ministres des cultes catholiques et protestants, dans les hôpitaux, recevront une indemnité dans la mesure des possibilités de l'établissement. Enfin, la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, votée en France (3), n'a pas été promulguée en Indochine, mais des mesures sont prises, qui traduisent son esprit : les traitements ont été supprimés. Les deux bâtiments mis à la disposition de l'évêque et du curé de Saïgon sont repris par l'Administration.

D'autre part, en application de l'esprit de laïcité qui doit animer désormais les administrations publiques, des subventions sont accordées aux associations les plus diverses. Elles traduisent le souci du Gouvernement de donner à tout le monde,

---

(1) *J. O. I. F.*, 1904, p. 153.

(2) *J. O. I. F.*, 1905, p. 187.

(3) Voir : DUGUIT : *Droit Constitutionnel* (Tome V), *op. cit.*, p. 35.

et même de montrer une faveur spéciale aux organismes qui représentent quasi-officiellement les maîtres de l'heure. — 14 octobre 1904 (1) : arrêté allouant une somme de 2.000 piastres à l'Eglise protestante française du Tonkin ; 24 juin 1904 (2) ; subvention de 5.000 piastres « à la Société Civile de la Franc-maçonnerie à Hanoï pour la construction d'un Temple sur le terrain appartenant à cette société, boulevard Gambetta » ; 30 mai 1905 (3) : subvention de 500 piastres à la congrégation musulmane de Hanoï ; 6 juillet 1907 (4) : arrêté accordant une subvention à la Société républicaine des conférences populaires ; 1<sup>er</sup> juillet 1908 (5), subvention de 1.000 francs à la même société ; 18 janvier 1912 (6) : subvention de 700 piastres à la Ligue républicaine de l'Enseignement...

C'est d'ailleurs, surtout dans la pratique administrative que l'esprit nouveau se manifeste, dans les provinces où certaines administrations font preuve d'un zèle anticlérical qui mérite d'être remarqué. Mais dans l'ensemble, il faut dire que la situation en Indochine n'a rien de comparable avec celle qui est faite à l'Eglise Catholique en France. Et ceci provient des circonstances particulières dans lesquelles on se trouve — on ne peut se permettre à Saïgon, de juger des choses exactement comme dans la Métropole. Il y va du prestige de notre pays. L'optique est différente, et les nécessités changent suivant les parallèles et les latitudes. Tous les ans, au cours de cette période

---

(1) *J. O. I. F.*, 1904, p. 126.

(2) *J. O. I. F.*, 1904, p. 765.

(3) *J. O. I. F.*, 1905, p. 737.

(4) *J. O. I. F.*, 1907, p. 1099.

(5) *J. O. I. F.*, 1912, p. 88.

(6) D'autres subventions ont été accordées, notamment à la Mission laïque française, les 10 avril 1906 (*J. O. I. F.*, 1906, p. 529) et 22 juin 1906 (*J. O. I. F.*, 1906, p. 912).

de neutralité parfois malveillante, des subventions sont allouées aux œuvres religieuses de Siam et de Chine, qui, sans faire aucun prosélytisme d'ordre patriotique, là comme ailleurs, servent par leur dévouement, par la haute tenue de leur vie, la cause de la France.

Depuis quelques années, il semble qu'un certain revirement se soit produit dans l'attitude officielle : des concessions de terrains ont été à nouveau accordées aux Missions, en 1923, 1926, 1927, 1929, 1930, 1931 (1). Un délégué apostolique a été nommé par le Saint-Siège, et il s'est établi à Hué, au centre de l'Empire d'Annam.

Malgré le patronage officiel accordé à la propagation du bouddhisme, notamment par la création des Instituts bouddhiques de Phnompenh, Vientiane, Luang-Prabang (2), il semble que d'assez bonnes relations se soient établies entre la Délégation apostolique et les autorités françaises et indigènes. Le loyalisme des Chrétiens autochtones ne fait pas de doute : dans aucun des troubles politiques de 1930 au Tonkin, de 1931 en Annam, on n'en a arrêté un seul. Au contraire, dans le même temps, les communistes du Nord Annam ont brûlé des villages catholiques et mis à mort plusieurs chrétiens dont le prêtre Pierre Khang.

Cette amélioration des rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat en Indochine, a coïncidé avec un abandon, au moins momentané de l'anticléricalisme officiel en France, ce qui montre une fois de plus que l'attitude des autorités indochinoises a tou-

(1) 11 mai 1923 (*J. O. I. C.*, 1923, p. 940). — 20 janvier 1926 (*J. O. I. C.*, 1926, p. 334). — 31 mars 1926 (*J. O. I. F.* 1926, p. 1023). — 14 janvier 1927 (*J. O. I. C.* 1927, p. 466). — 7 mars 1929 (*J. O. I. F.* 1929, p. 1348). — 15 mai 1929 (*J. O. I. F.* 1929, p. 1893). — 1<sup>er</sup> février 1930 (*J. O. I. F.* 1930, p. 596). — 8 mars 1931 (*J. O. I. F.* 1931, p. 1217).

(2) Sur cette question : Suzanne KARPELÈS : « L'Effort de l'Institut bouddhique au Cambodge et au Laos ». (*Bulletin de l'Association Française des Amis de l'Orient*, n° 20-21, avril-octobre 1930).

jours été calquée sur l'attitude du Gouvernement de la Métropole en matière de politique religieuse.

Ce parallélisme, au contraire, ne s'aperçoit pas du tout lorsqu'on suit l'évolution du statut des Missions Protestantes, qui formera la matière de la II<sup>e</sup> partie de ce chapitre consacré à l'étude du « Culte » en Indochine.

B) *Pour le cas des Missions protestantes*, il faut encore distinguer entre les territoires d'administration directe et les pays de protectorat. Dans la colonie de Cochinchine, dans les villes de Hanoï, Haïphong et Tourane, où l'autorité française s'exerce directement, la question est réglée par une loi métropolitaine. Au contraire, en Annam, au Tonkin, au Cambodge, le problème du statut religieux a été résolu au début de l'occupation française par les traités des 5 juin 1862, 15 mars 1874 et 6 juin 1884 (pour l'Annam) et du 11 août 1863 (pour le Cambodge). Nous avons déjà étudié ces instruments diplomatiques.

A) *Mais examinons d'abord la question de la liberté du culte accordée aux missions protestantes dans les territoires d'administration directe.*

On a admis que la liberté du culte y serait entière (1), comme en France, bien que la loi de 1905 sur la Séparation de l'Eglise et de l'Etat ne soit pas promulguée en Indochine. Jouissent de cette réglementation très libérale, la Cochinchine, les villes françaises de Hanoï, Haïphong et Tourane, enfin le Laos méridional où l'activité missionnaire a été tolérée, l'administration n'ayant jamais eu l'occasion de relever à l'encontre de ceux qui l'exerçaient, la moindre faute.

Peu de décisions administratives ont trait aux Missions protestantes : le premier arrêté (2) que l'on puisse relever est celui

---

(1) Lettre du Gouverneur Général au Consul Général des U.S.A. à Saïgon, 21 novembre 1927.

(2) *B. O. du Tonkin*, 1899, p. 1812.

du 29 décembre 1899 qui charge deux pasteurs d'assurer le culte protestant dans les corps de troupes du Tonkin. Nous avons déjà signalé le deuxième arrêté : en même temps qu'il distribue des subventions à la loge maçonnique de Hanoï, à la congrégation musulmane de la même ville, à la Ligue de l'Enseignement, à la Société Républicaine des Conférences populaires, le gouvernement général, eclectique, accorde un secours de 2.000 piastres à l'Eglise protestante française du Tonkin « à titre de contribution à la construction de temples et de presbytères dans « les deux villes de Hanoï et de Haïphong » (14 octobre 1904) (1).

La troisième décision relative à notre sujet, règle la question des différents cultes à l'intérieur des hôpitaux. La dépêche ministérielle du 9 juin 1903 avait supprimé les aumôniers des hôpitaux. L'arrêté du 3 janvier 1905 (2) déclare que les cultes catholique et protestant seront représentés par des succursalistes, et rémunérés dans la limite des crédits budgétaires.

Enfin il y a une quatrième et dernière décision, en date du 27 juin 1919 (3). Cet arrêté accorde une subvention de 500 piastres à M. le Pasteur Assalit, aumônier de l'hôpital militaire de Saïgon.

La situation se complique du fait que — nous l'avons vu dans l'introduction — l'évangélisation protestante est assurée par deux sociétés dont l'une est française (l'Association pour le maintien et le développement du culte protestant dans les colonies et protectorats français) (4) l'autre, anglo-saxonne (la Christian Church Missionary Alliance). Il se pose donc ici un problème de condition des étrangers, et ceci avec d'autant plus d'acuité que la « Missionary Alliance » a des moyens et un

---

(1) *J. O. I. F.* 1904, p. 580.

(2) *J. O. I. F.* 1905, p. 107.

(3) *J. O. I. F.* 1919, p. 1327.

(4) 47, rue de Clichy, à Paris.

champ d'action beaucoup plus étendus que ceux des pasteurs français, lesquels se consacrent uniquement au ministère évangélique parmi les Européens de Hanoï, Haïphong et de Saïgon. Abstraction faite du problème de l'acquisition des biens, qui sera examinée dans la deuxième partie de cette étude, il existe des textes qui réglementent la situation des missionnaires étrangers. Ces textes, le Gouverneur Général les rappelait dans son importante lettre au Consul des Etats-Unis en 1927.

1°) Quand il s'agit de missionnaires isolés, on ne peut que se reporter aux prescriptions de l'arrêté du Gouverneur Général, en date du 7 avril 1904 (1), relatif aux conditions dans lesquelles les étrangers sont admis à établir leur résidence en Indochine, et à celles de l'arrêté du 3 octobre 1911 (2). Celui-ci dispose, dans son article premier que « nul émigrant étranger ne sera autorisé à résider sur le territoire de l'Indochine si ce n'est après la production de son acte de naissance et d'un extrait : néant, du casier judiciaire... ou d'une pièce diplomatique en tenant lieu ». L'art. 2 stipule qu' « aucun émigrant étranger ne pourra débarquer dans l'un des pays de l'Union sans avoir été visité par un médecin désigné à cet effet et avoir obtenu la délivrance d'un certificat constatant qu'il n'est atteint d'aucune des maladies épidémiques ou contagieuses prévues par les règlements actuellement en vigueur ou à intervenir sur les mesures à prendre pour prévenir ou faire cesser ces maladies ». Enfin, aux termes de l'art. 3, tout émigrant étranger arrivant dans l'un des ports de l'Indochine sera tenu de déposer avant son débarquement, entre les mains d'un agent de l'Administration, le prix de son passage de retour dans son pays d'origine. Le tout sous la sanction éventuelle de peines de simple police, sans préjudice d'une expulsion toujours possible.

---

(1) *J. O. I. F.* 1904, p. 476.

(2) *J. O. I. F.* 1911, p. 2238.

2°) Quand il s'agit de missionnaires étrangers désirant vivre en communautés ou congrégations, ils doivent se conformer aux prescriptions des décrets du 29 mars 1880, rendues applicables aux colonies par décret du 3 avril 1880 promulgué en Indochine le 18 mai 1880 (1) et aux termes desquels les dites communautés ou congrégations doivent, pour s'établir, demander une autorisation sur laquelle il est statué conformément aux dispositions de l'art. 3 du décret du 29 mars 1880. C'est-à-dire que la demande sera examinée par le Gouverneur, et « transmise au Ministre de la Marine (maintenant au Ministre des Colonies) qui « instruira l'affaire ». Le décret ajoutait : « de concert avec le Ministre de l'Intérieur et des Cultes ». Il n'est pas douteux que la loi de Séparation entre les Eglises et l'Etat, intervenue en 1905, et supprimant le Ministère des Cultes, a aboli tacitement le dernier membre de cette phrase.

En dehors de ces deux ordres de dispositions, et sous réserve, naturellement, des règles relatives à l'ordre public et des mesures ordinaires de police, la liberté du culte protestant est entièrement assurée dans ces territoires d'administration directe.

B) *Le problème est beaucoup plus complexe dans les pays de protectorat* : des traités y ont réglé la situation en ce qui concerne les religions occidentales. Puis, les Missions protestantes ayant peu à peu repris pied dans ces pays, la question s'est posée d'interpréter les instruments diplomatiques établis, d'une part entre le Roi d'Annam, l'Empereur Napoléon III et la Reine Catherine II d'Espagne ; d'autre part, entre le Roi du Cambodge et la France.

Il a déjà été parlé de ces traités qui consacrèrent le protectorat français sur l'Annam, le Tonkin et le Cambodge. Rappelons les stipulations relatives à l'installation des missionnaires dans ces

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1880, p. 266.

royaumes. Les traités franco-annamites des 5 juin 1863, 15 mars 1874, et 6 juin 1884 reconnaissent aux sujets des deux nations de France et d'Espagne le droit d'exercer le culte *chrétien* dans le royaume d'Annam, et aux sujets de ce royaume, la faculté d'embrasser librement et sans contrainte la religion *chrétienne*. Le traité franco-cambodgien du 11 août 1863 est plus précis : il dispose que « les missionnaires *catholiques* auront le droit de prêcher et d'enseigner ».

L'alternative était claire : devait-on interpréter restrictivement le terme « *chrétien* » et considérer qu'il ne s'appliquait qu'aux Missions catholiques, seules existantes dans ce pays au moment de la signature du traité, ce qui entraînait, par voie de conséquence, l'interdiction des Missions protestantes ? Ou bien, par une compréhension extensive des actes diplomatiques, ne pouvait-on admettre que le terme « *chrétien* » englobait toutes les religions occidentales, se réclamant du Christ, donc les missions protestantes ? Et même l'expression exclusive de « missions catholiques » employée dans le traité franco-cambodgien ne devait-elle pas s'interpréter comme reflétant les préoccupations de l'époque : au moment de sa conclusion, il n'existait au Cambodge que des missionnaires catholiques ; les rédacteurs n'avaient donc pas songé à employer des termes plus généraux puisque la question ne se posait pas, mais on pouvait penser qu'une plus large tolérance avait été par eux sous-entendue. En définitive, si, au lieu de s'en tenir à la lettre des textes, on en dégagait l'esprit, ceux-ci pouvaient fort bien être interprétés comme autorisant tacitement *tous les cultes chrétiens*.

A quoi certains objectaient que l'intention très nette des négociateurs français avait été d'exclure des dispositions bienveillantes du traité, les missions protestantes, dirigées généralement par des Américains ou des Anglais. Or, continuaient les partisans de la première opinion, les ministres anglo-saxons du

culte réformé ont toujours joué non seulement un rôle religieux mais un rôle politique non équivoque dont on retrouve, disaient-ils, maints exemples depuis le trop célèbre Pritchard.

C'est que le problème, ici comme dans les pays d'administration directe, se complique du fait que l'évangélisation protestante a été entreprise presque uniquement par la Christian Church Missionary Alliance qui, nous l'avons vu, est internationale avec prédominance américaine.

En tout cas, il n'est pas douteux que, dès le début de la pénétration protestante dans les pays de protectorat, l'Administration française, en accord avec le Gouvernement annamite, adopta la première interprétation, l'interprétation restrictive, celle qui refusait le droit de cité à tout autre culte que le culte catholique.

Malgré cela, au Cambodge où la population Khmère est très attachée au Bouddhisme et foncièrement réfractaire à toute propagande religieuse et étrangère, l'Administration se montra tolérante et ferma les yeux sur la propagande effectuée par un petit nombre de pasteurs protestants arrivés après la guerre. Il y eut un léger incident : un missionnaire ayant été signalé comme s'étant départi de la réserve habituelle, sur la foi d'un rapport administratif, le Résident supérieur au Cambodge le rappela à une plus stricte observation de ses devoirs envers le pays dont il était l'hôte.

En Annam, la Résidence supérieure faisait connaître au gouvernement général les tentatives d'évangélisation faites par la Christian Church Missionary Alliance au Nghé-an, dans le Quang-nam, le Quang-ngai et le Thanh-hoa. Le Conseil du Côm-Mat, qui exerçait la régence pendant le séjour en France du jeune Roi Bao-Daï, manifestait une grande répugnance à tolérer la propagande des religions occidentales en Annam. En conséquence, le 3 novembre 1927, une circulaire était envoyée à tous

les Résidents sauf le Résident-Maire de Tourane, ville française : elle contenait des instructions précises sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la « Missionary Alliance ». Les Résidents devaient signaler au Résident supérieur tout fait de prosélytisme qui viendrait à se produire dans leur province. Il leur était recommandé d'interdire l'exercice du culte protestant. Entre temps, le Consul des Etats-Unis à Saïgon s'était inquiété de mesures qu'il jugeait vexatoires et avait demandé des renseignements, le 25 juillet 1927, sur la législation en vigueur.

C'est alors que le Gouverneur Général lui adressa la lettre du 21 novembre 1927, à laquelle nous avons déjà fait allusion en étudiant la situation des Missions étrangères protestantes en pays de colonie. Dans cette lettre qui fut communiquée aux Résidents des provinces d'Annam et précisa la position des autorités françaises en la matière, le Gouverneur Général déclarait : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que si la liberté du culte est entière en principe, en France et en territoire français, il n'en va pas de même en Annam, Tonkin et au Cambodge où elle se trouve soumise à un régime spécial en vertu des traités conclus les 15 mars 1874 et 6 juin 1884 avec l'Annam, et le 11 août 1863 avec le Cambodge. Aux termes de ces accords, les ministres de la religion catholique sont seuls autorisés à circuler librement et à prêcher en tous lieux. Il n'est donc pas possible d'étendre aux pasteurs protestants le traitement de faveur dont jouissent les prêtres catholiques ».

C'était la consécration officielle de l'interprétation restrictive des traités de protectorat.

La lettre avait un autre intérêt : elle précisait la situation faite aux missionnaires dans le royaume de Luang-Prabang : aucun texte de principe ne réglait la question. En fait, il avait toujours été opposé aux demandes d'autorisation d'y faire de la propagande religieuse des fins de non-recevoir.

« Les susceptibilités en matière religieuse des hautes autorités indigènes, disait le Gouverneur Général, les craintes qu'elles ont exprimées au sujet de l'installation chez elles de Missions évangéliques, l'état d'esprit des populations dans des régions éloignées où nos moyens d'action sont très réduits et où, par suite, toute cause d'agitation doit être écartée pour le maintien de la tranquillité publique, ne m'ont pas permis d'envisager la possibilité d'y laisser admettre le libre exercice des cultes ».

A la suite de la communication de cette lettre aux chefs des provinces annamites (6 décembre 1927) le pasteur Travis qui s'était installé à Nha-trang se vit interdire toute action évangélique vis-à-vis de la population indigène. Il lui fut cependant permis de rester dans cette localité, d'y exercer son ministère au regard des Européens, de vendre chez lui des bibles, et enfin de recevoir des Annamites et de les visiter à condition de ne se livrer à aucun acte de prosélytisme.

Le 16 janvier 1928, le Conseil du Comât fit parvenir au Résident supérieur une lettre dans laquelle il demandait la répression de toute propagande protestante ou caodaïste (1). Il soumettait à l'autorisation de l'Administration française une circulaire destinée à tous les mandarins annamites et contenant des recommandations dans le sens indiqué.

Sur ces entrefaites, quelques incidents éclatèrent, très rares, qui permirent à certains de penser que les pasteurs, mis en présence de la solution juridique fournie par le Gouverneur Général au Consul des Etats-Unis à Saïgon, prenaient une attitude nettement hostile aux décisions de l'Administration française et cherchaient, par un éclat, à provoquer l'intervention diploma-

---

(1) Le Caodaïsme est un culte né vers 1927 à Tay-Ninh. Dirigé par un « Pape », et propagé par un clergé assez hiérarchisé, il emprunte des éléments à chacune des grandes religions : Christianisme, Bouddhisme, Islamisme, le tout mélangé de spiritisme.

tique de leurs gouvernements respectifs. Au Thanh-Hoa, il y eut un malentendu au sujet d'un pasteur américain qui pensait avoir reçu du Résident Supérieur l'autorisation de demeurer dans cette ville, centre de secteur assigné par sa mission, pour lui permettre de surveiller et de visiter les porteurs de tracts parcourant les provinces de Vinh, Ha-tinh, Ninh-Binh et Thanh-Hoa, avec interdiction cependant de faire du prosélytisme personnellement. Informé, le Résident supérieur démentit formellement les allégations du pasteur et déclara que celui-ci avait été effectivement autorisé à séjourner dans le Thanh-Hoa mais uniquement pour une villégiature. Il fut alors décidé de contrecarrer les agissements du missionnaire tout en maintenant dans les rapports avec lui la cordialité et la courtoisie avec lesquelles un citoyen des Etats-Unis doit être traité en territoire de Protectorat français.

Au Laos, l'Administration se préoccupait de l'activité des missions protestantes américaines établies fortement au Siam, et en particulier dans la région de Xieng-Mai. Ces pasteurs traversaient la frontière et faisaient des tournées dans le royaume de Luang-Prabang, essayant d'attirer dans leurs écoles du Siam les jeunes gens laotiens.

Enfin le service de la Sûreté du Tonkin saisit quelques exemplaires d'une revue éditée par l'Université Ling-Man, laquelle est tenue par des missionnaires protestants américains. Ces bulletins, interdits en Indochine et adressés à des Chinois de Hanoi contenaient des attaques contre la France. En fait, rien n'autorise à supposer que les rédacteurs de cette revue agissaient en accord avec les pasteurs de l'« Alliance » d'Indochine. Cependant, cette affaire indisposa les autorités, d'une manière peut-être excessive si l'on considère qu'en dehors de ces incidents, dans lesquels les pasteurs établis en Indochine semblent avoir joué un rôle inexistant, aucun fait, même minime, ne peut être

cité à l'appui des allégations au sujet d'une prétendue action politique de la Christian Church Missionary Alliance. Dans certains cas, ses représentants ont été l'objet de sollicitations de groupements suspects, mais en 1929 (1), le Résident supérieur en Annam reconnaissait dans un texte officiel qu'ils avaient pris soin de les repousser.

Pendant ce temps, et en dépit de nombreuses difficultés, les pasteurs protestants amplifiaient leur action. Or, le Gouvernement Général, s'en tenant à son interprétation des traités, cherchait de quelle manière il pourrait entraver cette activité contraire à la législation en vigueur, telle du moins qu'elle était comprise en haut lieu.

Une question se posait alors : quel moyen devait-on employer ? Au milieu de l'année 1928, on proposa des solutions susceptibles d'ailleurs d'une application pratique dans les autres pays de protectorat, et plus particulièrement en Annam. Aucune de ces solutions ne paraissait être sans défaut.

*La première suggestion* pouvait se résumer ainsi : pour éviter la propagation du protestantisme, frappons les pasteurs. Mais il tombe sous le sens que seule la loi française leur était, en l'espèce, applicable, aussi bien en terre française qu'en terre protégée française (2). Or, le Code Pénal français, seul instrument légal de coercition, ne paraissait pas donner les éléments d'une intervention efficace. Sans doute, pouvait-on appliquer les vieux articles 292 et 293, en faisant intervenir le traité, et en considérant comme une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, le seul fait de

---

(1) 5 septembre 1929.

(2) En vertu du décret du 25 juillet 1864, promulgué en Cochinchine par arrêté du Gouvernement de cette colonie, 24 septembre 1864 (*B. O. Cochinchine*, 1864, p. 100), appliqué au Tonkin par arrêté du Gouverneur Général : 30 décembre 1888 (G. MICHEL : *Code judiciaire du Tonkin, de l'Annam et du Laos*, T. I, p. 102).

pousser les indigènes à pratiquer le culte protestant à l'intérieur des protectorats. Mais en haut lieu on ne s'illusionnait guère sur la possibilité d'une interprétation aussi extensive des textes.

Aussi bien, proposait-on un *second moyen* : pourquoi ne pas faire compléter et préciser par décret les dispositions du Code Pénal, en y prévoyant, appuyée des sanctions nécessaires, l'interdiction d'exercer le culte réformé sur le territoire des pays protégés ? Mais ce projet se heurtait à des objections d'ordre politique qu'il est aisé de concevoir. Tout d'abord des mesures de représailles seraient vraisemblablement prises dans certains pays étrangers, ce qui aurait été de nature à porter atteinte à certains de nos nationaux, et à diminuer de façon appréciable le prestige de notre pays : l'on ne pouvait ignorer la situation particulièrement favorable occupée aux Indes anglaises et dans les Federated Malayan States par nos Missions catholiques (1). D'autre part, cette attitude pouvait faire sortir du cadre de la stricte politique intérieure une question que les pasteurs cherchaient, d'après certains fonctionnaires, à placer sur le terrain diplomatique. Et il n'est pas exagéré de dire que, malgré le texte du traité, le gouvernement général eut été assez mal armé pour défendre son point de vue.

Les mêmes objections pouvaient être fournies à l'encontre de la *troisième suggestion*. Celle-ci reposait sur l'usage des pouvoirs extraordinaires du Gouverneur Général, et même des résidents supérieurs (avis du Conseil Consultatif du Contentieux au Ministère des Colonies : 4 novembre 1928) en vue de l'expulsion, après un avertissement écrit, des étrangers qui ne se conformeraient pas au traité. Cette mesure, pour efficace et expéditive qu'elle fût, n'en comportait pas moins de gros dangers du point de vue diplomatique.

---

(1) Voir : *Petit Atlas des Missions Catholiques*, 5, rue Monsieur, Paris, 1937.

Certains proposèrent alors que le Gouvernement Annamite engageât lui-même des poursuites devant ses tribunaux réguliers contre ses sujets adeptes du culte réformé (1), c'est-à-dire coupables d'inobservation des lois de leur pays. Au double point de vue juridique et diplomatique, cette solution était la moins mauvaise puisqu'elle n'atteindrait pas la personne des ressortissants de nations étrangères tout en étant d'une efficacité certaine.

Mais, au cours de cette année 1928, les établissements de la « Christian Church Missionary Alliance » se multipliaient, et l'Administration allait se trouver de plus en plus devant une situation de fait. On envisagea d'instituer une réglementation analogue à celle que la loi du 11 mars 1913 (2) avait mise en vigueur à Madagascar. Cette loi, entre autres dispositions, soumettait à un contrôle administratif l'ouverture d'édifices culturels.

En janvier 1929, la Cour d'Annam adressa une proclamation aux mandarins. Il y était dit : « Conformément à l'art. 13 du traité de Paix de 1884, l'Eglise catholique, seule, a le droit d'évangéliser dans notre pays... Il est clair qu'à partir de ce jour, il doit être expressément défendu de répandre la nouvelle religion (protestante) et la religion Cao-Dai sur tout le territoire du Royaume d'Annam ». Cependant, en août 1928, le pasteur français Calas, de Hanoï, avait fait une démarche très pressante auprès du Gouverneur Général Pasquier. De son côté, la Fédération Protestante de France fut saisie de l'affaire et le sénateur Philip intervint. Enfin, la question fut évoquée à la Chambre des Députés française par M. Marc Rucart, député des

---

(1) En vertu du décret du 25 juillet 1864, déjà cité, et de l'arrêté du 23 août 1872, enfin du décret du 16 février 1921 art. 112) : *J.O.I.C.* 1921, page 2483.

(2) *Journal Officiel de la République Française* : 14 mars 1913.

Vosges, le 28 mars 1929 (1). La politique de l'interprétation restrictive des traités, qui en elle-même nous apparaît comme discutable, avait été par surcroît appliquée sans grand esprit de continuité. Elle perdait du terrain.

Pendant que l'on discutait à Paris, le Résident supérieur en Annam adressa par circulaire du 5 septembre 1929, aux résidents du protectorat, des instructions sur la conduite à tenir vis-à-vis du culte protestant. En voici à peu près la substance : Les pasteurs protestants doivent s'abstenir de toute propagande par écrit et par parole dans les divers centres (sauf Tourane) et les villages ; ils peuvent célébrer leur culte et réunir leurs adeptes exclusivement dans les temples qu'ils ont édifiés ou qui ont été construits jusqu'à ce jour par les indigènes. Dans les régions où se trouvent des protestants et où des temples n'ont pas encore été élevés, les pasteurs peuvent louer provisoirement des immeubles à cet effet, après avoir prévenu par écrit les Résidents de l'emplacement exact de l'immeuble et de sa future destination. Il est bien entendu et convenu que les temples ne doivent être ouverts au public que par le pasteur lui-même, en sa présence, et pendant la durée de son séjour...

Ainsi, la tolérance avait succédé à l'ostracisme. Le Résident supérieur reconnaissait en outre que « ...les pasteurs ont tous  
« bien compris que l'intérêt même de leur mission était de se  
« tenir avec soin à l'écart de toute question politique ». « Ils  
« devront, ajoutait-il, faire une sélection sévère parmi leurs  
« adeptes et s'entourer de toutes les garanties. Je n'ai eu à ce  
« sujet qu'à enregistrer leurs plus solennels engagements ».

---

(1) *Journal Officiel de la République Française* (Débats parlementaires, I, 1929, p. 1458). Au cours de son intervention, M. Marc Rucart a fait l'historique des événements rapportés plus haut.

Ce régime fut éphémère puisqu'il ne dura pas plus de trois mois. De la tolérance administrative, on allait passer à la reconnaissance officielle, et abandonner ainsi l'interprétation restrictive des traités de protectorat.

Ce fut l'œuvre de l'arrêté du Résident supérieur en Annam, daté du 4 décembre 1929 (1) et approuvé le lendemain par le Régent de l'Empire. En voici les dispositions essentielles :

*Art. 1 :* L'exercice du culte et l'œuvre évangélique des pasteurs protestants français sont libres.

*Art. 2 :* Pour les Missions étrangères de tous cultes ou ministres étrangers de tous cultes, une procédure d'autorisation préalable est établie.

*Art. 3 :* Les demandes d'autorisation seront transmises par les intéressés à la Résidence supérieure, examinées en séance du Conseil du Comat, et soumises à l'approbation de sa Majesté... La décision prise sera rendue exécutoire et notifiée par les soins de la Résidence supérieure.

*Art. 4 :* La régularisation des établissements existants aura lieu conformément à la même procédure.

Dans la pratique, il fut recommandé aux chefs de province d'adresser les demandes d'autorisation ou de régularisation à la Résidence supérieure, sous leur couvert, et de les accompagner d'un rapport complet faisant connaître les antécédents, le curriculum vitae du requérant, leur appréciation personnelle sur sa moralité, et également quelques renseignements sur l'œuvre réalisée.

Au début de l'année 1930, le Gouverneur Général invita les Résidents supérieurs à régler la question de la même manière que le chef de l'Administration de l'Annam. Le 22 mars 1930 (2),

---

(1) *J. O. I. C.* 1929, p. 308.

(2) *J. O. I. F.* 1930, p. 538.

les dispositions de l'arrêté du 4 décembre 1929 étaient mises en vigueur au Tonkin par le Résident supérieur. Celui-ci agissait en tant que Kinh-Luoc (vice-roi), donc comme représentant de l'empereur d'Annam, les pouvoirs en matière de culte ayant été dévolus à celui-ci par la Convention du 6 novembre 1925. Quelques jours après, un arrêté du Résident supérieur au Laos approuvait une ordonnance de Sisavang, Vong, Somdet Phra Chao Lane Sang Ham Khao, roi de Luang-Prabang. Cette ordonnance du 29 mars (1) déclarait : « L'exercice du culte et « l'œuvre évangélique des missionnaires catholiques et des pasteurs protestants français sont libres dans Notre Royaume... « Pour les Missions étrangères de tous les cultes et ministres « étrangers de tous cultes, une procédure d'autorisation est établie. Les demandes... seront examinées par le Conseil du Hosanam Luong, et soumises à Notre approbation ».

Enfin, au Cambodge, le Roi Sisowath Monivong prenait une ordonnance semblable (1<sup>er</sup> avril 1930) (2), approuvée le 8 avril par le Résident supérieur.

Ainsi était résolue la question épineuse de la liberté de culte et d'évangélisation accordée aux pasteurs protestants français et surtout aux missionnaires de la « Christian Church Missionary Alliance ». D'une part, l'Administration s'est réservé la possibilité d'interdire tout établissement, qui lui paraîtrait suspect. Le système est souple, chaque cas pouvant faire l'objet d'un examen particulier. Ainsi se trouvait sauvegardée pour l'avenir la nécessité impérieuse pour le Gouvernement d'exercer un droit de regard sur l'activité même strictement religieuse de ressortissants étrangers. D'autre part, et sous réserve de l'autorisation administrative, les missions protestantes ont reçu la

---

(1) *J. O. I. F.* 1930, p. 1280.

(2) *J. O. I. F.* 1930, p. 584

permission de poursuivre leur œuvre en Indochine et ceci sans entraves.

De cette permission, il semble que la « Christian Church Missionary Alliance » ait usé largement, et au début de ce travail nous avons donné de sa situation actuelle un aperçu qui indique une grande activité. Cette activité semble avoir inquiété et surpris certaines sphères officielles au lendemain de l'arrêté. On y avait eu l'impression que la propagande protestante s'exerçait d'une façon sporadique, et qu'il suffirait d'obliger en ce qui concerne l'Annam les cinq ou six pasteurs habitant ce pays à régulariser leur situation au regard des autorités après une enquête sérieuse faite sur chacun d'eux. Or, la mission évangélique tout en restant dans les limites autorisées avait mis sur pied une organisation méthodique très homogène, réparti son action en secteurs, ouvert dans chacun de ces secteurs des oratoires, où parlaient des prédicateurs indigènes, la désignation de ces derniers étant d'ailleurs soumise à l'agrément du gouvernement local. On insistait dans les mêmes sphères sur l'importance des moyens financiers mis à la disposition de l'« Alliance », et l'on n'hésitait pas à affirmer parfois que le recrutement des catéchumènes était provoqué dans une large mesure par l'appât de fortes sommes. C'est d'ailleurs là une opinion assez répandue dans certains milieux coloniaux (1) où ces motifs de conversion sont plus facilement admis que les raisons d'ordre strictement spirituel — et ceci, qu'il s'agisse des missions catholiques ou des missions protestantes. Il nous semble qu'une pareille supposition ne repose sur aucun fait sérieux.

---

(1) Voir sur cet état d'esprit : VAN RAVESHOT L. : *Inséparables du Progrès*, Paris 1906. « Les agissements des missionnaires en Indochine ». CAMILLE PARIS et BARSANTI : *L'œuvre néfaste des Congrégations*, Paris, 1905.

Quoi qu'il en soit, il ne pouvait être question de revenir sur les dispositions libérales des arrêtés de 1929 1930.

Au reste, on reconnaissait que jusqu'à cette date « la moralité » de ces pasteurs étrangers ne paraissait pas mauvaise et qu'ils « semblaient ne s'occuper que de l'exercice du culte qu'ils ont » mission de propager en Extrême-Orient » (1). Mais on refusa, en Annam, de considérer que l'autorisation donnée ou à donner à chaque solliciteur sanctionne une obéissance quelconque. La valeur ainsi attribuée à chaque autorisation éviterait de donner une sorte de consécration officielle à une division du territoire de l'Annam en quelques circonscriptions territoriales dont chacune serait attribuée à un pasteur américain.

Au Cambodge, la « Seventh Day Adventist Mission », ou mission adventiste du septième jour, ayant sollicité l'autorisation de s'installer, le Conseil des Ministres, par une délibération du 17 février 1933, opposa une fin de non-recevoir absolue à cette demande. Tout acte de prosélytisme, quel qu'il soit, toute prédication, toute ouverture d'oratoire, sont donc formellement interdits à cette société. Toujours au Cambodge, et en ce qui concerne la « Christian Church Missionary Alliance » le Gouvernement a refusé, au début de 1932, l'autorisation de principe que sollicitait cette mission, mais a toléré, à titre provisoire, les établissements existant au 31 décembre 1931, à condition qu'ils s'interdisent toute extension, que toute création d'oratoires nouveaux soit suspendue et que tout prosélytisme actif parmi la population cambodgienne soit interrompue. Tout ceci avait été signifié aux missionnaires par une lettre du 26 janvier 1932. Or, il semble bien que les cinq pasteurs de l'Alliance, installés en 1932 au Cambodge, n'aient pas exactement tenu compte des li-

---

(1) Ce sont les termes employés par le Résident Supérieur en Annam, le 5 septembre 1929.

mites qui avaient été fixées à leur activité. Le Résident supérieur invita donc, en 1933, le directeur de l'Alliance à ordonner la fermeture immédiate des centres de prédication ouverts pendant l'année 1932. En dehors de ces quelques frottements, la nouvelle réglementation paraît avoir soulevé peu de difficultés.

Les missions de la Church Missionary Alliance se sont orientées, depuis quelques années, vers la création d'Eglises protestantes indigènes. Cette solution présente l'avantage de ne pas soulever de question relative à la condition des étrangers. Elle permettra aux Eglises Indigènes de former des associations religieuses, ayant la personnalité civile, aux termes du décret du 19 janvier 1939 qui fera l'objet d'une étude spéciale, dans le corps de notre II<sup>e</sup> partie consacrée aux biens ecclésiastiques.

### C) *Les Projets de réforme.*

Cette étude du régime des cultes catholique et protestant nous a montré combien peu nombreux étaient les textes qui réglementent la question. Au lendemain du vote de la loi de 1905, on s'était demandé s'il ne conviendrait pas de l'appliquer en Indochine. Pour diverses raisons, et entre autres l'inutilité d'une telle mesure, elle ne fut pas promulguée ; en France, en effet, elle avait porté sur des immeubles du culte appartenant à l'Etat. Elle en avait organisé le transfert à des associations culturelles (1). En Indochine, à part trois immeubles en Cochinchine, la situation était toute différente ; on avait affaire non à un clergé séculier, mais à des congrégations vivant avec leurs propres ressources, et les biens ecclésiastiques étaient la propriété des mêmes congrégations qui les avaient édifiés, aidés parfois par des souscripteurs volontaires ; on estimait en outre que la

---

(1) Sur la question de ce transfert, et en général des biens culturels : Henri GUINAUD : *Régime légal des biens culturels en France*, Sirey, 1938.

liberté du culte catholique ne pouvait causer aucun trouble. C'est à la suite des démêlés de la Christian Church Missionary Alliance, que la question fut posée à nouveau d'une réglementation générale sur la matière. Il convenait, pensait-on d'une part, de définir juridiquement les conditions dans lesquelles les différents cultes peuvent être publiquement exercés dans la colonie, et de l'autre de donner au Gouverneur Général et aux chefs d'administration locale, les moyens de contrôle et de répression éventuelle qui leur faisaient défaut.

Il fallait d'ailleurs comprendre dans cette réglementation non seulement les cultes européens — catholiques et protestants — mais encore les cultes indigènes. « Aujourd'hui, disait-on, de nombreux indigènes pratiquent des cultes occidentaux. Si la réforme envisagée n'atteignait que ces cultes, elle créerait une inégalité de traitement non seulement entre les divers cultes, ce qui ne serait pas juste, mais encore entre les indigènes qui exercent les cultes européens et ceux qui pratiquent les cultes locaux, ce qui serait encore moins admissible ».

A quoi nous répondrons brièvement que certains cultes extrême-orientaux ont un caractère absolument officiel, ainsi le culte du Ciel et de la Terre, dont le grand prêtre est le souverain lui-même ; et leur assimilation paraît difficile aux cultes occidentaux, vis-à-vis desquels la neutralité gouvernementale est affirmée ; d'autre part, et à l'inverse du cas précédent, il naît de temps en temps, en Indochine, un culte plus ou moins vague, et qui sous une façade religieuse, cherche à exercer une action politique contraire à la sûreté de l'Etat. Ici le problème de l'assimilation conduit à un dilemme : ou bien on assurera à ces groupements le régime libéral qui est celui des cultes européens en Indochine, et, par là-même, on leur donnera une existence publique qu'ils ne manqueront pas de mettre à profit à des fins trop connues. Ou bien, en prévision de pareilles

éventualités, il faudra prévoir un régime des cultes extrêmement restrictif, à certains égards draconiens, et dont pâtiront les véritables cultes, innocentes victimes des nécessités du contrôle. Certes, il est plus facile, et aussi plus harmonieux, de tout unifier, de créer une législation générale et impersonnelle. Mais alors, on se heurte à de redoutables réalités. Quoi qu'il en soit, la réglementation prévue devait embrasser tous les cultes.

On aurait pu s'inspirer du décret du 11 mars 1913 qui régit l'exercice public des cultes à Madagascar.

Celui-ci comprend cinq titres :

— *Le titre I* concerne les principes sur lesquels est basée la nouvelle législation : liberté de conscience, et libre exercice de tous les cultes. Il aurait fallu prévoir expressément que le nouveau régime n'était applicable qu'aux territoires français, son extension aux pays de protectorat devant faire l'objet d'ordonnances royales ultérieures. A cet effet, les gouvernements annamite et cambodgien, ainsi que le Roi de Luang-Prabang auraient été pressentis, et leur adhésion éventuelle sollicitée.

— *Le titre II* traite des édifices du culte. Sur demande à lui adressée par la collectivité des fidèles, le chef d'Administration locale peut autoriser l'ouverture d'un édifice au culte public. Il peut également, pour des motifs tirés de la sûreté publique, ajourner cette autorisation... De même le chef d'Administration locale peut, par arrêté, prononcer sous certaines conditions la fermeture provisoire ou la désaffectation (s'il s'agit d'un immeuble domanial) d'un édifice cultuel. (Il y a déjà, dans un des rares textes annamites relatifs à la matière, une disposition semblable : art. 75 du Code annamite) (1).

— *Le titre III* est relatif à l'exercice du culte. Ce projet prévoit l'institution de collectivités de fidèles (associations culturelles de la métropole) chargées de subvenir à l'entretien de

---

(1) Voir PHILASTRE : *Code Annamite* (Tome I, page 366).

l'édifice consacré au culte ainsi qu'aux frais et à l'exercice public de ce culte. Ces associations pourront recevoir des cotisations, procéder à des quêtes..., de constituer des assemblées dans le seul but de régler les questions se rapportant à l'exercice du culte, sauf à en faire la déclaration au chef de province.

— *Le titre IV* a trait à la police des cultes. Les réunions tenues en vue de la célébration d'un culte sont publiques. Ces réunions peuvent, sous certaines conditions, et sur l'autorisation du chef de province, avoir lieu dans un immeuble particulier. Cette autorisation peut être ajournée ou retirée pour des motifs d'ordre public.

Les manifestations extérieures du culte et les sonneries de cloches sont réglées par arrêtés municipaux ou locaux suivant les cas. Il est prévu certaines infractions spéciales réprimées par des pénalités correctionnelles.

— *Le titre V* enfin, contient des dispositions d'ordre général et sans grande importance.

Au contraire du décret relatif à l'exercice des cultes à Madagascar, le projet aurait dû éviter de poser le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat, car, nous l'avons dit, il existe en Annam et au Cambodge, des cultes officiels : culte du Ciel et de la Terre, culte des Héros dans le premier pays ; Bouddhisme dans le second.

En définitive le régime en question n'a pas été appliqué en Indochine. On peut supposer que la réglementation en est trop générale pour être applicable aux religions nombreuses et très différentes les unes des autres qui existent en Indochine. Signalons toutefois, avant d'en faire une analyse complète, que le décret du 19 janvier 1939, réglementant la matière des biens des groupes religieux, et leur accordant la personnalité civile, a, par là-même, reconnu leur existence légale.

## II. — L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement constitue la deuxième partie de notre tryptique : libertés religieuses. Nous étudierons seulement la liberté d'enseigner accordée aux missions catholiques. En effet, jusqu'ici, les pasteurs français et la Christian Church Missionary Alliance n'ont pas ouvert d'écoles, si l'on excepte la maison d'éducation de Dalat, où sont élevés les enfants de pasteurs américains. Il est bien entendu que la législation en vigueur serait applicable aux missions protestantes si elles s'avisaient d'ouvrir des établissements scolaires.

Par contre, et les chiffres de notre Introduction en font foi, les missions catholiques font œuvre d'enseignement.

Les textes de principe qui régissaient la matière jusqu'au décret de 1924 (1) ne sont pas nombreux.

*Dans les pays de colonie*, aucun texte. La liberté de l'enseignement était partout admise. Par raisonnement d'analogie, la liberté d'enseigner établie en France était étendue aux pays de colonie, terres françaises.

*Au Tonkin et en Annam*, la liberté de l'enseignement résultait assez nettement du traité de 1874 (2) : « Les évêques, les missionnaires et les prêtres annamites auront le droit d'acheter et de louer des terres, de bâtir des églises, des écoles ». Or, le droit de bâtir des écoles paraîtrait assez théorique s'il ne se doublait du droit d'enseigner dans ces mêmes écoles.

---

(1) *J. O. I. F.*, 1924, p. 1847.

(2) L. DE REINACH' : *Loc. cit.*, I, p. 146.

*Enfin, au Cambodge*, le traité de protectorat (11 août 1863) (1), était encore plus net :

*Art. 15* : Les missionnaires catholiques auront le droit de prêcher et *d'enseigner*. Ils pourront, avec l'autorisation du Gouvernement Cambodgien, construire des écoles, etc...

Tels sont les textes de principe. Il est intéressant d'étudier *l'évolution de la question de l'enseignement en Indochine (jusqu'au décret de 1924)*.

Au début de l'occupation française, les écoles religieuses sont les seules existantes. Elles ont, par là-même, un caractère officiel. Des arrêtés réglementent souvent les conditions d'admission dans ces établissements et leur fonctionnement. Le premier arrêté relatif à la question est du 29 septembre 1861 (2) : il crée 30 bourses d'enseignement à l'Ecole d'Adran, et les 15 et 30 janvier 1862 (3), d'autres bourses sont mises à la disposition du même établissement et de l'Institution des filles de la Sainte-Enfance. Le 22 juin 1868 (4), le gouvernement fixe les conditions auxquelles seront admis au collège d'Adran les jeunes annamites élevés en France et, le 23 août 1870 (5), crée de nouvelles bourses pour la Sainte-Enfance.

Bien plus, les directeurs et les professeurs sont nommés par l'Administration : signalons notamment deux arrêtés du 1<sup>er</sup> février 1866 (6), nommant le Frère X..., des Frères des Ecoles chrétiennes, directeur de l'Ecole française de Saïgon, au traitement de 2.500 francs par an ; et membres de cette école, des Frères du même Institut. Le traitement de ces derniers est de 1.500 frs

(1) L. DE REINACH' : *Loc. cit.*, p. 98.

(2) Mentionné dans l'arrêté du 15 janvier 1862.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1862, pp. 37 et 38.

(4) *B. O. Cochinchine*, 1868, p. 131.

(5) *B. O. Cochinchine*, 1870, p. 266.

(6) *B. O. Cochinchine*, 1866-1867, p. 22.

par an. L'Administration contrôle également les écoles de province : le 24 août 1870 (1), le gouvernement décide de créer un internat à l'Ecole des Frères de Vinh-Long. L'admission dans cet établissement sera prononcée par l'Inspecteur de Vinh-Long.

D'autres mesures témoignent de la bienveillance officielle à l'égard des établissements d'enseignement religieux : ainsi, le 10 août 1862 (2), une ration de vivres est accordée aux religieuses attachées à l'orphelinat et aux écoles de la Sainte-Enfance en Cochinchine, « considérant que ces institutions sont appelées à répandre une instruction française et religieuse parmi la population, et destinée à rendre de grands services à notre nouvelle possession de Cochinchine ». Un crédit de 10.000 francs est alloué au petit séminaire (10 février 1871) (3).

Le 13 mai 1872 (4), arrêté faisant concession d'un immeuble domanial à l'œuvre de la Sainte-Enfance, « considérant que cette œuvre rend les services les plus grands en répandant l'instruction parmi la population ».

Enfin, le caractère public de l'enseignement donné par les Frères (5) et les Sœurs est souligné par le fait qu'une allocation mensuelle leur est payée pour l'abonnement des fournitures classiques.

Cependant, dans la Métropole, des lois de 1881, 1882 organisent l'enseignement primaire, laïque et obligatoire. Des écoles laïques sont ouvertes en Cochinchine. Désormais l'enseignement congréganiste perd le caractère officiel (6) qu'il avait revêtu jusque-là du fait des circonstances.

(1) *B. O. Cochinchine*, 1870, p. 235.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1862, p. 207.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1871, p. 308.

(4) *B. O. Cochinchine*, 1872, p. 127.

(5) A ce moment, les Frères donnent un enseignement officiel dans les provinces suivantes : Mytho, Vinh-Tong, Bac-trang.

(6) La France ne s'est installée définitivement au Tonkin qu'en 1884. Les lois laïques étaient donc votées depuis deux ans, et l'enseignement

Toutefois, de bons rapports subsistent encore entre le Gouvernement et l'enseignement libre : l'administration accorde toujours un appui financier aux écoles privées, sous forme de subventions ; on peut signaler, à cet égard, l'arrêté du 13 mai 1885 (1), portant qu'une subvention de 25 centimes par élève et par an est accordée à la Mission pour les écoles de l'intérieur dirigées par les missionnaires. « Cette subvention sera portée au chapitre : subventions aux écoles d'externes tenues par les missionnaires dans l'intérieur du pays ». En 1887, l'Administration accorde aux écoles religieuses une subvention de 50.000 frs. Malgré l'importance relative de cette somme, on peut mesurer l'économie réalisée par le fait de l'existence d'écoles privées, en consultant les documents de l'époque : l'école municipale laïque, pour les Européens, comprend 3 professeurs et 8 instituteurs pour 65 élèves, soit environ un maître pour 6 élèves. Par ailleurs, chaque élève de cette école coûte annuellement à l'Administration la somme de 1.300 francs-or (2), soit un total de 84.500 francs-or, sans préjudice, naturellement, des traitements alloués aux trois professeurs, et aux huit instituteurs. Ces chiffres font mieux comprendre la faveur dont jouit l'enseignement privé. Dans la même année, les Sœurs ont 184 élèves européens, 1.200 élèves et 800 orphelins annamites.

Plus tard, au début du xx<sup>e</sup> siècle, les subventions se font plus rares, pour disparaître complètement. Le 7 juillet 1904, la loi votée par la Chambre dispose dans son article premier que « l'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux membres des congrégations. Les congrégations au-

---

congréganiste n'a pas eu dans ce pays le caractère officiel qu'il avait revêtu en Cochinchine. Il en est de même pour l'Annam. Enfin, au Cambodge et au Laos, l'enseignement français était presque inexistant à cette époque.

(1) *B. O. Cochinchine*, 1885, p. 192.

(2) *Bulletin des Missions Etrangères* (1888).

torisées à titre de congrégations exclusivement enseignantes, seront supprimées dans un délai maximum de 6 ans ».

Si cette disposition avait été étendue à l'Indochine, elle aurait atteint les établissements scolaires des Sœurs de St-Paul de Chartres, et des Frères des Ecoles Chrétiennes. Après quelques hésitations (1), il fut décidé de ne pas promulguer en Indochine la loi du 7 juillet 1904, et l'on se contenta de supprimer toutes les subventions allouées jusqu'alors. Une affaire, toutefois, traduit assez bien la mentalité des milieux officiels au début du xx<sup>e</sup> siècle.

En 1907, le Siam et la France sont en litige au sujet du territoire de Battambang. Le gouvernement français encourage la création d'une école tenue par les Frères des Ecoles chrétiennes dans la ville de Battambang. Sur ces entrefaites, un traité signé le 23 mars 1907 (2) qui reconnaît la souveraineté de la France sur le territoire. Une subvention est encore accordée les 31 janvier et 27 septembre 1907 (3) à cette école. Mais par la suite, cet établissement est supprimé par les autorités françaises.

Une longue période sépare cet incident, du 18 septembre 1924, date à laquelle le décret réglait la matière de l'enseignement en Indochine. Pendant toute cette période, des subventions sont chaque année allouées « aux établissements scolaires français » dans les pays d'Extrême-Orient. Or ces établissements sont dirigés, comme en Orient, comme en Amérique, par des religieux et des religieuses : les Sœurs de Saint Maur, les Missions Etrangères, les Frères des Ecoles chrétiennes, au Siam, au Kouang-Si, à Hong-Kong, etc.

Peu à peu, l'enseignement, tant privé que public, prend un essor considérable en Indochine. Le besoin se fait alors sentir

---

(1) Il fut question d'expulser les Frères.

(2) L. DE REINACH : *Loc. cit.*, T. II, p. 124.

(3) *J. O. I. F.* 1907, pp. 214 et 1422.

de réglementer la matière d'une manière précise et définitive, d'autant plus que des établissements suspects tendent à se créer. *De ce besoin est né le décret du 14 mai 1924* (1). Il établit un régime légal de contrôle de l'enseignement privé, au double point de vue de la capacité des personnes faisant profession d'enseigner et des conditions d'hygiène dans lesquelles les écoliers fréquentant ces établissements se trouvent placés. En outre il permet au Gouvernement de prévenir l'ouverture d'écoles dont le but serait douteux.

On peut diviser ce texte en trois parties : la première a trait à l'autorisation d'ouverture des établissements scolaires d'enseignement privé ; la deuxième est relative à la surveillance des mêmes établissements. Enfin, la troisième partie prévoit des sanctions en cas de contravention au décret.

Voyons d'abord ce qui concerne l'autorisation. Il est dit, dans le texte, que nul ne peut ouvrir un établissement d'enseignement privé en Indochine sans être muni d'une autorisation préalable. Les rédacteurs ont saisi cette occasion pour préciser que « est considéré comme établissement d'enseignement privé, tout établissement, même annexé à un séminaire ou à un établissement sanitaire ou d'assistance, comportant plus de cinq élèves ».

Cette définition donnée, le décret précise les conditions de l'autorisation :

Elle... « est accordée par le Gouverneur Général pour les établissements d'enseignement supérieur et par le Résident Supérieur ou Gouverneur pour tous les autres établissements.

Cette autorisation peut être refusée, pour motif d'ordre public ; en ce cas, le refus est définitif, et n'est susceptible d'aucun recours. Pour tout autre motif, le refus d'autorisation est provisoire ». Une procédure d'examen est alors prévue.

---

(1) *J. O. I. F.* 1924, p. 1847.

La demande d'autorisation devra être précise : « Elle... énoncera :

1°) l'ordre et le degré de l'enseignement qui sera donné dans l'établissement à ouvrir.

2°) le nombre des maîtres et des classes prévues.

3) l'engagement d'appliquer les programmes de l'enseignement officiel dans la série des classes préparant aux examens publics, de tenir les registres en usage dans les écoles officielles, de fournir un rapport annuel sur la situation matérielle et morale de l'établissement, de se soumettre à la visite, en tout temps, de l'administration de la circonscription, des inspecteurs officiels de l'enseignement et des médecins du service de Santé ».

D'autres renseignements relatifs aux maîtres sont exigés :

« Si la demande est formulée par un particulier, elle énoncera en outre, ses nom, âge, qualité, nationalité, et titres universitaires, et sera accompagnée d'un extrait de son casier judiciaire.

Si la demande émane d'une association, les mêmes indications et justifications devront être données pour le directeur, et le demandeur devra apporter en même temps la preuve qu'il est mandataire qualifié de l'association et fournir un exemplaire des statuts de celle-ci ».

Et qui concerne plus particulièrement notre matière :

« Les associations et congrégations religieuses enseignantes autorisées conformément aux lois en vigueur dans la métropole, et celles qui sont admises par les traités à la libre pratique de leur religion dans les pays de protectorat de l'Annam et du Tonkin seront dispensées de la production de ce dernier document ».

Or il faut remarquer que depuis la loi de 1907, aucune congrégation n'est autorisée à enseigner, conformément aux lois de la métropole. Mais, au cours de l'année 1924 la Chambre des

Députés avait voté un texte aux termes duquel les congrégations « coloniales » étaient reconnues sur le territoire des colonies (1). Sans doute est-il fait allusion à ce texte qui n'a pas encore été ratifié par le Sénat, mais qui a créé un état de fait dont il faut tenir compte.

La première partie du décret spécifie encore que toute désignation d'un nouveau directeur devra être notifiée pour autorisation à l'autorité administrative dans un certain délai. Enfin, des mesures transitoires sont prises au sujet des établissements non autorisés au moment de la publication du décret au Journal Officiel sous la seule condition de formuler au Résident Supérieur ou au Gouverneur, une déclaration contenant tous les renseignements et justifications exigés pour l'autorisation.

La deuxième partie du décret a trait, comme nous l'avons indiqué, à la surveillance des établissements d'enseignement privé. Elle prévoit que celle-ci sera organisée par des arrêtés des chefs d'administration locale et qui devront être réglementés :

a) — les conditions de capacité et garanties de tout ordre imposées au personnel indigène.

b) — les conditions matérielles requises des bâtiments destinés aux classes et à l'habitation des élèves.

c) — enfin, le mode de contrôle exercé par l'administration.

En tout cas « cette réglementation devra exiger que l'enseignement soit donné en langue française ou en langue indigène, et respecter les méthodes scolaires de chacun, et le libre choix des livres scolaires, sous réserve que ceux-ci ne contiendront

---

(1) Voir sur ce point : Maurice BARRÈS : *Faut-il autoriser les congrégations, Frères des Ecoles Chrétiennes, etc.*, Paris, 1924, Plon-Nourrit.

La question a été reprise par la Chambre des Députés, qui a voté à nouveau l'autorisation des « Congrégations » coloniales en 1929. Le cas des Frères des Ecoles Chrétiennes a été réglé favorablement le 27 mars 1929. Le Sénat ne s'est pas encore prononcé.

rien de contraire à la morale, à l'organisation française, ou à celle des Etats protégés, et ne seront pas interdits par le conseil consultatif de l'Instruction publique ».

De plus, est prévue la constitution de deux Conseils :

1) — Un conseil local de l'Enseignement dans chacun des pays de l'Union Indochinoise. Ce conseil, lorsqu'il sera appelé à statuer en matière disciplinaire intéressant les membres de l'enseignement privé, comprendra obligatoirement deux membres de cet enseignement.

2) — Une section de discipline permanente au sein du Conseil consultatif de l'Instruction publique. Cette section comprend deux membres de l'Enseignement privé.

*Enfin, la troisième partie* du décret est consacrée aux sanctions :

Il en est créé trois catégories :

- a) — la censure.
- b) — l'interdiction provisoire ou définitive de la profession.
- c) — le retrait d'autorisation comportant la fermeture de l'établissement.

De plus, des amendes sont prévues.

Tel est l'essentiel des dispositions de ce décret qui constitue désormais la charte de l'enseignement privé en Indochine. Avec leur exposé ne se termine pas la première partie de ce travail. *Nous avons encore à étudier le régime de l'assistance en Indochine*, c'est-à-dire ce qui concerne la liberté de créer des établissements de bienfaisance médicale et sociale, et les dispositions légales prises à ce sujet.

Mais une autre question retiendra notre attention dans cette étude de l'« Assistance », à savoir le régime des hôpitaux de l'Etat, dont on sait que jusqu'à une date assez récente le ser-

vice fut, en France, assuré par des religieuses. Comment le problème s'est-il posé en Indochine ? Comment a-t-il été résolu ? Voilà qui sera examiné dans une deuxième partie de ce chapitre.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de remarquer que les Missions protestantes n'ont pas établi d'établissements d'assistance médicale ou sociale, à de rares et passagères exceptions. Comme pour l'enseignement, nous serons donc amenés à n'envisager que la situation des Missions catholiques à l'égard du problème traité.

L'assistance privée, prodiguée par des religieuses catholiques, est entièrement libre en Indochine. Pour la Cochinchine et les autres territoires français de l'Union, il n'existe aucun texte. Mais là encore on a assimilé ces pays de souveraineté française à la Métropole. Au Tonkin et en Annam, le traité du 15 mars 1874 fait allusion aux établissements de bienfaisance, et en autorise la création, d'une manière indirecte. « Les évêques, les missionnaires, les prêtres annamites auront le droit... de bâtir... des hôpitaux... orphelinats ».

Au Cambodge, une disposition à peu près analogue a été insérée au traité de protectorat du 11 août 1863 :

*Art. 15.* — Les missionnaires catholiques pourront, avec l'autorisation du gouvernement Cambodgien, construire des écoles, des séminaires, *des hôpitaux*.

Dès le début, les Missions catholiques ont usé du droit qui leur était reconnu, et il suffit de se reporter aux statistiques de notre Introduction pour se rendre compte de l'importance des établissements hospitaliers édifiés par leurs soins. Ils ont bénéficié de la bienveillance administrative, surtout jusqu'à 1904, et ceci est tout à fait normal, étant donné les immenses services so-

ciaux que rendait leur action. On trouve, le 8 août 1902 (1), un arrêté accordant une subvention de 1.000 piastres à Mgr Gendreau, « en vue de contribuer à la construction d'un hôpital indigène à Kèso.

Beaucoup plus tard encore, une décision du 30 mai 1919 (2) accorde une subvention de 5.000 piastres à l'« Asile des Vieillards » et à la Sainte-Enfance de Hué. De plus, fréquemment, des subventions sont allouées aux œuvres de charité des Missions catholiques en Chine, au Siam, par exemple le 16 août 1902 (3), le 21 mars 1903 (4), le 27 septembre 1907 (5), le 16 mars et le 18 avril 1919 (6), le 22 mai 1920 (7), etc...

Enfin, le décret du 9 novembre 1923 (8), et les arrêtés du 10 décembre 1924 (9) et le 7 février 1925 (10), on organisé la surveillance administrative des établissements privés de bienfaisance en Indochine. Ils ont eu pour but d'assurer de bonnes conditions d'hygiène, et de contrôler la moralité et le loyalisme des dirigeants. A cette époque, il semble que des groupes assez suspects ont essayé, sous le masque éminemment respectable de la charité, de propager des doctrines contraires à la sûreté de l'Etat. L'institution de la surveillance administrative a permis de contrôler étroitement leurs activités et au besoin de les interdire.

Le décret porte sur trois ordres de dispositions, relatives à l'ouverture des établissements de bienfaisance, à leur fonction-

(1) *B. O. de l'Annam-Tonkin*, p. 717.

(2) *J. O. I. F.* 1919, p. 1137.

(3) *B. O. Tonkin*, p. 728.

(4) *J. O. I. F.* 1903, p. 609.

(5) *J. O. I. F.*, 1907, p. 1506.

(6) *J. O. I. F.*, 1919, pp. 549 et 918.

(7) *J. O. I. F.*, 1920, p. 932.

(8) Promulgué le 13 janvier 1924, p. 74 du *J. O. I. F.* 1924.

(9) *J. O. I. F.*, 1924, p. 2028.

(10) *J. O. I. F.*, 1925, p. 213.

nement, et aux sanctions à prendre éventuellement contre lesdits établissements.

Il pose le principe qu'aucun d'entre eux ne peut être ouvert sans qu'ait été faite une déclaration indiquant le siège de l'œuvre, ses ressources, les conditions d'hygiène de son installation, son but, le nombre maximum d'assistés que l'établissement sera susceptible de recevoir et la personne responsable de sa direction. Les directeurs des établissements existant à la date du décret devront procéder à la même déclaration.

Sont incapables de diriger un établissement de bienfaisance privé ou d'y être employés, ceux qui ont subi une condamnation pour crime ou pour délit contraire à la probité et aux mœurs. Du point de vue du fonctionnement, l'art. 6 précise que le directeur doit tenir un registre, côté et paraphé par le maire ou chef de province, sur lequel sont consignées les indications relatives à l'identité des assistés, ainsi que la date de leur entrée et de leur sortie.

D'autre part, la surveillance permanente est assurée dans chaque municipalité ou province par une Commission sanitaire de trois membres. En tout temps, le directeur de l'établissement doit se mettre, s'il en est requis, à la disposition des membres de la Commission. Après chaque visite, la Commission fait un rapport. Enfin, si le fonctionnement laisse à désirer, le chef d'Administration locale adresse au directeur de l'établissement telles injonctions qu'il croit utiles, et lui impartit un délai pour s'y conformer. Si le directeur n'y satisfait pas, la fermeture de l'établissement peut être prononcée. Toutes ces dispositions sont assorties de diverses peines. Elles sont applicables aux particuliers, aux associations soit laïques, soit confessionnelles.

Mais les religieuses catholiques ne se dévouaient pas seulement aux œuvres d'assistance purement privée avant le décret de 1904. Elles soignaient aussi les malades dans les hôpitaux du

service général : grands hôpitaux de Hanoï, Saïgon, etc..., et dans les hôpitaux provinciaux. Ainsi le régime alors en vigueur en France était appliqué en Indochine, et ceci d'autant plus volontiers qu'on eût été bien embarrassé d'employer des infirmières laïques, d'un recrutement encore difficile.

Ces Sœurs dépendaient de l'Administration qui fixait les moindres détails de leur statut, ainsi qu'en témoigne l'ordre du 10 novembre 1866 (1) « déterminant la ration allouée aux Sœurs affectées au service des hôpitaux et ambulances ». De plus, de nombreux arrêtés ont été pris qui affectent des religieuses à tel ou tel hôpital : par exemple la décision du 3 août 1866 (2) qui nomme une quatrième sœur à l'hôpital de Choquan, celle du 29 mars 1877 (3) qui met à la disposition de l'hôpital de Chandoc, deux sœurs de St-Paul de Chartres ; celles des 24 janvier 1881 (4), et 17 octobre 1885 (5), relatives à l'hôpital de Mytho, et à l'ambulance de Pnom-Penh, celle enfin du 7 décembre 1902 (6) (Hôpital de Choquan). L'Administration allouait des indemnités annuelles aux Sœurs employées dans les établissements du service hospitalier : des arrêtés réglaient cette question pour l'ensemble des hôpitaux, et en particulier pour celui de Saïgon, les 24 février et 8 novembre 1890 (7). L'arrêté du 11 juin 1898 (8) accordait une solde annuelle aux Sœurs françaises et indigènes de l'hôpital de Thanh-Hoa.

Tout le monde était satisfait de cet état de choses. Mais pendant ce temps en France, des mesures de laïcisation générale

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1866-1867, p. 200.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1866-1867, p. 121.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1877, p. 86.

(4) *B. O. Cochinchine*, 1881, p. 63.

(5) *B. O. Cochinchine*, 1885, p. 375.

(6) *B. O. Cochinchine*, 1902, p. 860.

(7) *B. O. Cochinchine*, 1890, p. 222.

(8) *B. O. Annam-Tonkin*, 1898, p. 1026.

étaient prises dans tous les services, et notamment dans les services hospitaliers, où les Sœurs étaient remplacées par un personnel laïque.

Une circulaire ministérielle du 28 novembre 1903 enjoignit au Gouvernement indochinois d'étudier la question. Elle fut suivie par d'autres circulaires des 23 avril, 4 juin et 16 août 1904, de plus en plus pressantes. C'est alors que la décision fut prise, non certes sans quelques hésitations. Un arrêté parut le 20 novembre 1904 (1). Il comportait deux articles :

*Art. I.* — Les religieuses hospitalières de la Congrégation de Saint-Paul de Chartres seront remplacées dans les établissements hospitaliers du service général, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1905, par un personnel d'infirmiers permanents et temporaires, et d'agents secondaires.

*Art. II.* — La composition de ce personnel secondaire et les allocations à lui attribuées seront déterminées par arrêté ultérieur.

Les Sœurs durent s'en aller. Mais la mesure fut d'application restreinte : d'abord elle n'avait trait qu'aux hôpitaux du service général. Et les hôpitaux provinciaux furent laissés libres de choisir. Et on vit alors ceci : les notables annamites qui avaient créé les établissements hospitaliers de la deuxième série, protestèrent qu'il avaient toujours eu à se louer du zèle des religieuses. En conséquence, ils refusèrent de s'en séparer. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, presque tous les hôpitaux provinciaux de Cochinchine, et quelques hôpitaux du même ordre, au Tonkin, sont desservis par les Sœurs de Saint-Paul de Chartres (2).

---

(1) *J. O. I. F.*, 1904, p. 1532.

(2) Un arrêté du 9 juillet 1924 a fixé à 75 piastres la solde mensuelle des sœurs européennes, et à 30 piastres celle des sœurs indigènes.

Par ailleurs encore, il n'a pas été possible de remplacer le personnel religieux dans certains établissements : nous voulons parler ici de ces villages dans lesquels sont parqués et soignés les lépreux. Ne faut-il pas avoir renoncé à toute activité normale dans la société pour se tenir sans cesse parmi ces malheureux ? On conçoit, dans ces conditions, que les Sœurs n'aient pu être remplacées « dans ces établissements, à la date du 1<sup>er</sup> janvier, par un personnel d'infirmiers permanents et temporaires ». Le recrutement de ce personnel eût été impossible...

Tel est, dans son ensemble, l'état actuel de la question d'assistance privée en Indochine ; avec son exposé se termine notre étude du statut des libertés religieuses dans les divers pays de l'Union.

Pour assurer l'exercice de ces libertés religieuses, culte, enseignement, assistance, il faut un grand nombre d'édifices de toutes sortes. D'autre part, pour les entretenir, pour leur donner des revenus, les Missions possèdent des immeubles et des terrains. Nous sommes donc tout naturellement conduits à étudier le statut des biens ecclésiastiques, dans les pays de l'Union Indochinoise.



## DEUXIEME PARTIE

---

### Le Statut des Biens ecclésiastiques

---

C'est l'étude du statut des biens ecclésiastiques qui fera l'objet de la II<sup>e</sup> partie de ce travail.

Précisons dès maintenant ce que représentent ces biens : il y en a, comme nous venons de l'indiquer, deux sortes :

— d'abord les biens non productifs de revenus ; ce sont les édifices du culte : églises, chapelles, oratoires ; les bâtiments consacrés à l'enseignement et à l'assistance : écoles, hôpitaux, hospices, léproseries, orphelinats, etc... ; les immeubles occupés par les ordres religieux : monastères comme ceux du Carmel et de la Trappe ; les maisons dans lesquelles logent les évêques et leurs services ; les presbytères.

— en second lieu, les biens productifs de revenus, lesquels revenus sont consacrés à l'entretien du personnel et des œuvres dont il a été parlé précédemment.

Quelle peut-être en Indochine, la consistance de ces biens ? Il faut distinguer : les missions protestantes, peu nombreuses, ne s'occupent ni d'enseignement ni d'assistance. Il ne saurait donc être question pour elles de biens tels que : hôpitaux, écoles et pas davantage de revenus pour subvenir aux dits biens. L'importance de leurs immeubles est tout à fait négligeable.

« L'Association pour le maintien et le développement du culte protestant dans les Colonies et Protectorats français » (dite encore : Société d'Évangélisation des Colonies Françaises) qui, nous le savons, ne compte que deux pasteurs, possède seulement : un temple et un presbytère à Hanoï, un temple et un presbytère à Haïphong, un temple et un presbytère à Saïgon, enfin une maison à Dolat. Ces édifices rentrent dans la première catégorie : ils ne sont pas productifs de revenus. La « Christian Church Missionary Alliance » a des biens plus nombreux, mais on peut les classer, également, dans la première catégorie : temples, presbytères, oratoires ; une maison de repos à Dolat, où quelques enfants de pasteurs sont en pension ; enfin, le séminaire protestant de Tourane.

Presque toutes les ressources des Missions évangéliques sont fournies par des œuvres missionnaires de l'extérieur.

Les Missions catholiques au contraire, occupent un grand nombre de bâtiments et de terrains en Indochine, pour les raisons que nous avons dites. La consistance de leurs biens est fort importante (1). En ce qui concerne les Missions étrangères (2), société missionnaire de beaucoup la plus développée, voici quelle est la valeur « déclarée » des biens :

|                        |           |           |
|------------------------|-----------|-----------|
| — Au Tonkin .....      | 1.727.000 | piastres. |
| — En Annam .....       | 700.000   | —         |
| — En Cochinchine ..... | 1.453.000 | —         |
| — Au Cambodge .....    | 1.301.000 | —         |

---

Total ..... 5.186.000 piastres (3).

---

(1) A Hanoï, par exemple, la Mission possède tout un quartier derrière la Cathédrale et d'autres terrains, boulevard Rollandes et avenue Carnot.

(2) La plupart des écoles gérées par les Frères, les Sœurs, etc..., sont inscrits sur les livres fonciers, de même que les hôpitaux, au nom de la Société des Missions Étrangères.

(3) En monnaie française : 51 millions 860.000 francs.

Ce chiffre représente la valeur déclarée des biens soumis à l'action du fisc ; en l'espèce à la taxe d'accroissement et de main-morte et à l'impôt sur le revenu. Or, seuls les biens productifs de revenus paient cette taxe. D'où il résulte qu'en fait, la consistance des biens ecclésiastiques s'élève à un chiffre beaucoup plus élevé, si l'on considère l'ensemble du patrimoine. Il est permis de remarquer en outre, que la valeur effective doit être, à l'heure actuelle, plus élevée que la valeur « déclarée », comme dans la plupart des évaluations fiscales.

De plus les Missions espagnoles du Tonkin possèdent des biens assez considérables.

Le plus grand nombre des établissements occupés par les Congrégations qui n'exercent pas de ministère paroissial sont inscrits au nom de la Société des Missions étrangères ou des Dominicains espagnols : ainsi les maisons des Frères des Ecoles chrétiennes, sauf deux d'entre elles qui ont des Frères pour propriétaires légaux. Ainsi les établissements des Franciscains, des Amantes de la Croix, des Tertiaires de Saint Dominique, des Franciscaines Missionnaires de Marie, etc...

Certaines catégories de biens font entièrement ou partiellement exception à la règle posée plus haut :

— les immeubles des Chanoinesses de Saint-Augustin (connues sous le nom de : Religieuses des Oiseaux), appartiennent, au point de vue civil, à la Société Saint-Augustin, Société anonyme dont le Siège Social est à Paris ;

— certains immeubles occupés par les Sœurs de Saint-Vincent de Paul sont la propriété de leur Compagnie qui a été autorisée le 3 février 1934, par le Gouverneur Général de l'Indochine, à se livrer à divers actes de la vie civile, en étant représentée par la Sœur visitatrice. La maison mère, et la maison de Charité du Tu-Duc, ainsi que celle de Dalat lui appartiennent. L'établissement de Qui-Nhon, et les classes construites par la

Compagnie sur un terrain dépendant des Missions étrangères restent officiellement la propriété de celles-ci. La maison de Nha-trang a été construite dans les mêmes conditions, mais le terrain ayant été, depuis, entièrement payé par la Compagnie, sa situation est en voie de règlement.

— les établissements des Sœurs de St-Paul de Chartres (Congrégation reconnue par décret du 23 juillet 1811) appartiennent à la Société des Missions étrangères ou bien sont construits sur des terrains de Chrétientés, ou bien enfin sont la propriété de la Congrégation.

— en dernier lieu, les Sulpiciens, qui forment l'une des cinq Congrégations d'hommes reconnues (1), possèdent le Grand Séminaire de Hanoï.

Mais les biens de toutes les autres Congrégations établies en Indochine ont été inscrits soit au nom de leurs membres, soit le plus souvent au nom de la Société des Missions étrangères ou de la Province Dominicaine de Manille.

Enfin, il faut compter au nombre des biens ecclésiastiques, ceux des paroisses et des cures situés dans les vicariats apostoliques de l'Union. Il serait très difficile d'évaluer la consistance de leurs biens, mais on peut affirmer qu'ils sont d'une importance assez considérable.

C'est le statut de tous ces biens ecclésiastiques, ceux d'abord des Missions catholiques, ceux ensuite, des Missions protestantes, que nous allons étudier maintenant.

A l'intérieur de notre étude sur le statut des biens des Missions catholiques, nous nous poserons les questions suivantes :

Quelle était la situation antérieurement au décret de 1939, dans les pays de colonie et dans les pays de protectorat ?

---

(1) Ordonnance du 3 avril 1816. Loi du 2 janvier 1817. Avis du Conseil d'Etat : 16 janvier 1901. (Sirey : Lois annotées, 1902, page 291).

Puis, deuxièmement, sur quelles bases allait-on édifier un règlement définitif du statut des biens ecclésiastiques en Indochine ?

Enfin, troisièmement, quelle est la situation actuelle, depuis le décret du 19 janvier 1939 ?

Des Missions catholiques, nous passerons aux Missions protestantes. Nous étudierons le régime de leurs biens avant et après le décret, en distinguant, pour chacun de ces stades, le cas des pasteurs protestants français et celui de la Christian Church Missionary Alliance.

## MISSIONS CATHOLIQUES

### 1° DANS LES PAYS DE COLONIE

#### A) *La situation avant le décret de 1939*

La pacification religieuse, on s'en souvient, ne s'est produite dans l'Empire d'Annam qu'à partir de l'occupation française. Cette occupation s'est produite, en ce qui concerne la Cochinchine, en 1860. Le pays était placé sous un régime de colonie (1), c'est-à-dire qu'il était rattaché directement à la métropole, et que les droits d'aucun souverain n'y étaient reconnus.

La même qualité de colonie est reconnue à certaines villes cédées par des instruments diplomatiques successifs, aux autorités françaises. Ce sont les villes de Hanoï, de Haïphong et de Tourane (2). Enfin, le Laos se trouve dans une situation analogue, bien que son statut ait paru jusqu'à ces derniers temps indécis : le pays a été annexé sans qu'aucun traité réglant le partage des

---

(1) Traité du 5 juin 1862 (L. DE REINACH' : *Loc. cit.*, I, p. 94).

(2) Traité du 6 juin 1884 (L. DE REINACH', I, p. 202) et Ordonnance royale du 1<sup>er</sup> octobre 1888 (MICHEL : *Code Judiciaire*, p. 16).

pouvoirs entre le souverain local et la puissance occupante n'ait été signé par la France et le Roi de Luang-Prabang. Cette question de droit public, magistralement étudiée par M. Couzinet, professeur à l'Ecole de Droit de Hanoï (Revue Indochinoise 1937) ne peut nous retenir longtemps. Nous dirons seulement que le Laos septentrional, soumis dans une certaine mesure au roi de Luang-Prabang, ne jouit pas, dans la pratique administrative, du même régime que le Laos méridional considéré entièrement comme une colonie. Dans cette dernière partie du pays, en Cochinchine, et dans les villes françaises, le statut des Missions catholiques est déterminé soit par des actes du législateur métropolitain, soit par des arrêtés du Gouverneur Général, du Gouverneur (Cochinchine) ou du Résident supérieur (Laos) qui, tous, constituent des autorités françaises administrant directement leur territoire.

En Cochinchine, nous avons vu que la Société des Missions étrangères était chargée de l'évangélisation (1). Elle a été autorisée par des lettres patentes de Louis XIV en juillet 1668. Cette autorisation fut confirmée par Louis XVI en mai 1775 (2), à la suite de contestations entre le directeur du séminaire de Paris et les évêques des missions extrême-orientales. L'ordonnance déclarait : « De l'avis de notre Conseil... et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons approuvé, et confirmé, et par ces présentes, signées de notre main, « approuvons et confirmons l'établissement du séminaire des « missions étrangères, fait en notre bonne ville de Paris, en « vertu des lettres patentes données au mois de juillet 1668, et « les expliquant et les interprétant et même en y ajoutant en

---

(1) Page 7.

(2) LAUNAY : *Historique de la Société des Missions Etrangères*, Paris, 1894, 3 vol., brochure éditée par la Société, 128, rue du Bac, Paris.

« tant que besoin, nous approuvons et autorisons l'association  
 « qui existait dès lors entre les premiers missionnaires et les  
 « premiers directeurs, et qui n'a cessé d'exister entre leurs suc-  
 « cesseurs ; ce faisant, exigeons et réunissons en un corps d'as-  
 « sociation les missions étrangères, tous les évêques, vicaires  
 « apostoliques et autres missionnaires français envoyés du sé-  
 « minaire dans les missions que les directeurs dudit séminaire,  
 « et ceux qui succéderont aux uns et aux autres. Voulons que  
 « ledit corps d'association jouisse dans notre royaume de tous  
 « les droits civils et ordinaires dont y jouissent les autres corps  
 « et communautés légalement établis ». Suivent les statuts ap-  
 prouvés.

Après la Révolution, l'Empereur Napoléon prit un décret du  
 2 germinal, an XIII (mars 1803) dont voici les principales  
 dispositions : « *Art 1<sup>er</sup>* : L'établissement des missions, connu  
 « sous la dénomination des missions étrangères, est rétabli.  
 « *Art. 2* : M. X..., Supérieur du séminaire, dit des missions  
 « étrangères, rue du Bac, est autorisé à accepter des tiers ac-  
 « quéreurs, la donation de l'édifice autrefois consacré à ce sé-  
 « minaire et les revenus et biens qui y étaient attachés. Il  
 « pourra, ainsi que ses successeurs, accepter toute fondation  
 « qui sera faite à cet établissement ».

Enfin, par deux ordonnances de Louis XVIII (mars 1815 et oc-  
 tobre 1823), les statuts ont été à nouveau approuvés et la Société  
 confirmée dans ses droits antérieurs.

Tels étaient les titres dont la Société des Missions étrangères,  
 établie en Cochinchine, terre française, pouvait se prévaloir en  
 vue d'obtenir sa reconnaissance légale. En fait, pendant cette  
 longue période qui s'étend de l'occupation française jusqu'à  
 1939, la personnalité civile de la Société n'a été que rarement  
 contestée. En outre de cette situation juridique absolument inat-  
 taquable, la Mission catholique, nous l'avons vu, paraît avoir

entretenu de bons rapports avec le « gouvernement des amis ». Peu de temps après l'installation de la France dans le pays, le gouvernement de la Cochinchine, par un arrêté du 28 août 1862 (1), faisait donation « à titre gratuit et en toute propriété à la *mission de la Cochinchine occidentale*, d'un terrain sis à Saïgon » (Laffont et Foussagrives, tome II, page 378). Par ce texte, le gouvernement local reconnaissait à la fois l'existence légale et la capacité civile de la Société, dont la mission de Cochinchine occidentale faisait partie intégrante.

Quelques années plus tard, l'Amiral Duperré, dans une circulaire adressée aux administrateurs de Cochinchine, rappelait que la Société des Missions Etrangères avait obtenu du Gouvernement français la reconnaissance légale. Son opinion paraissait être que les différentes missions, formées par la Société, avaient la capacité juridique, en tant que telles.

Une Commission dite des biens de l'Eglise fut instituée à Saïgon le 17 mai 1877 et présenta un rapport qui aboutit à la rédaction d'un arrêté du Gouverneur de la Cochinchine. Cet arrêté, de principe, qui parut le 15 juin 1878 (2) au Bulletin officiel, réglait la situation des biens ecclésiastiques dans la colonie dans un sens opposé à celui de la circulaire citée plus haut.

« *Art. 1<sup>er</sup>* : La Congrégation des Missions étrangères de France, dont le siège légal est à Paris, rue du Bac, n° 128, sera à l'avenir représentée dans les arrondissements de Baria, Bien-Hoa, Mytho, Saïgon, Tanan, Tay-Ninh, Thu-dau-Mot, Tra-vinh et Vinh-Long, par Mgr Colombert, évêque in partibus de Samosate, demeurant et domicilié à Saïgon, désigné par elle comme son mandataire.

« *Art. 2* : Des titres de propriété français lui seront délivrés

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1862, p. 225.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1878, p. 210.

« par les administrateurs des affaires indigènes pour chacun  
 « des lots... dont elle sera reconnue légitime propriétaire, en  
 « vertu de titres antérieurs ou postérieurs aux traités conclus le  
 « 5 juin 1862 et le 15 mars 1874 entre la France et l'Annam.

« *Art. 3 :* En ce qui concerne les biens donnés à l'Eglise et aux  
 « chrétientés, dont les revenus ont été affectés par les donateurs  
 « aux besoins du culte ou à des œuvres pies, et que ladite con-  
 « grégation détient et administre, elle en sera déclarée seule  
 « et unique possesseur et pourra seule les gérer et les adminis-  
 « trer, à la condition d'en consacrer les produits à l'acquitte-  
 « ment des charges dont ils sont grevés conformément à la te-  
 « neur du titre original.

« Ce droit de possession et d'administration lui appartiendra  
 « à l'exclusion de toute autre personne, tant qu'elle sera repré-  
 « sentée dans la colonie, ou jusqu'à ce que les conseils de fa-  
 « brique y soient institués.

« *Art. 4 :* Des titres constatant son droit de possession légale  
 « et d'administration lui seront délivrés par les administrateurs  
 « des affaires indigènes pour chacun des immeubles spéciaux  
 « dont parle l'article précédent.

« *Art. 5 :* Ces titres contiendront dans leurs textes une traduc-  
 « tion certifiée conforme de l'acte original en vertu duquel la  
 « Congrégation des Missions est devenue propriétaire en simple  
 « possesseur desdits biens.

« Dans le cas où cet acte original aurait été fait au nom  
 « d'une personne interposée, il sera fait mention de la déclara-  
 « tion de cette dernière ou du possesseur actuel, son délégué ou  
 « représentant, qu'il possède réellement pour le compte de la  
 « mission.

« *Art. 6 :* Les lots ou parcelles de terrains seront portés sur les  
 « cahiers d'impôts des villages avec cette rubrique ou formule

« uniforme : « *Hoï giang dao ngoai quôc là chu* » (La Congrégation des Missions étrangères propriétaire...

....

« *Art. 8* : Ces nouveaux titres de propriété ou de possession « délivrés à la mission sur sa demande, par les administrateurs « des affaires indigènes, seront soumis à un droit fixe d'enregistrement de un franc ».

Cette fois, au lieu d'être implicite comme en 1862, la reconnaissance était formelle. Pendant ce temps, en France, la politique intérieure commençait déjà à s'orienter dans un sens nettement anticlérical. Le 29 mars 1880, le Gouvernement français avait pris un décret ordonnant que toute congrégation ou communauté non autorisée sollicitât dans un délai de trois mois la vérification et l'approbation de ses statuts. Sur toutes ces demandes, il serait statué par une loi. Ce texte fut appliqué en Indochine avec le décret d'interdiction de la Compagnie de Jésus, par décision du 3 avril 1880 (1). Il y était dit que les demandes, adressées dans un délai de trois mois à dater du jour de la promulgation du décret dans la colonie seraient examinées par le Gouverneur, en Conseil privé, et transmises au Ministre de la Marine. La Société des Missions étrangères étant autorisée depuis fort longtemps déjà, n'était pas intéressée par le décret.

En 1895, Mgr Colombert étant décédé, un nouvel arrêté (9 octobre) (2) disposa qu'à l'avenir la Société serait représentée en Cochinchine par Mgr Defrène, évêque de Benda. Mais, à l'occasion de ce changement épiscopal, on avait éprouvé qu'il était superflu et gênant, à chaque fois qu'un nouveau vicaire apostolique viendrait occuper ses fonctions, de le désigner nommé-

---

(1) Promulguée le 18 mai 1880 (*B. O. Cochinchine*, p. 266).

(2) *B. O. Cochinchine*, 1896, p. 10.

ment dans un nouvel arrêté. Et le 11 septembre 1896, il fut décidé que l'administration des biens de la Congrégation des missions étrangères établie en Cochinchine appartiendrait au vicaire apostolique supérieur de la mission ou à son mandataire dûment autorisé par lui et agréé par l'administration.

Toutes ces dispositions, et celles de l'arrêté du 15 juin 1878 étaient appliquées le même jour aux biens de la mission du Cambodge, situés dans certains arrondissements de la Cochinchine, terre française (1).

Pendant plus de quarante ans, les arrêtés précités ont été les textes de base en ce qui concerne le patrimoine de la Société des Missions Etrangères.

La situation de cette dernière fut, au reste, encore affirmée par le célèbre avis du Conseil d'Etat en date du 16 janvier 1901 (2). Le gouvernement qui se disposait à établir une loi d'exception contre les congrégations religieuses, consulta la haute juridiction administrative sur le point de savoir quelles étaient les congrégations autorisées, et douées, à ce titre, de la personnalité civile. Le Conseil d'Etat répondit que « les associations de St-Lazare, des Missions étrangères, des prêtres de St-Sulpice, des Frères des Ecoles Chrétiennes, peuvent être considérées comme des congrégations religieuses légalement autorisées ».

Et cependant, on soutint, à cette époque et dans les années suivantes que la Société des Missions Etrangères, reconnue en France, n'avait pas d'existence juridique en Cochinchine. On invoquait le principe de la spécialité de la législation coloniale. On ajoutait que le Conseil d'Etat, en 1901, avait seulement parlé des établissements métropolitains de la Société, et que son avis

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1896, pp. 743 et 744.

(2) SIREY : *Lois Annotées*, 1902, p. 291.

n'habilitait en rien les Missions Etrangères à agir comme une personne morale reconnue par l'Etat. Enfin, disait-on, la Société n'a pas accompli les formalités comprises dans le décret de 1880, sur l'autorisation légale des congrégations. En conséquence, de tout ceci, les arrêtés de 1878 et 1895 devaient être considérés comme illégaux.

Cette argumentation ne nous paraît pas convaincante. Sans doute, les Missions Etrangères n'ont-elles pas sollicité d'autorisation en 1880. Mais c'est parce qu'elles se considéraient, à juste titre, nous semble-t-il, comme une congrégation reconnue par l'Etat français. Qu'il nous suffise de rappeler les Lettres Patentes de 1668, 1775, 1815 et 1823. Et d'ailleurs, on ne trouve nulle trace d'une invitation quelconque, adressée par le gouvernement à la Société de se conformer aux dispositions du décret. Sans doute, prétend-on, que la reconnaissance légale n'est valable que pour le territoire métropolitain. Mais il est admis que la personnalité civile reconnue dans leurs pays aux personnes morales étrangères produit ses effets en territoire français (1) et leur permet d'y posséder des biens, et d'ester en justice. A combien plus forte raison pour la reconnaissance en Cochinchine, territoire français, d'une personne morale existant en France. « Simple application, disait M<sup>e</sup> Dureteste, de ce principe que tout individu conserve son statut personnel partout où il réside et n'en peut être privé. La Société des Missions Etrangères, personne civile, ne peut avoir moins de droits en Cochinchine où la législation métropolitaine est applicable, qu'en France. Sa personnalité civile existe en dehors même de toute disposition locale, comme une délégation du Supérieur Général de la Congrégation suffit, en dehors de tout arrêté, pour que le vicaire apostolique

---

(1) C'est le cas, en Cochinchine par exemple, de la Standard Oil Company of New-York.

de la mission particulière puisse représenter la Société dans tous les actes de sa vie civile. En fait, les Supérieurs des différentes missions particulières sont mandataires statutaires ». (Consultation donnée en 1901). Au reste, les ordonnances ayant légiféré en cette matière, et toujours en vigueur, ont approuvé les statuts de la Société, donc l'art. 18, aux termes duquel « les Missions Etrangères comprennent, non seulement l'immeuble de la rue du Bac, mais encore chacune des Missions énumérées dans les Statuts de 1775, et celles qui pourront leur être confiées par la suite ». Ayant accordé la personnalité civile à la Société, l'Etat français doit l'accorder à chacune des parties constitutives de ladite société, partout où il le peut ; c'est-à-dire sur son territoire, donc dans les pays de colonie.

La théorie restrictive exposée plus haut n'a eu que fort peu de succès : elle se retrouve dans certains rapports, à la vérité très rares, et le gouvernement de la Cochinchine ne l'a jamais faite sienne. Nous connaissons le texte de ses arrêtés de 1878 et 1895. Mais ce n'est pas tout. En effet, le gouvernement local accorde aux habitants de ce pays, des concessions domaniales, dont le régime a été établi par les arrêtés du 11 novembre 1914 (1) et du 8 mars 1819 (2). La Mission catholique de Cochinchine a été bénéficiaire d'un certain nombre d'entre elles.

Or, si nous parcourons les numéros du J. O. relatifs à ces concessions, nous voyons que la plupart d'entre elles ont été accordées non pas à tel individu, évêque ou prêtre, mais bien à la Société des Missions Etrangères, personne morale capable d'acquérir. Ce premier arrêté — 15 décembre 1863 (3) — fait concession de deux cases annamites « pour la construction d'une

---

(1) *J. O. I. C.*, 1915, p. 221.

(2) *J. O. I. C.*, 1919, p. 799.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1863, p. 6.

église et d'une école », au père Wibaux, provicaire apostolique, et à ce titre. Les décisions qui suivent sont encore plus nettes : 19 février 1874 (1) : concession à l'évêque de Saïgon, « au nom de la Mission de la Cochinchine Occidentale ». Les mêmes termes sont employés dans les arrêtés des 24 février 1879 et 31 mars 1879 (2). Le 20 février 1891 (3), concession à Mgr Colombert « représentant en Cochinchine de la Société des Missions Etrangères ». Nouvel arrêté dans le même sens, le 13 mai 1891 (4), le 20 avril 1897 (5), le 5 août 1898 (6), le 28 février 1899 (7). De toute cette série de textes, il résulte qu'antérieurement au décret du 19 janvier 1939, la Société des Missions Etrangères possédait tous les biens ecclésiastiques, en son nom propre, dans la Colonie de Cochinchine. A ce titre, elle était soumise en principe à la tutelle administrative, conformément aux dispositions législatives qui règlent la capacité des communautés reconnues et notamment, la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance du 14 janvier 1831. Tous les actes de sa vie civile devaient donc être autorisés par le Président de la République, sur avis du Gouverneur de la Cochinchine. Toutefois, l'autorisation pouvait provenir du Gouverneur Général si les dons et legs dépassaient plus de 3.000 francs. Mais le Gouvernement qui avait accordé la personnalité civile à cette Société, ne reconnaissait, par contre, aucune existence légale au vicariat apostolique de Saïgon, pas plus qu'à celui de Vinh-Long, créé tout dernièrement et remis au clergé indigène.

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1874, p. 71.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1879, pp. 55 et 110.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1891, p. 200.

(4) *B. O. Cochinchine*, 1891, p. 382.

(5) *B. O. Cochinchine*, 1877, p. 488.

(6) *B. O. Cochinchine*, 1898, p. 1066.

(7) *B. O. Cochinchine*, 1899, p. 441.

Or, les statuts des Missions Etrangères sont ainsi faits (1) « qu'il existe deux sortes de biens dans la Société : les biens communs, appartenant à la Société en général : ils comprennent les biens et revenus donnés, légués, ou autrement acquis, soit pour le séminaire de Paris, soit pour les établissements communs comme les évêchés, les procures, les Missionnaires de passage, les séminaires... En second lieu, existent les biens des Missions particulières, à qui appartiennent en propre tous les biens meubles et immeubles, valeurs quelconques, revenus et aumônes, donnés, légués, placés ou autrement acquis, à quelque titre que ce soit, pour le bénéfice, l'entretien, le développement des Missions et de leurs établissements.

La première catégorie est placée sous le contrôle du Procureur général de la Société, établi à Saïgon. La seconde catégorie est librement administrée par les Supérieurs des missions, assistés de leur Conseil. Or, cette dernière catégorie — biens des vicariats — ne pouvait exister qu'au point de vue canonique. Au point de vue juridique, seule la Société en général pouvait posséder, et se trouvait donc propriétaire de la totalité des biens ecclésiastiques.

Cette dualité pouvait présenter des inconvénients, et elle témoignait qu'il est difficile pour le pouvoir civil de légiférer au sujet de l'église catholique sans tenir compte du droit canon.

Signalons pour terminer ce tableau du statut des biens ecclésiastiques en Cochinchine avant le récent décret de 1939, que tous les bâtiments occupés par la Mission lui appartenaient, sauf la Cathédrale de Saïgon, et deux immeubles affectés par l'administration dans la même ville au logement du vicaire apostolique et au desservant de la cathédrale. Bien que la loi votée en France sur la séparation des Eglises et de l'Etat ne fût

---

(1) Art. 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 242 des Statuts de la Société des Missions Etrangères.

pas promulguée en Indochine, il parut conforme au principe de la laïcité officielle de reprendre les bâtiments après 1905. Le régime de la cathédrale ne fut pas modifié.

Au Laos, et dans les villes françaises d'Indochine, les biens ecclésiastiques étaient, également, sous le régime antérieur à 1939, la propriété de la Société des Missions Etrangères, et se trouvaient donc dans une situation analogue à celle des biens de ladite société en Cochinchine. Nous avons, en ce qui concerne le Laos, un arrêté du 11 avril 1901 (1), concédant un terrain « à M. Cuaz, représentant de la Société des Missions Etrangères, et plus spécialement du vicariat apostolique du Laos ».

## 2° DANS LES PAYS DE PROTECTORAT, ANNAM, TONKIN, CAMBODGE, LA QUESTION SE POSE D'UNE MANIÈRE TOUTE DIFFÉRENTE

Ces pays se trouvent sous l'autorité d'un souverain, autorité que la France partage dans une mesure définie par des actes diplomatiques. Il y a là deux pouvoirs, deux Etats qui ont traité l'un avec l'autre. Nous avons vu, à propos de la liberté du culte, que les problèmes d'ordre religieux intéressent au premier chef les souverains protégés. Ces derniers ont gardé la faculté d'intervenir directement en la matière (2). Le droit ne saurait donc être admis pour la puissance protectrice de légiférer unilatéralement comme dans les colonies et les villes françaises. La question, d'ailleurs, a été réglée par les traités même du protectorat.

D'abord, *le traité franco-annamite du 15 mars 1874* (3). Il y est

---

(1) *B. O. Tonkin-Annam*, p. 622.

(2) Convention du 6 nov. 1925 entre le Gouverneur Général et l'Empereur d'Annam.

(3) L. DE REINACH : *Recueil des traités conclus par la France en Extrême-Orient*, I, p. 146.

dit (art. 2) : « Les évêques, les missionnaires et les prêtres annamites auront le droit d'acheter et de louer des terres et des maisons, de bâtir des églises, hôpitaux, écoles, orphelinats, et tous autres édifices destinés au service de leur suite... Toutes les dispositions précédentes, sans exception, s'appliquent aux missionnaires espagnols aussi bien qu'aux français ».

Ensuite, *le traité franco-annamite du 6 juin 1884* (1) : Art. 13, « Sa Majesté le Roi d'Annam confirme expressément les garanties stipulées par le traité du 15 mars 1874, en faveur des missionnaires et des chrétiens ». Ceci pour l'Annam et le Tonkin.

Pour le Cambodge, des dispositions semblables ont été insérées dans *le traité du 11 août 1863* (2), art. 13 : « Les missionnaires catholiques... pourront avec l'autorisation du gouvernement cambodgien, construire des églises, des séminaires, des écoles, des hôpitaux, des couvents et autres édifices pieux sur tous les points du royaume du Cambodge ».

Tels sont les trois textes de principe en la matière. Des décisions de portée plus restreinte ont été prises à leur suite. Elles sont confirmatives du droit des missionnaires.

Au Cambodge, il y a l'art. 9 de *la Convention du 17 juin 1884* (3) : « le sol du royaume », y est-il dit, « jusqu'à ce jour propriété exclusive de la Couronne, cessera d'être inaliénable. Il sera procédé... à la Constitution de la propriété au Cambodge. Les Chrétientés et les pagodes conserveront en toute propriété les terrains qu'elles occupent actuellement ». Il y a aussi toute une série d'ordonnances relatives au droit pour les Européens d'acquérir des biens dans le Royaume. Nous les retrouverons lorsque nous étudierons la situation de la Christian

---

(1) L. DE REINACH' : *Id.*, I, p. 202.

(2) L. DE REINACH' : *Id.*, I, p. 98.

(3) L. DE REINACH' : *Id.*, I, p. 208.

Church Missionary Alliance, protestante, au regard des lois cambodgiennes. Disons seulement que toutes ces décisions ont confirmé et réaffirmé le droit d'acquérir pour les Français, et partant, les prêtres de la Société des Missions Etrangères, seuls représentants de l'Eglise catholique dans ce pays.

En Annam et au Tonkin, des ordonnances royales des 1<sup>er</sup> oct. 1888 (1) et 27 sept. 1897 (2) précisaient que « les biens acquis par  
« les citoyens et protégés français dans tout le territoire du  
« royaume, soit à titre gratuit par suite de concessions de ter-  
« rains domaniaux, testament, donation, soit à titre onéreux  
« par suite d'achats aux propriétaires indigènes, etc... leur ap-  
« partiendront en toute propriété, à charge par eux de se con-  
« former aux règles que croira devoir tracer M. le Gouverneur  
« Général de l'Indochine auquel Nous (l'Empereur) déléguons  
« tous nos droits en cette matière ».

Plus récemment, les arrêtés du Résident Supérieur en Annam, en date du 27 avril 1929 (3), et du Résident Supérieur au Tonkin, en date du 21 juin 1929 « ont décidé que des concessions pouvaient être attribuées dans ces pays seulement à des  
« citoyens, protégés et sujets français, et à des sociétés françaises ».

Or, l'Eglise catholique est représentée en Annam et au Tonkin par des missionnaires français, annamites et espagnols. Pour les premiers et les seconds, les arrêtés cités plus haut confirment le droit qu'ils ont de posséder. Pour les autres, les missionnaires espagnols, leur statut est constitué par les traités de 1874 et 1884 qui leur ont accordé des droits analogues à ceux de leurs confrères français.

---

(1) G. MICHEL : *Code Judiciaire de l'I. F.*, I, p. 431.

(2) » » » » I, p. 363.

(3) *J. O. I. F.*, 1929, p. 1506.

Il résulte de tout ceci que les missionnaires catholiques, dans leur ensemble, avaient le droit d'acquérir des biens dans tous les pays de protectorat de l'Indochine, avant le décret de 1939.

Mais deux questions se posent alors :

Comment acquéraient-ils ? A quel titre ? Etait-ce en tant qu'individus, citoyens, protégés français, et ressortissants espagnols ? Ou bien avaient-ils le droit de posséder ès-qualités, c'est-à-dire en tant que missionnaires, vicaires apostoliques et à ce titre représentants de leur congrégation ou de leur circonscription ecclésiastique, vicariat, préfecture apostolique ?

Et puis, deuxième question, quelle était la situation des biens des paroisses, des Chrétientés ? Ces collectivités avaient-elles une personnalité juridique ? Et dans ce cas, quelle législation leur était appliquée ?

Nous envisagerons successivement ces deux points et nous verrons dans quel sens ils ont été résolus.

A) *Le premier problème est subordonné à l'interprétation restrictive ou large des traités de protectorat.*

Rappelons que dans ceux-ci il est accordé aux évêques, missionnaires et prêtres indigènes, le droit d'acquérir, d'ester en justice, etc...

D'une part, on peut s'en tenir à la lettre de ces actes diplomatiques, et déclarer que c'est à titre purement individuel que les missionnaires possèdent, sans conséquences pour une collectivité quelconque à laquelle, d'ailleurs, il n'est pas du tout fait allusion dans les traités. On aperçoit les conséquences désastreuses qu'entraîne pour les missions une pareille interprétation. Il est facile d'imaginer les difficultés nombreuses, inextricables parfois, qui peuvent naître de la situation suivante : les missions n'ayant pas le droit d'acquérir, ont remis à l'un de leur membre les deniers nécessaires à l'achat d'un terrain, à la construction d'un immeuble... pour lesquels ce particulier, prêtre de la mission, est déclaré propriétaire. Il suffit de sup-

poser et ce n'est pas une hypothèse abstraite, que le missionnaire acquéreur n'ait pas eu le temps, pour une raison ou pour une autre, de disposer en faveur d'un autre membre de sa mission. Dès lors, un héritier peu délicat ou un créancier sont fondés à soutenir des prétentions contre la mission, prétentions que, forts des titres de propriété établis au nom du de cujus, ils sont assurés de faire triompher. Et voilà la communauté religieuse dépouillée des biens qui, en fait, lui appartenait ! De toute façon, la mission devra payer des droits de mutation très élevés sur ces biens. De pareilles conséquences sont d'autant plus choquantes que d'un point de vue strictement juridique, il apparaît que la première solution, celle de l'interprétation restrictive, méconnaît les circonstances dans lesquelles ont été conclus les traités, et l'intention peu douteuse de leurs négociateurs. Il ne faut pas oublier en effet, que si ces derniers étaient des marins d'une grande compétence, ils ne s'embarrassaient pas le moins du monde d'arguties juridiques. Ils n'avaient certes pas songé à toutes ces nuances. Ils ne faisaient pas de distinction entre les missionnaires en tant qu'individus et les missionnaires agissant *ès-qualités*. Ils avaient voulu — et ceci ne fait aucun doute — assurer le régime le plus favorable aux hommes de leur pays, qui, pendant de longues années, avaient été victimes de persécutions sanglantes. Comment supposer dès lors qu'ils aient inséré volontairement dans les traités de protectorat une restriction légale, que leur esprit, peu rompu aux subtilités du droit, n'apercevait sans doute pas ?

Comment attribuer à une intention déterminée ce qui n'était que le fruit bien explicable d'un manque de science juridique ? Tout texte devant être interprété, non seulement à la lettre, mais dans son esprit, et cet esprit étant ici connu, sans équivoque, ne convenait-il pas d'accorder le régime le plus favorable aux missions, celui qui reconnaissait la personnalité juridique aux col-

lectivités religieuses, selon le vœu des rédacteurs du traité ?

Et cependant, au cours de cette longue période qui court des traités de protectorat jusqu'à la nouvelle législation (janvier 1939), le gouvernement général de l'Indochine, et les Résidents Supérieurs n'ont jamais eu une doctrine très nette. L'opinion administrative a varié, penchant tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. On peut dire que la fantaisie et l'anarchie juridiques ont régné totalement dans les arrêtés et dans les rapports officiels relatifs aux missions. Il suffit de consulter le Journal Officiel de l'Indochine française pour s'en rendre compte. En voici quelques exemples :

Dans les pays de protectorat, comme en Cochinchine, la concessibilité des terres du domaine privé a été admise par un grand nombre de textes (notamment : Cambodge : ordonnance royale des 13 juillet 1929 et 9 mai 1932. Annam : arrêté du Résident Supérieur : 27 avril 1929. Tonkin : arrêté du Résident Supérieur : 21 juillet 1929).

Les prêtres de la Société des Missions Etrangères ont donc sollicité et obtenu la concession de terrains.

a) En faveur de l'interprétation restrictive, on peut citer un arrêté du 10 novembre 1899 (1), faisant concession d'un terrain en Annam au Rév. Père Mathieu, un autre arrêté du 22 mars 1901 (2), pris en faveur du R.P. Couffot, dans la province de Soai-Rieng (Cambodge) ; une troisième décision relative à la concession d'un terrain au Père David (28 juin 1901) (3), missionnaire apostolique à Kratré (Cambodge) ; un autre arrêté, en faveur du R. P. Joly, missionnaire apostolique au Cambodge (14 février 1906) (4). Enfin, quelques décisions prises à l'égard du

---

(1) *B. O. Annam-Tonkin*, 1899, p. 1491.

(2) *B. O. Cochinchine*, 1901, p. 643.

(3) *B. O. Cochinchine*, 1901, p. 1333.

(4) *J. O. I. F.*, 1906, p. 289.

R. P. Klinger (11 mai 1923 (1) et 21 mars 1928) (2) dans le Nghé-An (Nord-Annam), de Mgr Marcou, dans le Than-Hoa (7 mars 1929 (3)).

b) Certains textes sont eux-mêmes susceptibles d'interprétation : ainsi l'arrêté du 15 avril 1901 (4), faisant concession d'un terrain à Mgr Gendreau, évêque du Tonkin occidental ». A-t-on ajouté son titre pour le qualifier ou pour indiquer que c'était à ce titre qu'il recevait la concession ? On peut se poser la même question pour l'arrêté du 14 décembre 1926 (5), pris en faveur de « Mgr Marcou, évêque, vicaire apostolique du Tonkin maritime ». (Phat-Diem).

c) Enfin, un certain nombre d'arrêtés ont reconnu la personnalité des vicariats des « missions », ou de la Société des Missions Etrangères.

Tels sont les arrêtés du 7 juillet 1896 (6), 21 novembre 1896 (7) 12 octobre 1899 (8) et 8 mars 1900 (9) qui ont accordé des concessions à Mgr Ramond, « en son nom et pour le compte de la mission du Haut-Tonkin ». Tels sont aussi les arrêtés du 11 avril 1886 (10), 5 novembre 1901 (11) et 24 juin 1922 (12) relatifs à la mission du Cambodge. Tels sont enfin, des décisions prises les 31 mars 1926 (13), 14 janvier 1927 (14), 15 mai et 21 octobre

(1) *J. O. I. F.*, 1923, p. 940.

(2) *J. O. I. F.*, 1928, p. 1348.

(3) *J. O. I. F.*, 1929, p. 1209.

(4) *B. O. Tonkin*, p. 707.

(5) *J. O. I. F.*, 1926, p. 2800.

(6) *J. O. Tonkin*, 1896, p. 923.

(7) *B. O. Tonkin*, p. 1466.

(8) *B. O. Tonkin*, 1899, p. 1303.

(9) *B. O. Tonkin*, 1900, p. 238.

(10) *B. O. Cochinchine*, p. 130.

(11) *B. O. Cochinchine*, p. 1755.

(12) *J. O. I. F.*, p. 1348.

(13) *J. O. I. F.*, p. 1023.

(14) *J. O. I. F.*, 1927, p. 466.

1929 (1), à l'égard soit de « la mission de Kontum », soit de « la Société des Missions Etrangères à Kontum ». En fait, les biens concédés aux « Missions » étaient inscrits au nom de la Société des Missions Etrangères.

En ce qui concerne enfin les missions espagnoles, il leur a été délivré des certificats administratifs en date du 8 septembre 1923, 25 février 1926, 17 juillet 1931. Ces décisions leur reconnaissent une certaine personnalité morale « de facto ».

Il ressort de cet exposé des faits que les mesures prises sont contradictoires, hésitantes, et que les interprétations ont dépendu, dans chaque arrêté, des dispositions personnelles du rédacteur ou de l'état de ses connaissances juridiques. Aucune doctrine officielle, ferme et continue. De là un flou, une indécision générale sur le statut des biens. Parfois ceux-ci étaient achetés par des évêques, des prêtres, à leur nom, et on appliquait alors l'art. 245 du règlement de la société des Missions étrangères : « les membres de la société qui, à un titre quel-  
« conque détiennent sous leur nom ou autrement, la propriété  
« des biens meubles ou immeubles, de créances... appartenant  
« à la société ou aux missions, feront, outre la déclaration dont  
« la formule est annexée au règlement, les actes requis : con-  
« trats de renonciation ou de cession, donations entre vifs, tes-  
« taments olographes ou par acte public... dans la forme légale  
« du pays où ils se trouvent, ou, à son défaut, selon les formes  
« légales du Code Civil français ». « Ils rempliront cette obli-  
« gation onerata conscientia ; afin de sauvegarder les biens  
« qu'ils détiennent pour le compte de la société ou des mis-  
« sions ». Les dominicains espagnols avaient pris des mesures semblables.

En fait, voici quelle était la situation particulière de chacun

---

(1) *J. O. I. F.*, 1929, p. 1893.

des groupes de vicariats apostoliques situés en pays de protectorat.

a) Les vicariats apostoliques des Protectorats d'Annam, du Tonkin et du Cambodge, confiés à la société des Missions Etrangères étaient dans la situation suivante :

Les « Etablissements communs », c'est-à-dire les évêchés, les procures, les maisons de passage, les séminaires, certaines œuvres d'assistance ; en outre la plupart des écoles dirigées par les Frères des Ecoles Chrétiennes, ou par les Sœurs de Saint-Paul de Chartres ; enfin, les immeubles dont les revenus étaient affectés à l'entretien et au fonctionnement des « établissements communs » ; tout cela était la propriété de la Société des Missions Etrangères, soit par personnes interposées, soit directement.

Le reste était constitué par des biens de paroisses et de cures. Ces biens étaient la propriété des chrétientés indigènes.

Il ressort de ce tableau que les vicariats en question ne possédaient rien, en tant que tels.

b) Les vicariats apostoliques du Protectorat du Tonkin, confiés aux Frères prêcheurs de la province dominicaine de Manille, étaient soumis à un régime né des traités : exceptionnellement, l'interdiction de posséder, établie contre les étrangers était supprimée en faveur des espagnols (art. 9, traité du 15 mars 1874). La situation des vicariats apostoliques en question était donc, à l'égard de la loi, exactement la même que celle des vicariats apostoliques français.

La province de Manille possédait en Indochine les « établissements communs » ou « œuvres communes » définis plus haut, situés dans les circonscriptions ecclésiastiques de Bac-Ninh, Thaï-Binh, et Haï-Phong. Les autres biens ecclésiastiques étaient la propriété des paroisses et des cures, dans des conditions exactement identiques à celles qui étaient posées pour les mêmes

biens dans les vicariats apostoliques français de la Société des Missions Etrangères.

c) La Préfecture apostolique de Langson se trouvait dans une situation spéciale : d'une part en effet, elle était administrée par une congrégation à laquelle n'a pas été reconnue la personnalité civile. Cette congrégation ne pouvait donc posséder en tant que telle. Elle était contrainte de déclarer ses immeubles soit au nom du Préfet apostolique lui-même, soit au nom d'un missionnaire dominicain français, soit au nom d'un chrétien indigène.

D'autre part, les dominicains devaient créer de toutes pièces, des chrétientés nouvelles, dont le régime n'était pas identique à celui des chrétientés déjà existantes depuis longtemps. Nous expliquerons ce fait en étudiant la question des biens de paroisses et de cures.

d) La situation des Oblats de Marie, installés depuis peu au royaume de Luang-Prabang était à peu près la même que celle des Dominicains de Langson, exposée ci-dessus.

e) Enfin le vicariat apostolique de Phat-Diêm (Protectorat du Tonkin) et remis au clergé indigène en 1932, se trouvait dans la situation suivante : tous les biens ecclésiastiques appartenaient aux paroisses et aux cures. Le vicariat lui-même, en tant qu'évêché, ne possédait rien : l'évêque et les services qui dépendent directement de lui étaient installés dans des immeubles qui appartenaient à la paroisse de Phat-Diêm, fondée par le prêtre annamite connu sous le nom de Père Six.

Le régime du vicariat du Bui-Chu, remis en 1936 au clergé indigène par les dominicains espagnols, était en voie de règlement au moment de la parution du nouveau décret.

En résumé, si l'on met à part la situation des préfectures apostoliques de Lang-Son (Tonkin) et Vientiane (Laos septentrional), on peut dire que les biens des vicariats apostoliques, situés dans

les pays de protectorat se confondaient avec ceux des congrégations en ayant la charge, ou consistaient en biens de paroisses et de cures.

Cette assertion nous amène à envisager la situation de ces derniers biens. On remarquera que nous ne nous posons la question qu'au sujet des missions catholiques situées en pays de protectorat. Si nous n'avons pas jugé utile d'y faire allusion à propos des colonies et villes françaises d'Indochine, c'est que, là, tous les biens ecclésiastiques, sans exception, sont au point de vue civil, la propriété de la société des Missions Etrangères. Cela étant dit,

*B) Quelle était la situation des biens de paroisses et de cures, appartenant aux chrétientés ?*

Au point de vue canonique, les biens d'une paroisse comprennent : l'église, l'école paroissiale ; s'il y a lieu, l'hôpital et l'orphelinat ; enfin, les terres dont les revenus sont affectés au culte. Les biens de la cure se composent du presbytère, des communs, du jardin et des terres dont le revenu constitue le traitement du curé.

Le régime juridique de tous ces biens était déterminé par l'origine même de leur constitution. En effet, les missions étrangères et les Dominicains espagnols ont apporté tous leurs efforts à convertir au catholicisme des villages ou des hameaux déjà constitués, et donc pourvus de biens cultuels bouddhistes, biens dont l'affectation au culte catholique permettait immédiatement l'organisation d'une paroisse et d'une « cure ». Ces conversions de villages entiers remontent très loin dans le passé et sont en tout cas bien antérieures, pour un grand nombre d'entre elles, aux traités de protectorat. Qu'il nous suffise de rappeler que l'une des mesures de persécution antichrétienne, prises par l'Empereur Minh-Mang, fut, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de disperser les habitants de ces villages catholiques dans des agglomérations.

mérations voisines, « non contaminées encore par la religion « infâme de Da-To ».

Il était donc normal que les biens, passés du service d'un culte, le bouddhisme, à celui d'un autre culte, le christianisme, gardassent leur nature juridique. Les biens des paroisses devaient être assimilés aux biens culturels possédés par les communes bouddhistes, et cela au royaume de Cambodge, comme dans l'Empire d'Annam. De même, la situation des cures était semblable en tous points à celle des pagodes et des bonzeries, quant à leurs biens. Or, la loi annamite et la loi cambodgienne reconnaissent aux biens culturels bouddhistes, aux pagodes, et aux bonzeries, une personnalité morale. D'où il ressortait que les paroisses et les cures, nouveaux possesseurs de biens culturels communaux, avaient une existence légale, et pouvaient à ce titre être propriétaires, acquérir, ester en justice, etc..

Dans deux circonscriptions ecclésiastiques seulement la situation était différente. Il s'agit de la préfecture apostolique de Lang-Son, dirigée par des Dominicains français de la province de Lyon et de la Préfecture apostolique de Vientiane, confiée aux Oblats de Marie. Ces missionnaires exercent leur apostolat dans une partie peu peuplée de la Haute-Région Tonkinoise ou du Haut-Laos et doivent créer des villages nouveaux, par conséquent dépourvus de tout bien communal. Les préfectures apostoliques en question étaient donc obligées d'acheter les immeubles nécessaires à l'installation des chrétientés nouvelles et, comme elles ne possédaient la personnalité civile, ni comme congrégation, ni comme circonscription ecclésiastique, elles étaient contraintes de déclarer ces immeubles au nom du préfet lui-même, ou de toute autre personne, alors qu'au point de vue du droit canon, ces biens sont la propriété soit des paroisses soit des cures. Ces dernières n'ont pas ici la situation de biens cul-

tuels communaux ou des biens de pagodes ou de bonzeries, n'étant pas les continuateurs d'établissements bouddhistes. Elles ne sont pas sous l'empire de la loi indigène. Mais, pour tous les autres vicariats installés au Tonkin, en Annam et au Cambodge, cette loi était indéniablement applicable. A-t-elle été appliquée ?

Ici, encore, on doit constater une regrettable indécision juridique. Ces collectivités avaient une existence de fait qui s'imposait à l'Administration. Et c'est pourquoi, la loi indigène semble avoir régi un grand nombre d'entre elles ; mais comme toujours, incomplètement.

*Dans la convention franco-cambodgienne* du 17 juin 1884 (1), la question paraissait résolue d'une manière absolument claire et formelle. « Les chrétientés et les pagodes conserveront en toute propriété les terrains qu'elles occupent actuellement ». Ce texte diplomatique assimilait officiellement les chrétientés ou paroisses aux pagodes : il reconnaissait aux unes et aux autres la personnalité civile dans le passé et dans l'avenir, puisqu'il leur permettait de « conserver des biens en toute propriété ». Ceci confirme ce que nous disions plus haut sur l'identité de situation juridique entre les biens cultuels bouddhistes et ceux des chrétientés.

Et cependant, la question n'avait pas reçu une solution unifiée : tantôt l'assimilation aux biens cultuels bouddhistes était admise, et la loi indigène appliquée, tantôt les curés européens ou autochtones devaient posséder en leur propre nom les biens paroissiaux.

Mais, dans un grand nombre de cas, ces biens n'avaient pas été immatriculés encore et jouissaient d'une situation de fait, que ce fut au Cambodge ou en Annam-Tonkin, où n'existaient pas de textes spéciaux. Dans la pratique, cette catégorie, et celle

---

(1) L. DE REINACH' : *Loc. cit.*, I, p. 208.

des biens assimilés officiellement aux immeubles et terrains bouddhistes étaient exemptées de l'impôt, aux termes de la loi indiquée. Au contraire, les biens inscrits au nom de tel ou tel prêtre étaient soumis au droit commun fiscal, et acquittaient l'impôt foncier. De plus, à la mort de leur propriétaire nominal, des droits de mutation étaient perçus. Toutefois il convient de remarquer que s'il s'agissait d'un indigène, la succession n'était taxée qu'au-dessus de 10.000 piastres, conformément au droit commun.

Le régime d'exemption signalé plus haut pour les biens appartenant en fait — cas le plus fréquent — ou en droit, aux chrétientés, ne paraissait pas absolument définitif aux missionnaires qui craignaient que l'impôt fut exigé dès que le travail d'immatriculation aurait été terminé en Indochine, et la consistance des biens de paroisses connue de l'Administration. Nous verrons qu'à la suite du décret de 1939, cette question s'est posée sur de nouvelles bases.

Le régime des biens de paroisses était donc indécis. Un exemple montrera mieux que de longs développements à quel point la doctrine de l'Administration était hésitante : en 1934, on pensait, en haut lieu que la situation des biens des paroisses était, au regard de la loi indigène aussi bien cambodgienne qu'annamite, la même que celle des biens cultuels possédés par les communes bouddhistes. Les cures devaient être considérées comme personnes morales par la loi indigène.

Or, un an après, en 1935, l'avis des mêmes milieux était très différent : On constatait que la grande majorité des immeubles religieux catholiques appartenait aux paroisses tout en étant souvent au nom des prêtres ou de particuliers. Et l'on se proposait de régulariser la situation de ces biens en accordant la personnalité civile aux paroisses, et en général à toutes les associations religieuses de villages, bouddhistes et autres.

Puisqu'on se proposait de reconnaître l'existence légale des paroisses, c'est que jusque-là, cette existence n'était que de fait ?

L'indécision était donc aussi grande ici qu'au sujet de la personnalité civile reconnue aux missions dans les pays de protectorat. Dans les premiers temps de l'occupation française, la possibilité d'une pareille équivoque n'était pas apparue très clairement. Mais, à mesure que l'on sortait de la période héroïque, les situations juridiques se précisant, les textes furent interprétés de façon divergente. Il faut remarquer que si la possibilité pour les missions de posséder, comme telles, avait été admise en vertu des traités de protectorat, dont l'esprit ne faisait pas de doute ; si l'on avait assimilé les biens des paroisses et des cures à ceux des communes bouddhistes et des pagodes, comme cela était logique ; si l'on avait, en un mot, adopté un statut à la fois satisfaisant au point de vue juridique et souhaitable pour la solution claire et définitive du problème des biens ecclésiastiques, la plupart des difficultés qui survinrent par la suite ne se seraient pas présentées. Il faut dire que, sans une opposition constante, et qui ne se nourrissait pas toujours de raisons strictement juridiques, la question eut été réglée trente ans plus tôt, d'une manière assez satisfaisante.

En tout cas, on avait créé une situation imprécise, et, autant que les missionnaires, l'Administration en pâtissait. Très tôt, elle chercha à en sortir.

B) *De là des projets de réglementation* qui s'échelonnent du commencement du xx<sup>e</sup> siècle jusqu'au début de l'année 1939.

On pouvait s'engager dans deux voies différentes :

Ou bien donner une certaine personnalité civile aux congrégations en Indochine. Les vicariats apostoliques sont aux mains de la Société des Missions Etrangères ; des Dominicains, etc... On aurait donné ainsi un statut à l'Eglise Catholique d'Indo-

chine, l'existence juridique de celle-ci se confondant avec celle de ses congrégations ; ou bien, au contraire, faire abstraction des congrégations, mais à attribuer une existence légale aux « Missions », c'est-à-dire aux vicariats apostoliques, préfectures apostoliques... considérés comme entités juridiques indépendantes des ordres religieux qui en ont la direction.

1°) *On a surtout pensé à la première solution au début du XIX<sup>e</sup> siècle.* La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 sur les associations avait été mise en application. Elle instituait un régime d'exception pour les associations religieuses dites « congrégations ». Avait été votée aussi la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Or, en Indochine, on cherchait à mettre sur pied un règlement d'ensemble sur la question des biens ecclésiastiques. Ne convenait-il pas de promulguer la loi de 1901 dans ce pays et d'y donner ainsi un statut aux congrégations, donc à leurs biens ?

Mais c'est alors que l'on buta contre un obstacle d'importance. La loi de 1901 ne contenait pas seulement des dispositions sur le régime des congrégations. Elle réglementait aussi la situation des associations laïques. Et cette réglementation était difficilement applicable en Indochine : il existait en effet des associations secrètes, où l'on conspirait contre la sûreté de l'Etat. L'extrême-oriental a le goût du mystérieux, et dans ces pays, il y eut toujours une floraison très riche de sociétés occultes, avec des rites, des mots de passe magiques, et aussi parfois des vengeances obscures et sanglantes. Ces associations, qui étaient traquées, et dont l'activité par là-même se trouvait considérablement réduite, allaient pouvoir du jour au lendemain, vivre au grand jour, sous n'importe quel prétexte après une simple déclaration !

Et d'autre part, il eut été impolitique de n'accorder le régime de la loi de 1901 qu'aux associations européennes. Or, ces deux questions — droit d'association et régime des congrégations —

étaient étroitement liées par la loi de 1901. Les chefs d'administration locale furent consultés. Ils furent unanimes à déconseiller la mise en vigueur des titres I et II relatifs aux associations laïques. Sur le statut à donner aux congrégations, les avis différèrent, mais le Résident Supérieur au Tonkin signala une nouvelle difficulté : les congrégations pouvaient prétendre qu'en pays de protectorat, elles étaient régies par les traités de 1863, 1874 et 1884, et il faudrait envisager une modification des traités, puisqu'en somme il s'agissait d'accorder la personnalité civile à certaines congrégations et de la refuser à d'autres, ce qui était contraire aux dispositions très larges des traités. Enfin, il y a au Tonkin, des Dominicains espagnols dont le statut est presque uniquement fixé par les traités en question. Il fallait donc envisager des difficultés au point de vue diplomatique, avec le cabinet de Madrid.

Pour ces raisons, la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ne fut pas promulguée (1) et le régime que nous avons exposé précédemment continua de s'appliquer.

En 1930, la question fut reprise et on fit allusion pour la première fois de « missions », groupements d'individus qui ont pour but et pour volonté de propager une religion, de cultiver le sentiment religieux et d'exercer un « culte ». Mais on parlait surtout de « congrégations », associations de personnes qui s'unissent pour mener en commun la vie religieuse, soit pour observer plus rigoureusement les préceptes de leur culte, soit pour en propager les doctrines par l'exemple, la prédication, l'enseignement.

On aurait intégré les dispositions relatives à ces congrégations

---

(1) La question communiquée au Ministère des Colonies par lettres du Gouverneur Général, en date des 19 septembre 1905, 12 décembre 1906 et 23 avril 1907 fut soumise à l'examen d'une commission présidée par M. Dislère, Président de section au Conseil d'Etat. Son avis fut défavorable à la promulgation.

dans un plan général d'application de la loi sur les associations (1901) en Indochine. Voici ce qu'il eut été possible de décider dans le cadre de cette loi : aucune association religieuse ne pourra se former sans une autorisation donnée par décret. Les établissements actuellement existants et non autorisés, appartenant à une association régulièrement reconnue, seront également autorisés par décret. Les associations reconnues pourront fonder de nouveaux établissements avec l'autorisation du Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement. Le décret autorisant l'association déterminerait en même temps son fonctionnement. Toutefois, certains appréhendaient le développement excessif des biens de main morte et l'abus des dons que les indigènes pourraient être amenés à faire aux missions et proposaient qu'une association eut besoin de l'autorisation du Gouverneur général pour recevoir, acquérir et aliéner certains biens.

La dissolution serait prononcée par décret après avis du Gouverneur général en Conseil de Gouvernement. La liquidation, enfin, des biens des associations dissoutes ou non autorisées aurait lieu en justice suivant la procédure instituée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Des dispositions transitoires auraient dû être ajoutées à ce décret de réglementation portant que les associations religieuses actuellement existantes dans les pays français d'Indochine, et non autorisées seraient reconnues si elles se conformaient aux règles prescrites, et que la propriété des immeubles qu'elles posséderaient en fait au moment de la promulgation du présent décret leur serait reconnue sous réserve des droits des tiers. Il était d'ailleurs essentiel d'ajouter que les tiers ne pourraient, pour revendiquer ces biens, alléguer que lesdites associations ne jouissaient pas antérieurement de la personnalité civile. Les dispositions du texte se seraient appliquées à toutes les associations religieuses, quelle que fut leur nationalité.

Ces dispositions, si elles avaient été prises, auraient, semble-

t-il, donné satisfaction à l'Eglise catholique dont le statut était discuté et soumis à la fantaisie juridique. Elles auraient aussi été favorablement accueillies par l'administration qui avait intérêt à appliquer une réglementation claire.

Le projet soumis plus haut est souple ; il parle de congrégations, de missions, sans préciser ce qui, en Indochine, doit être considéré comme bien des unes et des autres. L'Eglise pouvait donc, dans le cadre du décret, attribuer à chaque collectivité religieuse ce qui lui revenait au titre du droit canon et des statuts propres aux congrégations. Ce décret en préparation passait sous silence la manière dont devraient être gérés ces biens et la personnalité des gérants. Là encore, le droit ecclésiastique pouvait être mis en vigueur dans son intégralité. Le projet néglige même de parler des biens de chrétientés, de paroisses, mais le terme « association religieuse » pouvait leur être appliqué ; et aussi le régime de ces dernières, au cas où il n'eut pas été admis que les biens en question étaient régis par la loi indigène.

Et cependant, cette solution ne fut pas adoptée. C'est, qu'entre temps, de nouveaux éléments avaient été pris en considération. D'abord une démarche du nonce apostolique à Paris auprès du ministre des Affaires Etrangères (1). Le nonce avait demandé s'il ne serait pas possible de constituer les vicariats apostoliques d'outre-mer en entités juridiques indépendantes de l'individualité des évêques qui se succèdent à la tête des ressorts diocésains. Ces ecclésiastiques pourraient de la sorte être investis de la qualité de propriétaires des biens immobiliers de la mission. Cette proposition était fondée sur l'organisation semblable des Conseils d'administration des missions chrétiennes, institués dans les territoires africains sous mandat, et en vertu de laquelle sont formées des personnes morales privées qui peuvent

---

(1) Dans le courant de l'année 1931.

acquérir, posséder et conserver, au nom et pour le compte de chaque mission, toutes propriétés, tous droits et intérêts, avec la faculté d'estimer en justice, d'administrer les biens appartenant en propre à la mission, et d'en disposer. A la suite de cette démarche, la notion juridique de « mission », circonscription ecclésiastique et entité juridique, se précisait, et s'affirmait ; au contraire celle de « congrégation », propriétaire de biens religieux s'estompait. On la retrouve cependant encore au cours de l'année 1933. Le père Tong, du clergé annamite venait d'accéder à l'épiscopat et, évêque coadjuteur, devait succéder au vicaire apostolique de Phat-Diem, Mgr Marcou, à la mort de celui-ci. On s'inquiéta dans les sphères officielles de savoir dans quelles conditions s'effectuerait la dévolution des biens de « la Société des Missions Etrangères, au clergé indigène ». On pensa même à faire déterminer les biens de la première société, considérée comme congrégation. Renseignements pris, cette intention fut abandonnée, puisque la société des Missions Etrangères ne possédait exactement rien dans le vicariat considéré. Enfin, il semble bien que l'on ait envisagé, un peu avant le décret, de distinguer entre les biens des circonscriptions missionnaires et ceux appartenant en propre aux congrégations autorisées en France, ce qui était parfaitement conforme à la législation interne de l'Eglise catholique en Indochine, telle que nous l'avons précédemment décrite. Cette disposition n'a pas été insérée dans le décret. En fait, de plus en plus, le Gouvernement s'orientait vers la solution indiquée par le nonce apostolique.

2° *Et l'on aperçoit déjà quels avantages l'administration voyait dans ce second système* : d'une part, la question des congrégations était restée en suspens depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Sans doute était-on sorti de la période d'anticléricalisme violent qui caractérise les années 1900 ; mais, la question restait fort épineuse et malgré les interventions, d'ailleurs discrètes, des

parlementaires catholiques qui rappelaient à bon escient la belle attitude des religieux pendant la guerre (1). Il n'y avait pas eu reconnaissance des congrégations, mais seulement tolérance. On ne leur donnait aucun droit. On leur faisait, gracieusement, une faveur. La deuxième solution envisagée permettait à l'administration de ne pas aborder un terrain brûlant. Jusque là, ç'avait été le principal écueil juridique sur la voie d'une réglementation législative. D'autre part, le ministère y trouvait un second avantage.

Nous avons vu que par le fait de la loi de 1901, la question des congrégations était difficilement séparable de celle des associations laïques. Or, nous sont connus les scrupules du Gouvernement, quant à la promulgation en Indochine des dispositions relatives à celles-ci. La deuxième solution avait encore cet effet favorable de placer en dehors du débat la question très délicate du droit d'association aux colonies.

Enfin, signalons que peu à peu certains vicariats apostoliques passent des mains des congrégations dans celles du clergé indigène (2). Une réglementation du régime des congrégations eut donc laissé dans l'ombre la situation des biens ecclésiastiques possédés par les vicariats du clergé séculier indigène.

De tels avantages méritaient que l'on prit en considération la nouvelle formule proposée par la nonciature apostolique.

Le Comité consultatif du contentieux au Ministère des Colonies fut consulté sur le côté juridique de la question. Il répondit avec netteté : une mission religieuse a une personnalité morale entièrement distincte de celle de la congrégation qui la dessert (3).

(1) Ces religieux avaient formé une Association : la D.R.A.C. (Défense des Religieux Anciens Combattants) qui existe toujours.

(2) A partir de 1932, trois vicariats annamites : Phat-Diem, Bui-Chu, Vinh-Long.

(3) Août 1933.

Depuis cette date (1933) jusqu'à celle du décret (1939), on a cherché sur la base de la personnalité civile octroyée aux circonscriptions ecclésiastiques à mettre sur pied un texte. Des conversations furent engagées avec les Sociétés Missionnaires. Des échanges de vues eurent lieu, également, entre les diverses autorités administratives qui n'étaient pas toujours du même avis.

Sur la base du décret relatif au régime légal des biens ecclésiastiques au Togo et au Cameroun (28 février 1926) (1), on pouvait envisager les dispositions suivantes :

*a)* que fussent créés des Conseils d'administration des missions ;

*b)* que l'on soumit à la législation fiscale de la colonie tous les biens meubles des missions religieuses, ainsi que tous leurs biens immeubles, autres que ceux servant à l'exercice du culte, ou constituant des établissements d'enseignement, d'assistance médicale ou d'assistance sociale ;

*c)* que fût établie sur ces biens meubles et immeubles, déterminés ci-dessus, une taxe annuelle spéciale, représentative des droits de transmission entre vifs et par décès ;

*d)* que l'on astreignît les missions à justifier pour toute immatriculation à leur nom d'immeubles autres que ceux affectés à l'exercice du culte ou servant d'établissements scolaires ou d'assistance, de l'agrément préalable du gouvernement local, ainsi d'ailleurs que pour l'acceptation de tout don d'immeuble et de legs ;

*e)* qu'il fût interdit aux missions d'accepter une donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur ;

---

(1) *J. O. de la République Française*, 1<sup>er</sup> mars 1926.

f) qu'enfin, dans tous les cas où les dons et legs donneraient lieu à des réclamations des familles, l'autorisation de les accepter fût donnée par décret.

Il semble bien qu'entre le Chef de l'Union Indochinoise, le Département et les autorités ecclésiastiques, un accord soit intervenu sur ces bases, peu de temps avant la parution du décret d'organisation.

C) *Le décret du 19 janvier 1939 et la situation actuelle.* — Pour des raisons qui nous échappent, ce texte a ajouté un certain nombre de dispositions à celles qui paraissaient avoir reçu l'approbation générale. Il a été promulgué le 19 janvier 1939 (1) et très légèrement modifié le 26 janvier (2), à propos d'un terme inexact (« délégué » au lieu de « représentant »).

Nous nous proposons d'étudier le décret du 19 janvier 1939 (3) et la situation actuelle sous trois rubriques :

La personnalité civile des Missions ;

Le régime des libéralités ;

Enfin, le régime fiscal.

*Et tout d'abord qu'y-a-t-il de nouveau concernant la personnalité civile des Missions ?*

Le décret dispose que « dans les Colonies et Pays de Protectorat, relevant du Ministère des Colonies, et non placés sous le régime de la séparation des Eglises et de l'Etat, les missions religieuses pourront, pour les représenter dans les actes de la vie civile, constituer des Conseils d'Administration » (4) (art. 1). « Ces Conseils d'Administration (art. 2), éventuellement créés à raison d'un conseil par mission seront composés, pour la mis-

(1) *Journal Officiel de la République Française*, 19 janvier 1939.

(2) *Journal Officiel de la République Française*, 26 janvier 1939.

(3) Page 125.

(4) Ces dispositions sont semblables à celles du Décret du 28 février 1926 (*J. O. de la Rép. Fr.* du même jour) relatif au Togo et au Cameroun.

sion catholique du Chef de la circonscription missionnaire intéressée (archevêque, évêque, vicaire apostolique, préfet apostolique, ou chef de mission) ou de son délégué *président*, assisté d'au-moins deux missionnaires choisis par lui.

Le décret ajoute (art. 2 in fine) que le choix du Président et des membres des Conseils d'Administration, est soumis à l'agrément du Chef de la Colonie. En cas de refus, la décision devra être motivée. Appel pourra en être porté devant le Ministère des Colonies qui statuera définitivement.

Telle est l'organisation de ces Conseils d'Administration. Quel en est le fonctionnement ?

Les Conseils d'Administration (art. 3) se réuniront sur la convocation de leurs présidents. Les membres des Conseils d'Administration agissent en fideicommiss et ont voix délibérative au sein de ces conseils.

Enfin quelle est la capacité de ces Conseils ?

« Les Conseils d'Administration ainsi constitués sont des personnes morales privées, investies de la personnalité civile. Ils peuvent à ce titre, et sous les réserves inscrites au présent décret : acquérir, posséder ou aliéner, au nom et pour le compte de la mission représentée, tous biens immeubles et meubles et tous intérêts généralement quelconques. Ils ont pleins pouvoirs pour administrer et disposer en ce qui concerne les biens appartenant à la mission » (art. 4).

Cependant, pour toute acquisition, pour toute mutation ou immatriculation à leur nom, de droits mobiliers ou d'immeubles autres que ceux affectés à l'exercice du culte ou servant d'établissements scolaires ou d'assistance médicale ou sociale, les missions religieuses représentées par leurs conseils d'administration devront justifier de l'agrément préalable du chef de la colonie (art. 7).

Enfin, ces conseils peuvent ester en justice et y défendre.

Nous avons ainsi exposé les dispositions du décret relatives à l'existence légale des Missions.

Tentons maintenant un essai de critique.

Tout d'abord sur la constitution même de ces conseils. On aurait pu prévoir une distinction : en disposant qu'une seule fondation existerait par circonscription missionnaire de chaque confession religieuse, mais que les biens appartenant en propre aux congrégations autorisées en France n'y seraient pas incorporés. Le décret, au contraire, ne tient pas entièrement compte de la situation réelle, et particulièrement de la situation en Indochine. On sait que les statuts de la Société des Missions Etrangères font une distinction entre d'une part les « établissements communs », propriétés de la Société, et pour lesquels le vicaire apostolique n'est que délégué du supérieur général ; et d'autre part, les biens propres des « Missions ». Par ailleurs, et ici la question est plus grave, il est dit dans notre texte que le choix du président et des membres du conseil d'administration sera soumis à l'agrément du chef de la Colonie (1). Or cette disposition est difficilement conciliable avec la législation interne de l'Eglise Catholique. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter au « Codex Juris Canonici ». On peut lire dans le Canon 1917 : « L'évêque est, de droit, administrateur des biens de son diocèse ». Or il tombe sous le sens que l'agrément du chef de la Colonie signifie pour celui-ci la possibilité d'accepter et aussi de refuser la présidence de l'évêque. Ou alors la disposition du décret n'a pas de raison d'être.

Il semble bien qu'au moment où un accord est intervenu entre les autorités administratives et religieuses, on ait admis que la présidence appartiendrait de droit au chef de la Mission.

---

(1) Cette disposition ne se trouve pas dans le décret relatif au Togo et au Cameroun.

Il existe une autre disposition anticanonique dans ce décret. Il y est dit que les deux membres du conseil d'Administration ont voix délibérative au sein du Conseil. Or ceci est contraire aux règles les plus formelles du droit canon, comme à l'esprit, en général, de la hiérarchie catholique : les deux membres du conseil pourraient mettre en minorité l'évêque, et donc prendre des mesures contraires aux intentions de leur supérieur. Or l'Eglise catholique est fondée, du sommet à la base, sur un principe d'autorité. Le Canon 1519 est très net à cet égard : il déclare dans son paragraphe 1<sup>er</sup> que « l'évêque doit constituer un conseil épiscopal, composé de deux ou plusieurs personnes idoines qui sont nommées par lui... », et dans le paragraphe 3<sup>e</sup> : l'évêque ne se dispensera pas de consulter son conseil, mais les membres ont seulement *voix consultative* ».

Telles sont les critiques que nous croyons devoir exprimer au sujet de cette première partie du décret.

*La deuxième partie du décret est relative aux libéralités faites par les tiers aux Missions.*

« Est soumise, dit l'art. 8, à l'autorisation du chef de la Colonie, l'acceptation par les missions religieuses des legs à elles faits par des citoyens français ou des personnes de statut européen ou assimilé.

Sont nuls de plein droit tous legs faits au profit des missions religieuses, et provenant d'indigènes (1) n'ayant pas la qualité de citoyen français ».

Voilà pour les dispositions à cause de mort. Pour les dispositions entre vifs, l'art. 9 porte qu'« est soumise à l'autorisation du chef de la Colonie l'acceptation par les missions religieuses de tous dons d'immeubles ou de droits immobiliers à elles faits.

---

(1) Cette disposition ne se trouvait pas dans le décret du 28 février 1926, relatif au Togo et au Cameroun.

Les décisions autorisant l'acceptation de la libéralité peuvent prescrire l'aliénation des immeubles compris dans l'acte de donation, lorsque ces immeubles ne seraient pas nécessaires au fonctionnement de la mission, et déterminer les conditions de l'aliénation ; le prix en sera alors versé à la Caisse de la Mission.

Pour les meubles : est soumise à l'autorisation du chef de la Colonie, l'acceptation par les missions religieuses de tous dons en espèces supérieurs à 10.000 francs, ou d'effets et objets mobiliers dont la valeur excède cette somme.

Echappent toutefois à cette règle les subsides que les missions reçoivent d'œuvres métropolitaines ou étrangères, ainsi que le produit des quêtes faites au cours de cérémonies ou de réunions tenues dans les édifices du culte. Les réglementations locales visant les tournées de propagande confessionnelle, comportant appels de fonds, demeurent en vigueur.

Toutefois, et avant que l'autorisation du gouvernement ait été donnée, « les conseils d'administration pourront... accepter provisoirement ou à titre conservatoire les dons et legs faits aux missions religieuses. L'acceptation définitive, lorsqu'elle est subordonnée à autorisation, rétroagit au jour de l'acceptation provisoire ».

Le décret contient encore des dispositions qui défendent les familles contre des dons et legs abusivement faits par leurs membres :

*Art. 12.* — Sont nuls de plein droit et par conséquent, non susceptibles d'acceptation, même provisoire, les dons et legs constitués en faveur des missions religieuses qui comporteraient réserve d'usufruit au profit du donateur ou d'un tiers. Une pareille combinaison permettrait au donateur de ne se priver de rien, tout en dépouillant sa famille, lors de sa mort.

*Art. 13.* — Dans tous les cas où les dons et legs consentis au

profit des missions religieuses donneraient lieu à réclamation des familles, l'autorisation éventuelle de les accepter est donnée par décret rendu après avis du Conseil d'Etat, sur la proposition du Ministre des Colonies.

Toutes les dispositions que nous venons d'exposer paraissent bien venues. Cependant, deux d'entre elles nous semblent difficilement justifiables. En premier lieu, l'interdiction faite aux indigènes de léguer en faveur des Missions. On n'aperçoit pas les raisons juridiques d'une telle mesure. Elle paraît exorbitante, s'agissant précisément d'églises indigènes. Ceci est particulièrement vrai pour les diocèses remis à la direction des membres du clergé annamite, auxquels leurs compatriotes ne peuvent rien donner à cause de mort. Il y a là une différence de traitement, quant aux « libéralités », qui ne se justifie pas entre Européens et indigènes. Et puisque l'autorisation du gouvernement local est exigée pour les Européens assimilés, pourquoi ne pas admettre l'autorisation du gouvernement protégé pour les autochtones ? D'ailleurs la disposition instituant une procédure en Conseil d'Etat dans le cas de réclamation des familles, aurait suffi à protéger celles-ci contre la prodigalité de leurs ministres.

La seconde mesure dont nous pensons qu'elle est difficilement justifiable a trait aux dons supérieurs à 10.000 francs. Ceux-ci sont subordonnés à une autorisation administrative. Une pareille restriction à la liberté individuelle n'existe, semble-t-il, dans aucune législation, même dans les pays où la population est entièrement catholique, et où l'influence du clergé est ancienne et profonde. Or, en Indochine, les catholiques indigènes sont à peu près deux millions sur vingt-trois millions d'habitants. L'influence du clergé est encore faible. Et la pauvreté de la population rendait vraiment inutile une disposition à la fois draconienne et inopérante ; inopérante parce qu'il est relativement facile pour un donateur décidé, de remettre plus de

10.000 francs de la main à la main aux représentants des missions, inopérante encore parce que le décret exceptant de ce régime les quêtes organisées au cours des cérémonies du culte, il suffira à notre donateur de déposer par exemple 2.000 piastres (20.000 francs) dans l'aumônière, tout en restant dans la plus stricte légalité ; inopérante enfin parce que, au su et au vu de tous, il pourra faire plusieurs versements successifs, chacun étant inférieur à 10.000 francs ! Il est difficile d'admettre que ces dispositions aient fait partie de l'ensemble de mesures sur lesquelles un accord paraissait s'être établi antérieurement au décret.

*La troisième partie de celui-ci n'a guère innové : elle a trait au régime fiscal des biens des Missions religieuses.*

Elle exempte de la législation fiscale :

- a) les biens immeubles servant à l'exercice du culte ;
- b) ceux (constructions et terrains) à usage scolaire ;
- c) ceux constituant des établissements d'assistance médicale ou d'assistance sociale.

L'arrêté du 23 septembre 1926 avait déjà pris une disposition semblable, et aussi l'arrêté du 6 novembre 1929. Ils exemptaient de la taxe d'accroissement et de main-morte :

a) les immeubles consacrés exclusivement à l'exercice du culte et affectés à un objet d'utilité publique ;

b) les biens meubles et immeubles affectés et réellement employés à des œuvres d'assistance gratuite en faveur des infirmes, malades, indigents, orphelins ou enfants abandonnés.

Ces exemptions devaient être accordées par un arrêté du Gouverneur Général, sur la proposition du Directeur des Finances, après avis du Gouverneur ou du Président Supérieur du pays où la taxe devait être payée.

En vertu de ces textes, des décisions furent prises en faveur de divers établissements et missions : le 23 août 1928 en faveur

de certains immeubles de la Mission catholique de Qui-Nhon, le 9 novembre 1928, à propos des biens meubles et immeubles de la mission de Buichu (J.O.I.F. 1928 p. 3319). Ces dispositions furent étendues à la Mission de Saïgon, le 6 novembre 1929 (J.O.I.F. 1929, p. 3205), à la Mission de Pnom-Penh le 30 septembre 1929 (J.O.I.F. 1929, p. 3781), au Petit Séminaire de Hai-Duong le 24 octobre 1929 (J.O.I.F. 1929, p. 3576), à la Mission de Hanoï, le 20 avril 1931 (J.O.I.F. 1931, p. 1469), à la Mission du Laos, le 11 avril 1931 (J.O.I.F. 1931, p. 1283), aux Missions catholiques d'Annam le 14 janvier 1931 (J.O.I.F. 1931, p. 222), à l'Institut Notre-Dame des Missions de Thanh-Hoa, le 6 juin 1932 (J.O.I.F. 1932 p. 1792), à la Mission de Bac-Ninh, le 3 mai 1932 (J.O.I.F. 1932, p. 1449), enfin au Séminaire St-Sulpice de Hanoï, le 27 novembre 1933 (J.O.I.F. 1933, p. 3994).

Tous les biens meubles, et tous les biens immeubles productifs sont soumis à la législation fiscale locale.

En Indochine, les Missions doivent payer la taxe sur le revenu créée par la loi du 28 décembre 1880 et la loi du 29 décembre 1884, intéressant, outre les sociétés ou associations civiles, les Congrégations et associations religieuses. En effet, un arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine, du 7 juin 1907 (1), pris en exécution du décret du 23 mai 1907, a introduit les art. 3 et 4 de la loi du 28 décembre 1884. Ces derniers textes sont actuellement fondus dans l'art. 86 du Code fiscal français des valeurs mobilières. En ce qui concerne l'application de la taxe, considérée aux Missions catholiques en Indochine, il est donc nécessaire d'examiner les principes de la législation métropolitaine.

L'opinion de Maguéro (2) sur ce point est que la taxe sur le

---

(1) *J. O. I. F.*, 1907, p. 913. Recueil Dareste, 1908, p. 252.

(2) MAGUÉRO : *Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement*. Voir Congrégations et Associations religieuses. T. I, p. 853 et suiv., Paris, 1928.

Voir aussi : DALLOZ : *Dictionnaire pratique de Droit*, à l'article : « Associations et Congrégations », n° 592 et suivants.

revenu est actuellement due par les Congrégations et associations religieuses, autorisées ou non autorisées, par le seul fait de leur caractère d'associations religieuses. Pour qu'une association soit réputée religieuse, il faut et il suffit qu'elle ait, à titre principal et prédominant, un caractère confessionnel, quel que soit du reste le culte qu'elle ait pour mission de favoriser.

Quant aux collectivités religieuses constituées dans la forme de sociétés civiles, comme la société Saint-Augustin, par exemple, elles tombent sous le coup de la même législation fiscale, en ce que l'entreprise poursuit réellement un but religieux comme son objet essentiel et primordial. On ne saurait, en tout cas, s'attacher à l'étiquette que les associés se plaisent à adopter, pas plus qu'au mode de transmission des titres, ni même avoir égard à la conversion des titres au porteur.

Tous ces principes ont été appliqués en Indochine depuis 1907. A cette époque, le taux de la taxe sur le revenu était de quatre pour cent (4 %). Elle a été élevée à six pour cent (6 %) par l'arrêté du Gouverneur Général, en date du 23 octobre 1920 (1), qu'un décret du 22 avril 1921 (2), a approuvé.

Enfin, l'arrêté du 23 septembre 1926 (3), a porté le taux de la taxe à huit pour cent (8 %).

En second lieu les Missions, étant des personnes morales, ne peuvent être assujetties aux impôts personnels. Par contre elles doivent acquitter sur leurs immeubles l'impôt foncier créé, dans chaque pays de l'Union par un grand nombre d'arrêtés, ainsi que les diverses taxes assimilées aux contributions directes (voitures, par exemple) auxquelles elles sont imposables.

Enfin, l'art. 6 du décret porte que : « Tous les biens meubles des missions religieuses ainsi que tous les biens immeubles

---

(1) *J. O. I. F.* 1920, p. 1540.

(2) *J. O. I. F.*, 1921, p. 758.

(3) *J. O. I. F.*, 1926, p. 3200.

autres que ceux spécifiés aux paragraphes a, b et c, de l'art. 5 ci-dessus, sont en outre frappés de la taxe annuelle des biens de main-morte représentative des droits de mutation entre vifs et par décès.

Cette taxe est perçue après contrôle de l'administration des biens meubles et immeubles en question possédés par la mission. Elle est établie dans chaque colonie ou pays de protectorat dans les conditions respectivement déterminées par l'art. 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies, et par l'art. 35 de la loi du 29 juin 1918 ».

Là encore, le décret n'a pas innové.

Cette taxe d'accroissement et de main-morte a été créée en Indochine par l'arrêté du Gouverneur Général en date du 23 septembre 1926 (1), approuvé par le décret du 8 février 1927. Cet arrêté fixait à vingt-huit *cents* par cent piastres (0 piastres 28 pour 100) le taux de la taxe annuelle et obligatoire sur la valeur vénale des biens meubles et immeubles possédés par les Congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non. Aux termes de l'art. 6, paragraphes 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, étaient exemptés de la taxe : les établissements d'utilité générale dont les ressources sont exclusivement affectées à des œuvres d'assistance et de bienfaisance.

L'arrêté du Gouverneur Général du 6 novembre 1929 (2), réorganisant la matière de l'enregistrement, devait reprendre ces dispositions dans ses articles 250 et suivants. Enfin, le taux de perception a été élevé de vingt-huit *cents* à quarante-cinq *cents* par cent piastres (0 piastre 45 pour 100) par l'arrêté du Gouverneur Général en date du 25 décembre 1937 (3).

Ces charges fiscales seront donc appliquées aux vicariats apostoliques dont les « Conseils » administreront tous les biens,

(1) *J. O. I. F.*, 1926, p. 959.

(2) *J. O. I. F.*, 1929, p. 4255.

(3) *J. O. I. F.*, 1937, p. 3982.

y compris les biens des paroisses. Et c'est ici que vient se greffer une importante question. Auparavant, les biens considérés étaient, dans leur grande majorité, assimilés à ceux des communes bouddhistes : aux termes de la loi indigène qui les régissait, ils ne payaient, nous l'avons dit, aucun impôt.

Or, voici que ces biens, autonomes sous le régime antérieur, vont devenir simplement un des éléments du patrimoine des vicariats apostoliques. Etant partie intégrante de ce patrimoine, ne devront-ils pas être soumis aux dispositions fiscales du décret du 19 janvier 1939, relatives aux biens des missions en général ?

En droit pur, cette conséquence paraît découler logiquement de la transformation opérée dans le régime des biens de paroisses.

Cependant, ici comme dans beaucoup d'autre cas, on ne peut, au nom de la rigueur d'un principe, méconnaître la réalité mouvante et diverse qui ne correspond pas toujours aux cadres juridiques les mieux construits.

Si le décret nouveau fait dépendre les biens de paroisses du vicariat apostolique, et les transforme en biens de « missions » susceptibles à ce titre d'être imposés, il n'en reste pas moins que dans les villages, les immeubles et les rizières destinés à entretenir le culte catholique sont assimilés par les habitants aux mêmes biens possédés par les bouddhistes. Et il suffit de se représenter un instant la vie dans la campagne annamite pour comprendre l'importance qu'y revêt une pareille question. Il y a des communes où la population est en partie chrétienne. D'une part, se trouvent les familles pratiquant le bouddhisme ou le culte des ancêtres, réunies autour du « dinh » ou de la pagode. D'autre part, les familles chrétiennes, installées près de l'église. Ces deux groupes cohabitent et s'observent, souvent sans grande aménité. Jusqu'ici ni les uns ni les autres

ne paient pas d'impôt sur leurs biens culturels, productifs ou non de revenus.

Or, un beau jour, les chrétiens apprennent qu'en vertu d'un principe de droit posé par les « grands mandarins français » — comme tout cela est loin ! — les biens de leurs paroisses devront acquitter des impôts, alors que ceux des communautés bouddhistes en resteront exempts ! Les chrétiens auront le sentiment qu'une injustice a été commise à leur encontre et qu'ils sont traités en parias. Surtout, ils « perdront la face », vis-à-vis de leurs concitoyens bouddhistes. Et celui qui a vécu si peu que ce soit en Extrême-Orient, sait que « perdre la face » est l'infortune la plus grave qui puisse frapper un Asiatique. Cette « face », les chrétiens la perdront d'autant plus que la disposition susceptible de leur être appliquée sera fiscale : or, en pays d'Annam, l'exemption d'impôts est considérée comme une distinction honorifique, et le fait d'être imposé à nouveau passe facilement pour une sorte de dégradation.

C'est pourquoi nous disions au début de cette argumentation que l'on doit tenir compte de la réalité qui est relative — vérité en-deçà, erreur au-delà... — lorsque l'on tire les conséquences d'un principe de droit qui, lui, est absolu. Il ne faut jamais perdre de vue qu'une paroisse de la province de Soutay, par exemple, n'a que des traits communs assez rares avec une paroisse de Bretagne ou du Dauphiné. A la lueur de ces explications, il nous semble peu équitable, et assez impolitique, d'infliger aux chrétientés un régime qui les mette en état d'infériorité par rapport aux communautés bouddhistes, et qui soit, en définitive, préjudiciable à ces populations dont le loyalisme s'est manifesté d'une façon éclatante, lors des troubles de 1929 et 1931.

Avec l'exposé du régime fiscal instauré par le décret de 1939, est terminée l'étude du statut des Biens des missions catholiques.

II) CEUX DES MISSIONS PROTESTANTES SONT, NOUS L'AVONS VU, INFINIMENT MOINS IMPORTANTS. QUEL EST LEUR STATUT ?

Pour répondre à cette question, il faut établir une distinction essentielle entre les pasteurs protestants français, et la Christian Church Missionary Alliance.

A) *Quelle est la situation du patrimoine de la Mission protestante française ?*

Avant le décret de 1939, ils pouvaient posséder au double titre de citoyens français (1) et de représentants d'une Société française douée de la personnalité civile : la Société d'Évangélisation des Colonies Françaises, dite encore Société pour le maintien et le développement du Protestantisme dans les Colonies et Protectorats Français, 47, rue de Clichy, à Paris. La question de leurs biens était d'ailleurs bien loin de présenter un intérêt capital, étant donné le nombre très restreint de pasteurs français, et d'immeubles dépendant d'eux : nous en avons donné un aperçu en tête de la II<sup>e</sup> partie de cette étude.

Depuis le décret de 1993, chacun des deux pasteurs peut créer des Conseils d'Administration « composés (art. 2 — 2°) du Chef de la Mission, président, assisté d'au-moins deux membres choisis par lui... parmi les personnes se rattachant au même groupement religieux. Toutes les dispositions sur l'autorisation des membres et le fonctionnement des Conseils leur seront applicables, de même que la législation des libéralités, et le régime fiscal, exposés plus haut au sujet des missions catholiques.

Il n'y a rien de plus à dire sur leur situation patrimoniale.

B) *Celle de la Christian Church Missionary Alliance est-elle aussi simple ?*

Il s'en faut de beaucoup.

---

(1) En vertu des traités de protectorat, et de nombreux ordonnances et arrêtés cités dans le corps de cette étude : citons pour le Cambodge l'ordonnance royale du 12 décembre 1919, confirmée en 1929, 1932..., pour l'Annam-Tonkin les arrêtés des 27 avril et 21 juin 1929, etc.

1°) *Avant le décret de 1939*. Les missionnaires de l'Alliance sont tous étrangers.

a) *Dans les pays de colonie*, c'est-à-dire en Cochinchine, au Laos et dans les villes françaises de Hanoï, Haï-Phong et Tourane, il faut distinguer deux périodes :

1) depuis l'occupation française jusqu'en 1929, les pasteurs de la Christian Church Missionary Alliance avaient le droit d'acquérir des biens dans les mêmes conditions que les étrangers en France.

Les textes applicables étaient : l'art. 3, alinéa 2 du Code Civil, aux termes duquel « les immeubles, même possédés par des étrangers, sont régis par la loi française », et la loi du 14 juillet 1819 ayant abrogé les art. 726 et 912 anciens du Code Civil et décidé « que les étrangers ont le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français dans toute l'étendue du Royaume » (1).

2) Cependant, à la suite d'un afflux extraordinaire d'étrangers principalement asiatiques, des mesures restrictives furent envisagées, qui aboutirent à la parution d'un arrêté du Gouverneur Général, du 28 mars 1929, rendu en application du décret du 4 novembre 1928. En vertu de ces textes, ne peuvent être concessionnaires de terrains ruraux que les citoyens, sujets ou protégés français, et les Sociétés françaises, et dont le capital est souscrit en majorité par des citoyens, sujets ou protégés français. Des dispositions semblables furent prises en ce qui concerne les terrains urbains, dans un arrêté du 3 juillet 1931 (2). celui-ci décidait, dans son art. 4, que l'aliénation en toute pro-

---

(1) Voir sur la question du droit des étrangers à posséder en Indochine, le rapport très complet présenté en 1924 par la Commission de législation du Comité du Commerce, Industrie et Agriculture de l'Indochine. (Rédacteurs : MM. Dureteste, De Lansalut et Sambuc). Paris, Imprimerie Dubois et Bauer).

(2) *J. O. I. F.*, 1931, p. 2381.

priété de ces terrains ne serait admise désormais qu'en faveur des citoyens, sujets ou protégés français, et des Sociétés françaises remplissant les conditions de l'arrêté du Gouverneur Général en date du 4 juillet 1931 (relatif à la détermination de la nationalité française pour les sociétés). En cas de violation de ces règles (art. 4 — 3°) la déchéance du droit acquis doit être prononcée. « Dans les pays autres que l'Annam et le Tonkin », donc dans les colonies de Cochinchine et du Laos, et les villes françaises d'Indochine, on a admis la possibilité de déroger exceptionnellement aux mesures prises par des autorisations individuelles accordées par arrêté du Gouverneur Général, en Conseil de Gouvernement.

Ainsi, depuis 1929 et 1931, la faculté d'acquérir des biens dans les pays considérés, est subordonnée, pour les pasteurs américains, à une autorisation spéciale.

b) *Dans le Protectorat de l'Empire d'Annam*, les étrangers n'ont pas le droit de posséder des terres aux termes de prohibitions ancestrales. Les ordonnances royales des 1<sup>er</sup> octobre 1888 (1) et 27 septembre 1897 (2), les arrêtés du Résident Supérieur en Annam (27 avril 1929) (3) et du Résident Supérieur au Tonkin (21 juin 1929) (4), ont maintenu ce point de vue du Gouvernement annamite, ainsi que l'arrêté du 3 juillet, précité.

c) *Dans le Protectorat du Cambodge*, la question se posa différemment. Lorsqu'après l'occupation française, le souverain décida que l'inaliénabilité des terres du royaume cesserait, il le fit en faveur des Européens et assimilés (Convention du 17 juin 1887). L'art. 11 de l'ordonnance royale du 11 juillet 1897 (5) relative au droit de disposer des terres libres du royaume n'a

---

(1) G. MICHEL : *Code Judiciaire*, I, p. 431.

(2) *Id.*, I, p. 363.

(3) *J. O. I. F.*, 1929, p. 1506.

(4) *J. O. I. F.*, 1929, p. 2209.

(5) G. MICHEL : *Code judiciaire*, p. 840.

rien changé à ce régime qui dura jusqu'en 1916. Pendant tout ce temps, les étrangers européens et assimilés purent exercer des droits de propriété au Cambodge.

Par les ordonnances royales du 1<sup>er</sup> décembre 1916 (1), cette faculté fut supprimée : la France était en guerre, et il n'y avait pas lieu de favoriser l'implantation au Cambodge d'étrangers peut-être hostiles. Cette capacité fut limitée, de 1916 au 12 décembre 1919 (2), aux seuls Français.

A cette dernière date, nouveau revirement : les raisons qui avaient motivé les mesures restrictives de 1916 n'étaient plus : la France et ses Alliés avaient été victorieux — en conséquence la capacité d'acquérir fut étendue aux étrangers assimilés aux Européens appartenant à l'une des nations alliées de la France. C'est vers cette époque que s'installèrent en Indochine les pasteurs de la Christian Church Missionary Alliance. Ils étaient généralement Américains, parfois Anglais ; en tout cas, ressortissants de pays alliés de la France. Ils purent donc acquérir au Cambodge, et ceci jusqu'à un troisième revirement. Prise en application de l'arrêté du Gouverneur Général en date du 28 mars 1929, une ordonnance royale du 13 juillet 1929 (3) le préparait déjà, qui n'autorisait l'octroi de concessions rurales qu'aux citoyens, sujets et protégés français. L'ordonnance du 9 mai 1932 (4) n'admit d'aliénations de terrains qu'à l'égard de citoyens, sujets et protégés français, conformément à l'arrêté du 3 juillet 1939 ; les étrangers ne purent donc plus acquérir depuis l'ordonnance du 9 mai 1932.

Toutefois, comme le signalait la circulaire 396 A (5) du Résident Supérieur au Cambodge, les étrangers peuvent exception-

---

(1) *J. O. I. F.*, 1917, p. 113.

(2) *Bulletin administratif Cambodge*, 1920, p. 23.

(3) *Bulletin adm. du Cambodge*, p. 1048.

(4) *Idem*, p. 1299.

(5) *Bulletin Administratif du Cambodge*, 6 octobre 1932, p. 1389.

nellement acquérir des terrains urbains dans ce pays, sur autorisations individuelles accordées par le Gouverneur Général en Conseil du Gouvernement. (Décret du 3 juillet 1931).

Enfin, l'ordonnance royale n° 180 du 11 août 1937 a modifié les art. 253, 254, 310, 514 et 522 du Code Civil cambodgien dans le sens restrictif. Ces articles ont trait aux biens propres de la femme légitime de premier et de deuxième rang. Ils sont complétés par le paragraphe suivant : « Doivent être également considérés comme biens propres de la femme cambodgienne, mariée à un étranger, à l'exception des citoyens, sujets ou protégés français, tous les biens immeubles acquis à titre provisoire ou définitif pendant le mariage, et provenant sans conteste possible du domaine cambodgien ».

Tel était le dernier état du droit avant le décret.

*2° Le décret de 1939 a-t-il changé quelque chose à la situation antérieure :*

Il ne le semble pas.

a) *dans les pays de colonie*, où la législation française n'admet plus la possibilité pour les étrangers d'acquérir la propriété de biens, qu'en vertu d'une autorisation spéciale, la Christian Church Missionary Alliance ne pourra constituer, aux termes de l'art. 2, 2° du décret, des Conseils d'Administration pour gérer les biens et accomplir tous les actes de sa vie civile. Elle est, en effet, composée d'étrangers qui ne peuvent individuellement acquérir qu'exceptionnellement. Nous verrons en conclusion de ce travail comment elle a tourné la difficulté.

b) *dans les protectorats de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge*, les pasteurs de l'alliance ne pourront pas constituer ces Conseils d'Administration. En effet, en dehors des dispositions générales des arrêtés de 1929 et de 1932, le décret a fait dans son art. 15 réserve expresse :

1°) des stipulations des actes ou conventions diplomatiques en vigueur ;

2°) des droits des souverains protégés.

Or, dans le cas qui nous intéresse, les étrangers ne sont pas habilités à posséder, soit aux termes des actes et conventions diplomatiques (pour l'Empire d'Annam), soit en vertu d'ordonnances des souverains protégés (Empire d'Annam et Royaume de Cambodge).

Un Conseil d'Administration composé d'étrangers, ne saurait donc être légalement autorisé.

Dans les pays de protectorat, comme dans les pays de colonie, le régime restrictif existant avant le décret ne sera donc pas modifié.

\*  
\* \*

Au moment où nous terminons cette étude (mai 1939), voici quel est l'état de la question :

Les pasteurs de la Christian Church Missionary Alliance se sont orientés, comme les missionnaires catholiques, vers la création d'églises purement indigènes. En Cochinchine, notamment, un Synode a été organisé et placé à la tête de l'Eglise protestante annamite de la Colonie. Tout dernièrement, en mars 1939, celle-ci a reçu une réponse favorable du Gouvernement Général, à la requête qu'elle avait présentée au sujet de la formation d'une Association dénommée « l'Eglise Evangélique de l'Indochine Française ». Il a été admis que cette dernière serait en mesure de profiter des dispositions du décret du 19 janvier 1939, accordant aux missions la personnalité civile, dès que les arrêtés d'application prévus par l'art. 18 auront été élaborés. Telle est la position officielle à l'égard des églises protestantes indigènes, issues des missions protestantes dites américaines, en ce qui concerne la Cochinchine, territoire français. Ainsi seront.

supprimés les inconvénients résultant de l'arrêté du 3 juillet 1931. Dans les pays de Protectorat, des Ordonnances Royales interviendront sans doute dans le même sens ; là aussi, la Christian Church Missionary Alliance tend à créer des églises purement indigènes.

Désormais, et à supposer que la solution adoptée en Cochinchine soit étendue à l'Annam-Tonkin et au Cambodge par des Ordonnances de leurs souverains, les synodes, assemblées de pasteurs et laïques indigènes, pourront se livrer à tous les actes de la vie civile, au nom de leurs églises.

On peut donc affirmer que le décret a apporté une grande amélioration au sort des missions protestantes en Indochine.

On est obligé d'être beaucoup plus réservé en ce qui concerne la situation des Missions catholiques devant le même décret. Nous avons noté, à propos de chaque catégorie de dispositions, ce qui nous paraissait discutable, ou difficilement compatible avec la législation interne de l'Eglise Catholique.

Voici, par contre, ce qui nous paraît constituer un progrès sur l'état antérieur : dans l'avenir, les évêques vont pouvoir être les administrateurs de tous les biens des vicariats, y compris ceux des paroisses sur lesquels ils n'avaient légalement aucun droit. En fait, les biens en question leur étaient soumis. Il y a eu cependant quelques heurts, d'ailleurs très rares. La situation nouvelle conciliera les prescriptions du droit civil et celle du droit canon. Il faut s'en féliciter.

D'autre part, on s'en souvient, les Dominicains de la Province de Lyon, chargés de la Préfecture apostolique de Lang-Son et les Oblats de Marie, dans la Préfecture apostolique de Vientiane, n'ont pas, en tant que « Congrégations » d'existence légale. Nous avons dit les inconvénients que cette circonstance avait fait naître. En vertu du décret de 1939, les Ordres précités pourront former, pour représenter leurs circonscriptions ecclé-

siastiques, des Conseils d'Administration, doués de la personnalité civile.

Enfin, le nouveau texte clarifiera la situation des vicariats apostoliques nouvellement remis au clergé indigène. Celui-ci, en effet, clergé séculier, exerçait son activité dans le cadre d'une circonscription religieuse, dont on n'avait pas admis officiellement la possibilité de posséder, en tant que telle ; qu'il nous suffise de rappeler à ce sujet les discussions autour de l'interprétation restrictive ou libérale des traités de protectorat. Exception faite de Phat-Diem, où tous les immeubles appartenaient aux paroisses, le problème eut été difficilement résoluble.

Tous ces éléments favorables inciteront sans doute les vicariats considérés à appliquer les dispositions du décret, réserve faite des mesures anticanoniques. En ce qui concerne les missions espagnoles, leur situation est issue des traités de 1874 et 1884. Faudra-t-il engager des négociations avec le cabinet de Madrid pour que les Dominicains de la Province de Manille puissent adopter la nouvelle législation ? Nous ne le pensons pas ; en effet, les actes diplomatiques cités plus haut ont accordé aux missionnaires espagnols le droit de circuler librement, de prêcher, d'ouvrir des écoles et des hôpitaux, enfin d'acquérir des biens. Or le décret de 1939 n'infirmé en rien les dispositions des traités. Et l'on peut dire qu'aucune modification n'y a été apportée. Il s'agit plutôt de leur mise en œuvre. Quoi qu'il en soit, les arrêtés d'application du décret sur les biens des Missions ne paraissent pas devoir être prêts avant quelques mois. Ce décret n'est donc pas promulgué en Indochine. Il ne le sera qu'avec les arrêtés prévus par son article 18. Peut-être profitera-t-on de ce laps de temps pour apporter les modifications souhaitables au décret du 19 janvier 1930. Il semble malaisé d'appliquer à l'Eglise Catholique, qui a sa hiérarchie et sa lé-

gislation interne, une réglementation qui, au moins sur deux points, va à l'encontre de cette législation interne.

Et l'on aperçoit ici les difficultés qui peuvent résulter de mesures générales et impersonnelles, prises à l'égard de toutes les missions religieuses, de tous les territoires qui constituent l'Empire. On a dû légiférer, non seulement sur des religions connues et inoffensives du point de vue politique, mais encore sur d'éventuels pseudo-cultes, dissimulant derrière le masque commode de la foi religieuse, des desseins contraires à la tranquillité publique. D'où la réglementation très stricte sur l'agrément du Gouvernement, sur les dispositions à cause de mort...

On a unifié, alors qu'il eût peut-être mieux valu discriminer (1).

Quoi qu'il en soit la hiérarchie catholique peut difficilement adopter les termes actuels du décret concernant la création et le fonctionnement des Conseils d'Administration (2). Or il ne faut pas oublier que la formation de ces Conseils n'est pas obligatoire, mais simplement facultative. Ce décret, si péniblement échafaudé en huit ans, serait-il donc condamné à rester lettre morte pour les missions catholiques ? Ou bien le modifiera-t-on sur les points litigieux ? Souhaitons que, dans un temps proche, cette deuxième éventualité se réalise.

VU :

*Le Président,*  
LE BRAS.

VU :

*Le Doyen,*  
G. RIPERT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
G. ROUSSY.

---

(1) Nous ne méconnaissions pas les difficultés qu'il faudrait surmonter pour établir les discriminations. Les pouvoirs publics seraient parfois accusés d'ainsi favoriser certains cultes au détriment de certains autres, et taxés d'arbitraire.

(2) Cette opinion a été exprimée, en notre présence, par de hautes personnalités du monde missionnaire catholique.

# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION GÉNÉRALE.

|                                   |    |
|-----------------------------------|----|
| I. — Les raisons du Statut .....  | 5  |
| II. — L'objet du Statut .....     | 7  |
| III. — Historique du Statut ..... | 21 |
| IV. — Les sources du Statut ..... | 30 |

## PREMIÈRE PARTIE.

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Statut des libertés religieuses ..... | 35 |
| L'enseignement .....                  | 71 |

## DEUXIÈME PARTIE.

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| Le Statut des biens ecclésiastiques ..... | 87 |
| Missions catholiques .....                | 91 |





